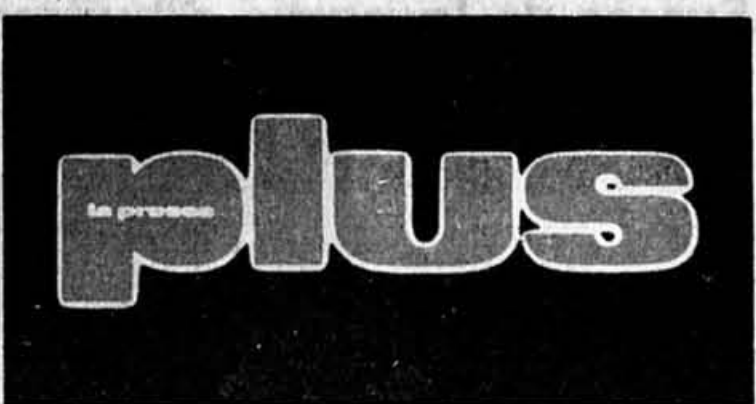




La « glisse » : du grand ski en Savoie!
page Y 1



L'autre radio qui parvient à séduire



Un grand thème: la condition humaine
page E 1

la presse

LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMÉRIQUE



LA MÉTÉO: ENSOLEILLÉ, PASSAGES NUAGEUX, POSSIBILITÉ DE NEIGE FONDANTE EN SOIRÉE. MINIMUM: -2°, MAXIMUM: 5°. DEMAIN: NEIGE FONDANTE. DÉTAILS PAGE A 2

LES PROFESSIONNELS DE LA VISION
GREICHE ET SCAFF
OPTOMETRISTES
28 SUCCURSALES 336-5330

1\$

Illes de La Madeleine: 1,50

MONTREAL, SAMEDI 9 NOVEMBRE 1985, 102^e ANNÉE, N° 21, 248 PAGES, 13 CAHIERS •

Francophonie

Feu vert au Sommet

- ☐ Johnson y voit une réussite du « beau risque »
- ☐ Mulroney se défend de favoriser l'élection du PQ

OTTAWA — Les premiers ministres Brian Mulroney et Pierre Marc Johnson ont confirmé hier la conclusion d'une

MAURICE JANNARD
de notre bureau d'Ottawa

entente Ottawa-Québec sur la participation du gouvernement québécois à un premier Sommet de la francophonie prévu à Paris au début de 1986.

C'est M. Pierre Marc Johnson qui a pris l'initiative de cette confirmation dès 6h hier matin, peu avant son départ de l'aéroport de l'Ancienne-Lorette en direction de la Gaspésie.

« C'est un pas extrêmement important pour le Québec », a déclaré le premier ministre, qui a répondu par l'affirmative lorsqu'on lui a demandé s'il voyait là une réussite du « beau risque » fédéral.

Quatre heures plus tard, le premier ministre canadien, M. Brian Mulroney, confirmait à son tour la conclusion de cette entente, mais refusait d'y voir un appui implicite de son gouvernement à la campagne électorale du PQ.

« On ne s'immisce nullement dans les élections au Québec », a-t-il déclaré.

voir **SOMMET** en A 2



Mila Mulroney, épouse du premier ministre canadien, a joint ses efforts à ceux du Père Noël hier pour aider les enfants de la Broadview Public School, à Ottawa, à adresser leurs lettres au légendaire personnage. Cette initiative entraine dans le cadre d'une promotion des Postes canadiennes destinée à faire connaître le service de lettres offert aux enfants.

photolaser CP

Débat: Johnson vote pour TVA et Bourassa pour R.-C.

M. Pierre Marc Johnson a donné son accord hier au débat proposé par le réseau de télévision TVA alors que M. Ro-

CLAUDE V. MARSOLAIS

bert Bourassa a dit ne pas être prêt à accepter une telle formule, ajoutant qu'il préférerait la confrontation à deux que proposait la Société Radio-Canada.

S'il a lieu, le débat des chefs des quatre partis politiques invitées (les leaders de l'Union nationale et du Parti indépendantiste y participeraient également) pourrait donc se dérouler le 22 novembre en soirée sur le réseau TVA et sur d'autres chaînes qui demanderont d'y être branchées.

voir **DÉBAT** en A 2

Turner évite les débats politiques

HALIFAX — Réunis pour la première fois depuis la débâcle électorale du 4 septem-

MICHEL VASTEL
envoyé spécial de LA PRESSE

bre 1984, les militants libéraux s'enlissent dans la procédure à discuter de réforme du parti mais se lancent dans des débats passionnés lorsqu'ils en viennent aux grands sujets politiques de l'heure.

Leur chef, M. John Turner, et les dirigeants du Parti libéral ont délibérément repoussé à l'an prochain toute discussion sur l'orientation politique du parti et ont concentré les discussions d'hier et d'aujourd'hui sur les structures du parti.

Hier, M. Turner a même indiqué que son parti n'adopterait pas de position définitive sur de grandes questions comme le libre-échange avant la fin de 1986.

ou 1987. « Trop tard », a déploré son lieutenant de l'Ouest dans la course au leadership, M. Lloyd Axworthy, exprimant un point de vue partagé par un grand nombre de députés et de sénateurs libéraux présents à Halifax.

Le millier de militants présents à cette « Conférence sur la réforme » ne se sont guère passionnés hier que pour un débat sur le libre-échange où les

ténors du parti ont à peu près également divisé la salle entre libre-échangistes et protectionnistes, en l'absence remarquée de M. Turner et Jean Chrétien.

En 1979, alors qu'ils étaient dans l'opposition, un groupe de libéraux avait tenté de lancer une réflexion sur l'orientation politique du parti. Elle avait très vite avorté, les libéraux ayant repris le pouvoir quelques semaines plus tard. Cette fois, M.

Turner est bien décidé à ne pas montrer son jeu politique avant la troisième année du mandat du chef conservateur, M. Brian Mulroney. « C'est le seul agenda sur lequel nous ayons un plein contrôle et nous n'allons pas l'abandonner », a confié un proche conseiller du chef libéral.

Depuis 14 mois qu'ils forment l'opposition, les libéraux sont passés à travers les grands dé-

voir **TURNER** en A 2

SOMMAIRE

Annonces classées D 12 à D 21, H 5, H 14 à H 17
— Habitat..... D 1 à D 12
Arts et Spectacles... E 1 à E 24, F 1 à F 3
— Horaires..... E 16
Bandes dessinées... Y 19, Y 20
Bricolage..... D 7
Bridge..... Z 15
Carrières et profess. Z 1 à Z 14
Décès, naissances, etc. G 7
Économie..... H 1 à H 9
Êtes-vous observateur?... D 15

FEUILLETON

Maryse..... D 17
« Génies en herbe »..... Y 19
Horoscope..... D 14
Jardinage..... D 4
Le monde..... G 1
Loteries — résultats..... A 4
Maisons d'enseign.:... G 4, G 5
Mots croisés..... D 21, H 14
« Mot mystère »..... D 19
Pleins feux..... A 7 à A 9
Quoi faire..... B 5
Restaurants..... F 4 à F 8
Sciences..... Z 16
Sports..... C 1 à C 8
— Chasse et pêche..... C 5
Télévision..... E 13, E 14
Timbres..... Z 15
Vacances-voyage..... Y 1 à Y 18
Vivre aujourd'hui..... B 1 à B 3

125 autres salariés de CSF mis à pied

« Mais où trouver de l'emploi? »

De jeunes hommes forts comme des boeufs. Des têtes grises, fatiguées. Et, au coeur de chacun, le même découragement, la même rancoeur. Au total 125 hommes sont sortis, hier, de la Fonderie CSF dans l'est de Montréal. Il n'y reviendront pas.

MARIO FONTAINE

Il s'agit là d'un autre train de mises à pied permanentes, un phénomène devenu presque épidémique dans cette partie de la métropole.

CSF comptait plus d'un millier d'employés il y a cinq ans. Lundi, à peine une centaine de travailleurs en franchiront les grilles.

La fonderie fabriquait notamment l'ossature de wagons de chemins de fer. Mais des wagons, personne n'en veut aujourd'hui. Le gouvernement fédéral a resserré ses goussets, de sorte que ni le Canadien National ni le Canadien Pacifique n'en commandent plus. En termes de statistiques, 125 emplois

voir **EMPLOI** en A 2



Roland Paquette (à gauche) et Roland Dubreuil comptent à eux deux soixante ans d'ancienneté. Mais, ce matin, ils se sont réveillés chômeurs.

photo Michel Gravel, LA PRESSE

AUJOURD'HUI



Jouets

Il y a de moins en moins d'enfants au Québec et pourtant on achète de plus en plus de jouets. Cette année, les Québécois auront consacré \$165 millions à ces achats, et les Canadiens, pas moins de \$750 millions.

page H 1

Chômage

Le mois dernier, le nombre de chômeurs a augmenté de 23 000 au pays, dont 10 000 au Québec. En Ontario, par contre, on comptait 7 000 chômeurs de moins, grâce aux performances de l'industrie automobile.

page H 2

Deuil national

La Colombie a décrété un deuil national de trois jours pour les victimes de l'occupation du Palais de justice de Bogotá, qui a pris fin dans un bain de sang.

page G 1

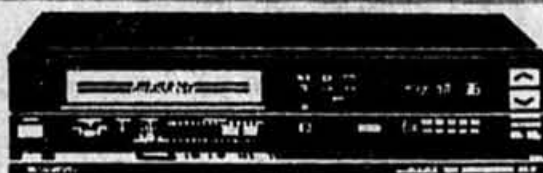


SANYO

La qualité avant tout

MONITEUR RGB STÉRÉO
VISIONE 15" - 21" - 27"
À PARTIR DE: **699\$**

VIDÉO
SuperBeta
À PARTIR DE: **499\$**



Dumoulin
8390 ST-HUBERT — 388-4636 4777
A UN PAS DU METRO CREMAZIE
A UNE RUE DE METROPOLITAIN
SPEC

AUJOURD'HUI...

CHRONIQUES

LYSIANE GAGNON: Cette année, sur les affiches apposées par le Parti québécois, le sigle de ce parti est minuscule et presque introuvable. page A 7

JACQUES BOUCHARD: Jusqu'à présent, la campagne électorale n'a pas soulevé l'enthousiasme des foules mais il se pourrait que le fameux débat télévisé fasse qu'il se passe enfin quelque chose. page A 8

PLEINS FEUX

PIERRE VINCENT: En vue des prochaines élections, le Parti libéral compte deux fois plus de candidats de moins de 30 ans que le PQ et il dispose de trois fois plus de jeunes travailleurs d'élection que le parti ministériel. page A 8

ANDRÉ PÉPIN: Louis Laberge va réclamer un nouveau mandat à la présidence de la FTQ pour réaliser son rêve, soit le Fonds de solidarité des travailleurs. page A 7

FLORIAN BERNARD: Au Québec, on ne remporte plus d'élections municipales en lançant des projets grandioses et les contribuables préfèrent faire confiance aux administrateurs en place plutôt que d'élire des gens qui promettent mer et monde. page A 7

JOONEED KHAN: Vitrine militarisée de l'Amérique, les Philippines chancellent et leur avenir semble lié aux élections que le président Marcos vient d'annoncer pour le 17 janvier prochain. page A 9

JEAN-FRANÇOIS LISÉE: Le pessimisme est parfois une arme efficace de négociation et les maîtres de la diplomatie américaine ont ramené de leur récente visite au Kremlin des visages d'enterrement. page A 9

ARTS ET SPECTACLES

JEAN BEAUNOYER: Robert Paquette a une curieuse carrière et s'il n'a pas l'impression d'avoir atteint ses objectifs, c'est peut-être la faute de certains concours de circonstances. page E 1

LUC PERREAULT: Gilles Carle ne s'est pas fait prier pour réaliser un documentaire sur Picasso, son idole de jeunesse. page E 1

RAYMOND BERNATCHEZ: Il a voulu être médecin, pompier et monstre du Loch Ness, mais aujourd'hui René-Daniel Dubois fait métier de dramaturge. page E 1

SCIENCES

PIERRE VINCENT: Des tests pour déterminer la qualité chimique des vins et des expériences sur le fluor pour contrer les ravages de l'ostéoporose. page Z 16

VIVRE AUJOURD'HUI

MARTHA GAGNON: Les studios de dessins animés Hanna Barbera ont donné à Anik Lafrenière la chance d'utiliser ses talents et Line, Chantal et Diane poursuivent leur but, qui est d'aider les jeunes mères célibataires. page B 1

HABITAT

ROBERT DUBOIS: Il peut être économique de convertir votre système de chauffage mais cette éventuelle économie peut dépendre de plusieurs facteurs. page D 1

CHEZ SOI

LAURIER CLOUTIER: Une société norvégienne offre sur le marché un système de chauffage par rayonnement. page D 1

BRICOLAGE

LOUIS THIVIERGE: Voici un modèle de lits superposés à la fois beau et fonctionnel. page D 7

CHASSE ET PÊCHE

PIERRE GINGRAS: Les spécialistes affirment que la population de canards noirs a connu une baisse considérable au cours des dernières années. page C 5

JARDINAGE

FLORIAN BERNARD: La maranta est une plante d'intérieur aux motifs bizarres et aux teintes subtiles, qui vient du Brésil. page D 4

DU VIN

JACQUES BENOIT: Voici un truc pour se faire une idée de l'état d'un vin et de son degré de vieillissement, et ce sans ouvrir la bouteille. page F 7

Succès de la partie d'huîtres des employés de LA PRESSE

Ça fait toujours du bien de se rencontrer hors des heures de travail! Plus d'une centaine d'employés de LA PRESSE ont arrosé ça hier, en rééditant la partie d'huîtres qui avait connu un franc succès l'année dernière. On reconnaît, dans l'ordre habituel, Pierre Paquin, de l'Expedition, Nicole Courtemanche, de la Distribution et également secrétaire du Comité des employés, Gabriel Martineau, de la Distribution également, Louise Church, du Personnel et Benoît Langevin, de la Publicité.

photo Armand Trotter, LA PRESSE



TURNER

SUITE DE LA PAGE A 1

bats nationaux comme celui de l'université en défendant le programme mis au point en 1961 à Kingston, la dernière grande conférence d'orientation politique du parti. Depuis, les ajustements ont été faits par les membres les plus influents du cabinet ou du caucus, laissant les militants, en particulier ceux de l'Ouest, sur leur faim.

Une courte visite de M. Donald Macdonald, l'un des dauphins de Pierre Trudeau, a lancé un vif débat sur plusieurs grandes questions politiques auxquelles le pays fait face: relations commerciales avec les États-Unis, politiques sociales, rôle des gouvernements dans l'économie.

Cette session a été l'une des plus courues et surtout les plus animées. Le débat entre MM. Donald Johnston (favorable au rapport Macdonald) et Lloyd Axworthy (vigoureusement opposé) ressemblait nettement à un débat de candidats au leadership. La salle s'est presque également divisée entre l'un et l'autre.

M. Axworthy a lancé les premières attaques: «Je ne recommanderais pas ce rapport comme programme du prochain gouvernement libéral que nous voulons former», a-t-il lancé.

M. Johnston a répliqué: «Ce parti a toujours été le parti de la libéralisation du commerce et je ne veux pas que les conservateurs nous enlèvent cela.»

La discussion s'est élargie, entre panellistes et avec les militants sur d'autres orientations aussi fondamentales que le revenu annuel garanti, proposition qu'une aile du parti défend depuis plus de dix ans mais que le gouvernement libéral n'a jamais pu appliquer.

Il y a de toute évidence bien des sujets qui divisent profondément les libéraux mais ils ont soigneusement été évités par le chef. Sur la question du libre-

échange, M. Turner veut la tenue d'un grand débat national et réclame des études sur les coûts et les bénéfices de l'opération. «Impossible», répond M. Macdonald. Les relations commerciales ne sont pas statiques et on ne peut préparer un bilan qui montrerait les avantages et les désavantages du libre-échange. Le rapport fournit la base d'un bon débat et j'ai l'intention de le poursuivre avec les associations (libérales) provinciales. M. Macdonald souhaiterait, lui aussi, que «le Parti libéral discute un peu plus profondément de politiques».

Deux autres sessions sur «la prochaine économie» et sur «le libéralisme dans la communauté internationale» ont, elles aussi, suscité plus d'intérêt que les arguments juridiques sur les statuts du parti. La seule réforme qui risque, cet après-midi, de soulever les passions concerne le processus d'élection du chef. Certains se plaignent cependant que ce débat ait été relégué à un simple atelier, en fin d'après-midi de samedi.

Quant à la question du leadership de M. Turner, elle semble autant ennuyer les délégués que les débats de procédure. La vaste majorité des militants libéraux semble vouloir reléguer cette question à l'année prochaine et profiter justement du temps qu'il leur reste pour moderniser le programme du parti.

M. Turner évite pour sa part toutes les sessions politiques, se réservant pour un grand discours qu'il doit prononcer ce soir. Quant à M. Chrétien, il s'est contenté d'une brève apparition hier matin et s'est retiré pour le reste de la journée dans des séances de signature de son livre. Hier soir, M. Chrétien participait à un forum sur la politique internationale en compagnie du chef de l'opposition du Parlement sud-africain et de l'ancien secrétaire principal de M. Trudeau, M. Tom Axworthy.

DÉBAT

SUITE DE LA PAGE A 1

En disant oui à TVA hier après-midi, le chef péquiste a rendu caduque la proposition radio-canadienne d'un face-à-face avec son principal adversaire Robert Bourassa, laquelle prenait fin à 18 h. Le réseau TVA a élaboré une formule à trois volets qui, en aucun temps, ne permet un débat comportant des échanges directs entre les deux principaux chefs. «On a vu ce que ça a donné, les séances de monologue au congrès du Parti québécois. C'est peut-être la formule que préfère M. Johnston...», a conclu M. Bourassa à ce sujet.

Radio-Canada avait refusé d'obtenir comme l'exigeait le Parti québécois l'aval du directeur général des élections, M. Pierre-F. Côté, dans sa proposition de limiter aux deux principales formations politiques le débat des chefs.

«Nous ne pouvons croire que l'émission proposée ou quelque autre de nos émissions d'information, pas plus d'ailleurs que la politique journalistique des médias en général, pourrait être considérée comme étant assujettie à une réglementation, telle que, par exemple, la loi électorale du Québec», a déclaré M. Pierre O'Neill, directeur du Service de l'information de Radio-Canada.

La situation était quelque peu confuse hier après que le chef libéral eut accepté l'offre de Radio-Canada d'un débat à deux. Celui-ci a même émis l'opinion que le directeur général des élections avait émis un «avis politique plutôt qu'un avis juridique» en exigeant la présence du chef unioniste, M. André Léveillé, et du chef indépendantiste, M. Denis Monière, à tout débat télévisé.

M. Bourassa a accepté de déléguer aujourd'hui deux représentants à une rencontre avec le représentant de la chaîne privée, M. Michel Héroux.

Avant même que ne débute les négociations sur le format

précis, certains partis ont déjà fait connaître des revendications précises.

Ainsi, M. Johnson a exigé comme condition préalable que le signal audio-visuel du débat soit accessible à tout radio-télédiffuseur qui en fera la demande.

De plus, son représentant, André Sormany, entend défendre à priori ses positions relatives aux thèmes qui seront abordés, aux modérateurs et journalistes invités, au décor, à la place des chefs et même au contenu des annonces.

Pour sa part, l'Union nationale veut obtenir le même temps d'antenne que les chefs des deux principales formations politiques au lieu des onze minutes suggérées par le réseau.

Ni le Parti libéral ni le Parti indépendantiste n'ont fait connaître de revendications précises.

D'autre part, le chef péquiste, M. Pierre Marc Johnson, s'est dit disponible à un deuxième débat télévisé qui se déroulerait dans la langue de Shakespeare afin de faire connaître sa vision politique à la communauté anglophone.

À ce sujet, l'Union nationale et le Parti indépendantiste ont laissé entendre qu'ils exigeraient également une invitation de tout réseau anglophone mais le Parti indépendantiste n'est pas encore certain s'il participerait à l'émission.

Pour sa part, la Fédération professionnelle des journalistes du Québec (FPJQ) propose aux «deux principaux partis susceptibles de former le prochain gouvernement» un débat public entre MM. Pierre Marc Johnson et Robert Bourassa, qui pourrait être diffusé intégralement ou en partie, en direct, par les stations de télé et de radio.

Selon la formule proposée par la FPJQ, après un mot de présentation par le modérateur, il y aurait une allocution d'ouverture par chacun des deux confèrenciers, pour un débat et une intervention de clôture par chacun des chefs.

SOMMET

SUITE DE LA PAGE A 1

t-il déclaré. Il a rappelé que son parti avait joui de l'appui des militants des deux principaux partis provinciaux aux dernières élections fédérales. C'est une neutralité impeccable que je conserve comme Québécois et comme Canadien dans le processus électoral», a-t-il dit.

M. Mulroney a expliqué que les négociations sur le Sommet durent depuis plusieurs années et que le gouvernement conservateur les a hâtées il y a six mois afin de mettre un terme à une vieille querelle.

«Nous sommes en négociations également sur d'autres dossiers et les annonces se feront au moment où les accords seront prêts», a-t-il dit, laissant entendre que d'autres projets conjoints avec le Québec pourraient être annoncés dans les prochaines semaines.

M. Pierre Marc Johnson a soutenu de son côté qu'il était devenu urgent pour le Québec d'en venir à une telle entente avec le gouvernement fédéral. Depuis plus de dix ans que la question revenait périodiquement, il avait été impossible, a-t-il dit en substance, de faire admettre au gouvernement fédéral précédent la légitimité de la présence québécoise au Sommet de la francophonie.

Selon lui, l'accord respecte la volonté commune d'apporter une contribution substantielle et originale à ce premier Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement francophones. Il reconnaît la place particulière du Québec dans cet ensemble tout en respectant les responsabilités respectives. Enfin, il montre le soul d'une concertation permanente des deux gouvernements, tant pour la préparation que pendant le déroulement du Sommet.

«L'entente traduit une idée maîtresse pour le Québec: les intérêts fondamentaux et distincts du peuple québécois dans la francophonie seront assurés au plus haut niveau par le premier ministre du Québec», a dit M. Johnson.

Plus important encore à ses yeux, «pour la première fois, le premier ministre du Québec sera directement invité à participer à une rencontre internationale».

EMPLOI

SUITE DE LA PAGE A 1

sur les milliers déjà perdus, cela ne représente pas grand-chose. En termes humains, c'est une toute autre histoire.

«Je n'ai pas d'instruction, je n'ai rien d'autre. Je suis fait. Mais le bien-être social, je n'en veux pas. Je ne sais pas ce qui va arriver, mais du «BS» je n'en aurai pas. Quand un jeune comme moi dit qu'il est chômeur, on dit qu'il est paresseux. Je veux travailler, mais où, quel travail?»

Sylvain Blais n'a que 26 ans. Il a quitté l'école à 15 ans, est bâti comme une armoire à glace. Jusqu'à hier il gagnait \$320 net par semaine en bossant à l'usine, depuis sept ans, comme burineur.

Le nom est joli. Le travail, beaucoup moins. Comme, du reste, un bon nombre des tâches qui réclament une grande force physique, une endurance à la poussière, au bruit. Tellement que des salariés avec 30, 35 ans d'ancienneté, doivent, eux aussi, partir, incapables de «bumer» les plus jeunes parce qu'ils n'ont plus la capacité de les remplacer.

Roland Paquette est de ceux-là. 55 ans, 38 ans de service à la CSF. «Quand je suis entré ici, il y avait de l'ambiance. Mais depuis quatre ans, c'est de moins en moins bon. Et puis, maintenant, la colonne vertébrale ne suit plus. Alors, pour trouver ailleurs...»

Roland Dubreuil, lui, n'a que 22 ans d'ancienneté. En quittant l'usine pour la dernière fois, hier après-midi, il s'est hâté d'aller à l'assurance-chômage pour remplir les formulaires de prestations. Son dernier

nale du plus haut niveau pour y faire valoir sans intermédiaire les intérêts du Québec», a-t-il dit.

L'entente spécifique que le premier Sommet de la francophonie, qui aura lieu à Paris au début de l'an prochain, sera divisée en deux parties. La première traitera des questions d'économie internationale et le premier ministre québécois pourra être assis à côté de M. Mulroney en tant qu'observateur. Sur approbation du chef fédéral, il pourra prendre la parole.

La délégation québécoise sera désignée sous le nom officiel de «Canada-Québec» et elle aura droit à son drapeau.

Durant la deuxième tranche du Sommet, où il sera question de coopération et de développement, le Québec aura le même statut que celui qui lui est conféré au sein de l'Agence de coopération technique et culturelle.

Le chef conservateur espère conclure un accord semblable avec le gouvernement du Nouveau-Brunswick.

On a par ailleurs appris hier que M. Brian Mulroney aura un entretien préparatoire à ce Sommet avec le président Mitterrand, à Bruxelles le 21 novembre lorsque les chefs de l'OTAN se rencontreront pour entendre le rapport du président américain Ronald Reagan à la suite de sa réunion avec le numéro un soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev, à Genève.

M. Mulroney a accueilli hier avec un grain de sel les critiques de son ex-conseiller Gil Remillard, devenu candidat libéral, qui s'est plaint que l'on ait attendu la campagne électorale pour annoncer l'entente. «De temps à autre des candidats impliqués dans des élections disent des choses qu'il faut mettre dans une certaine perspective», a simplement rappelé le chef conservateur.

À Québec, M. Remillard a réagi hier aux critiques du PQ qui l'accuse d'avoir manqué à son secret professionnel en dévoilant le premier l'entente sur la francophonie. Il a déclaré ne pas avoir travaillé sur ce dossier lorsqu'il était à l'emploi du gouvernement canadien, et il a soutenu avoir déduit à la lecture des journaux qu'une entente était imminente.

boulot: brûleur à la torche. «J'ai tout fait dans cette usine: soudeur, laveur de planchers, tout. Il n'y a même pas d'ouvrage pour les jeunes. Comment un homme de 50 ans comme moi pourrait-il s'en trouver? Et pourtant je veux travailler encore.»

De la frustration, de la tristesse aussi aux grilles de l'usine. Le président du syndicat des métallos (FTQ) de la fonderie, Antonio Pennestri, estime que la ministre d'Etat aux Transports, Mme Suzanne Blais-Grolier, doit assumer ses responsabilités et débloquent le dossier de la fabrication des wagons de chemin de fer pour le transport du blé, du charbon et des minerais.

M. Pennestri dénonce l'attitude de la compagnie, mais garde ses attaques les plus vives pour le gouvernement conservateur, qu'il accuse d'immobilisme. 125 emplois de moins pour cette seule usine, pourtant immense, mais déjà presque vide et silencieuse. La centaine de travailleurs qui y restent se demandent combien de temps elle fonctionnera encore.

Au total 5 000 emplois ont été perdus dans l'est de la métropole, 2 500 autres sont directement menacés par effet d'entraînement. Le cancer des fermetures gruge partout. Chez Versatile Vickers, Bombardier, Gulf, Canadien Steel Wheel (filiale de CSF), SKD Technologie, Daoust-Lalonde, La Parisette.

Un comité de survie pour l'est de Montréal a été mis sur pied, et tente de juguler l'hémorragie. Le 20 novembre, les milliers de travailleurs licenciés se rendront manifester à Ottawa. Ceux de la Fonderie CSF en seront.

La Quotidienne Tirage d'hier 708 à trois chiffres 7869 à quatre chiffres

LA MÉTÉO

SAMEDI 9 NOVEMBRE 1985
AUJOURD'HUI: Min.: -2° Max.: 5°
CIEL VARIABLE.



DEMAIN: NEIGE FONDANTE.

Québec

	Min.	Max.	Aujourd'hui
Abitibi	-12	-3	Ciel variable
Outaouais	-2	5	Nuageux
Laurentides	-7	4	Ciel variable
Capitale de l'Est	-5	5	Nuageux
Mauricie	-3	4	Nuageux
Québec	-3	3	Ciel variable
La Côte-de-la-Paix	-6	0	Nuageux
Rimouski	-2	2	Nuageux
Gaspésie	-2	2	Nuageux
Bas-Saint-Laurent	-5	0	Ciel variable
Sept-Îles	-3	0	Ciel variable

Canada

	Min.	Max.	Aujourd'hui
Victoria	-9	11	Nuageux
Edmonton	-9	8	Nuageux
Regina	-16	-6	Nuageux
Winnipeg	-12	-1	Nuageux
Toronto	-3	11	Ensoleillé
Fredericton	3	12	Nuageux
Halifax	8	9	Pleu
Charlottetown	8	13	Pleu
Saint-Jean	9	12	Nuageux

États-Unis

	Min.	Max.	Aujourd'hui
Boston	9	15	N.-Orléans
Buffalo	3	13	Pittsburgh
Chicago	0	10	S. Francisco
Miami	14	24	Washington
New York	8	16	Dallas
Amsterdam	7	11	Madrid
Athènes	14	18	Moscou
Acapulco	20	32	Mexico
Berlin	4	8	Oslo
Bruxelles	4	14	Paris
Buenos Aires	19	31	Rome
Copenhague	1	9	Séoul
Genève	-2	13	Stockholm
Hong Kong	24	26	Tokyo
Le Caire	18	28	Trinidad
Lisbonne	18	22	Yenne
London	11	16	

Condamné, Picard peut-il rester maire de Repentigny?

■ Louis-Philippe Picard, maire de Repentigny, condamné jeudi à payer une amende de \$10 038 pour évasion fiscale est-il habilité à siéger à la mairie?

FRANÇOIS FOREST

Ses avocats (la firme Viau, Hébert, Denault) ne veulent pas se prononcer. Mais à l'article 269 du code municipal, chapitre 1, «Personnes habiles ou inhabiles aux charges municipales», il est dit que ne peut être mise en candidature, élue ou nommée à une charge de membre du conseil ou de fonctionnaire ou employé de la municipalité «toute personne trouvée coupable (...) d'un acte punissable en vertu d'une loi du Parlement du Canada ou de la Législature du Québec d'un acte d'emprisonnement ou plus. Cette inhabilité subsiste durant cinq années après le terme d'emprisonnement fixé par la sentence, et, s'il y a condamnation à une amende seulement ou si la sentence est suspendue, durant cinq années de la date de cette condamnation.»

Le fait que M. Picard n'ait pas été condamné à la peine maximum (qui prévoit l'emprisonnement) ne le soustrait pas aux rigueurs de la loi. La jurisprudence établit en effet que le tribunal doit considérer le maximum et non le minimum imposable. Ce qui reviendrait à dire que ce n'est pas la sentence donnée par le tribunal qui doit être considérée, mais la peine maximale prévue par la loi.

Le maire Picard a été élu dimanche dernier, bien avant le prononcé de la sentence qui a été fait en vertu de l'article 239 (1) (d) de la Loi de l'impôt. Le maire Picard vaquait, hier, à ses occupations à la mairie.

La Cour oblige Super Carnaval à fermer ses portes le dimanche

■ Les épiciers indépendants ont gagné une manche devant la Cour supérieure hier lors-

JOYCE NAPIER

que le juge Yves Forest leur a accordé une injonction qui force les magasins Super Carnaval à fermer leurs portes dimanche prochain.

C'est par le moyen d'une injonction provisoire que l'Associa-

Maison de l'OSM: les travaux seraient reportés au printemps

■ Il semble que les travaux de la nouvelle salle de concert de l'Orchestre symphonique de Montréal risquent d'être reportés, au moins jusqu'au printemps prochain.

Au ministère des Affaires culturelles, à Québec, un porte-parole a indiqué vendredi que le dossier était toujours à l'étude. Le gouvernement doit contribuer au projet pour \$30 millions.

Au début d'octobre, le constructeur montréalais Sofati avait annoncé que les travaux devaient débuter avant le 1^{er} novembre, sans quoi le gel ferait grimper les coûts d'excavation, obligeant ainsi à revoir le devis financier.

Mais «le dossier n'est pas mort», a souligné Guy Boivin, du

Nelson Mingo: sentence de deux ans et demi de prison

■ Nelson Mingo, 32 ans, a été condamné à deux ans et demi de pénitencier hier après avoir plaidé coupable à une accusation de recel des titres d'une valeur de \$68,5 millions volés à la firme de courtage Merrill Lynch Canada Inc.

La sentence rendue hier par le juge Jean-Paul Bergeron, de la Cour supérieure a été moins sévère que celle suggérée par les avocats.

Le procureur de la Couronne, Me Serge Authier et l'avocat de la Défense, Me Richard Pasquin avaient en effet demandé au juge



L'exécutif syndical (FTQ) a clairement indiqué son avis quand il a demandé aux 1 500 employés de Miracle Mart de se prononcer sur les offres patronales.

photo René Picard, LA PRESSE

LA COMPAGNIE FERMERA D'AUTRES SUCCURSALES

Les grévistes de Miracle Mart rejettent les offres patronales

■ Tel que prévu, les 1500 grévistes de Miracle Mart ont refusé hier — à 76 p. cent — les dernières offres patronales, ame-

FRANÇOIS FOREST

nant ainsi la compagnie à annoncer, hier après-midi, qu'elle fermerait dans les prochains jours quelques-uns de ses magasins. Miracle Mart étendrait ainsi son réseau de liquidation en ajoutant

d'autres succursales à celle ouverte mercredi dernier à Saint-Pierre et à celle qui sera en opération lundi à Longueuil.

En déplorant que les leaders syndicaux «aient décidé de poser un geste qui ne fait qu'aggraver la situation financière déjà très précaire de Miracle Mart, particulièrement pendant cette période cruciale du temps des Fêtes», la compagnie a dit regretter que le militantisme du syndicat en-

traîne une situation conflictuelle plutôt qu'une atmosphère de collaboration. Le présent système de relations de travail n'aurait pas donné à la direction de la compagnie l'occasion de faire valoir son point de vue et aurait privé «les employés de conseils objectifs qu'ils sont en droit d'attendre».

Cette prise de position n'étonne pas le président du syndicat (section locale 502 de l'Union des employés de commerce), Michel Brunet, qui dirige sa deuxième grève en trois ans chez Miracle Mart: «À vrai dire, je me demande quelquefois si la compagnie ne fait pas de cette arrêt de travail un conflit de personnalités. Elle tente de démobiler les syndiqués en s'en prenant directement à moi si je me fie aux mémos qu'elle leur adresse. Mais ça semble avoir l'effet contraire.»

Hier au centre Paul Sauvé, les 1000 employés présents, par vote secret, se sont prononcés pour le rejet des offres et, en même temps, indirectement pour la fermeture de quatre des magasins dans la région de Montréal. «Cela on le prévoyait, dit le président. Trois d'entre elles n'étaient pas rentables. La compagnie a affiché l'an dernier un déficit record. Elle nous a même prévenu cette été de la possibilité de fermeture de certaines succursales. Nous ne demandons fi-

nalement pas un sou de plus, mais simplement une garantie d'emploi et un mot à dire sur la flexibilité des horaires.»

Les syndiqués se demandent, hier, avant d'aller aux urnes, quand Miracle Mart allait se doter d'une véritable politique de gestion, de marketing qui fasse que la compagnie devienne concurrentielle. «Miracle Mart, soutient Brunet, vend encore des huiles à repasser et de grille-pain, bref une quincaillerie de produits que les gens peuvent se procurer partout ailleurs. Ils s'aperçoivent peut-être que ce n'est plus nécessairement rentable. Ils font un effort présentement à Place Versailles pour jumeler les magasins Steinberg et Miracle Mart, pour diversifier leurs produits. Cela semble fonctionner. En tout cas, c'est nouveau.»

Miracle Mart, qui appartient au groupe Steinberg, compte sur un personnel à 75 p. cent féminin. Plusieurs employés sont à temps partiel ce qui ne va pas sans brusquer certains qui aimeraient devenir «réguliers». Ces employés ont souvent deux emplois ou sont des étudiants qui vont glaner, les week-ends, les sous que les bourses leur refusent. Mais tous ces employés sont syndiqués. Le conciliateur sera saisi du dossier lundi.

Centre expérimental d'irradiation des aliments à Laval

■ La campagne électorale en cours a permis hier à l'Institut Armand-Frappier de connaître dans un temps record le montant de la subvention que le gouvernement du Québec lui réserve pour la construction de laboratoires de recherche sur l'irradiation gamma.

Le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Science et de la Technologie, Jean-Guy Rodrigue et le ministre des Finances, Bernard Landry, ont en effet annoncé conjointement l'attribution de \$5,7 millions.

La construction des laboratoires de recherche sur l'irradiation coûteront \$3,2 millions et les coûts de fonctionnement pendant les cinq premières années sont évalués à \$2,5 millions.

Le bâtiment qui abritera l'irradiateur lui-même sera financé par l'Énergie atomique du Canada qui devrait y consacrer plus de \$15 millions.

Simplement dit, l'irradiation est produite par des ondes électromagnétiques (rayons gamma) qui bombardent la matière à irradier et diminuent la prolifération cellulaire entraînant ainsi l'arrêt ou le ralentissement de la germination.

Comme l'a fait remarquer en conférence de presse le directeur de l'Institut, Aurèle Beaulne, la demande de fonds avait été formulée il y a six mois seulement.

Le ministre Landry représente la circonscription de Laval-des-Rapides alors que le ministre Rodrigue est député de Vimont.

Dans son allocution le ministre Rodrigue a fait valoir que la matière première pour l'irradiation proviendrait de la centrale Gentilly II et que l'expertise développée en ce domaine pourra permettre notamment l'amélioration de produits existants.

À titre d'exemple, il a cité le cas de la viande de porc que le Japon et les États-Unis risquent de boudier d'ici quelque temps en raison de la présence de trichines (vers).

Et pourtant selon des informations ultérieures fournies par le directeur du Centre de recherches en sciences appliquées à l'alimentation, Marcel Gagnon, l'irradiation aux États-Unis est réservée aux épices consommées sur le territoire américain, aux aliments destinés au programme spatial, et à certains produits d'exportation.

Au Japon, l'irradiation est limitée aux bulbes et tubercules alors qu'au Canada, le ministère de la Santé et Bien-Être social interdit toujours l'irradiation des produits alimentaires, a affirmé M. Gagnon.

— Presse canadienne

C'est maintenant qu'il faut investir dans un Réa

Le Régime d'épargne-actions est un excellent moyen de vous constituer un portefeuille d'actions tout en économisant de l'impôt.

Pour maximiser le rendement de votre Réa, nous vous conseillons de commencer à investir dès maintenant. Vous bénéficierez d'un meilleur choix de titres de qualité et éviterez l'affluence de dernière minute.

Pour vous faciliter encore davantage l'accès à ce régime des plus intéressants, la Fiducie du Québec offre désormais le Réa par l'entremise de la plupart des caisses Desjardins.

Renseignez-vous auprès de votre caisse ou d'une succursale de la Fiducie du Québec.

Anjou (514) 355-2050
1-800-361-5808
Chicoutimi (418) 549-5746
1-800-463-9657
Laval (514) 688-5223
1-800-361-3803
Longueuil (514) 679-2810
1-800-361-5058
Montréal (514) 286-3225
1-800-361-2680
Québec (418) 647-4742
1-800-463-5026
Sainte-Foy (418) 653-6811
1-800-463-4792
Sherbrooke (819) 566-5667
1-800-567-6920



**Fiducie
du Québec**

Le rendement, c'est important;
le service l'est tout autant.

desjardins

SPÉCIAL
NE MANQUEZ PAS
AUJOURD'HUI DANS

la presse

TECCART
40 ANS D'ÉLECTRONIQUE

En 1945, l'Institut Teccart formait ses premiers techniciens en radio. Quarante ans plus tard, c'est par milliers que les techniciens en électronique formés chez Teccart se retrouvent dans tous les secteurs industriels. Il y a aussi l'œuvre de formation que Teccart poursuit dans nombre de pays d'Afrique et en Amérique latine.

Mulroney a « bon espoir » de voir Masse revenir bientôt au cabinet

■ OTTAWA — Le premier ministre Mulroney a déclaré hier en conférence de presse qu'il n'a pas l'intention de nommer un titulaire permanent au ministère des Communications, puisqu'il s'attend à ce que Marcel Masse revienne bientôt au cabinet.

MAURICE JANNARD
de notre bureau d'Ottawa

« Je vous avoue carrément que j'ai bon espoir de voir M. Masse de retour dans un avenir rapproché », a affirmé M. Mulroney devant les journalistes.

« C'est mon espoir et alors je vais attendre encore », a-t-il ajouté en précisant que le ministre Benoît Bouchard continuera de cumuler pour quelque temps encore le portefeuille des Communications avec celui du Secrétariat d'Etat.

Objet d'une enquête de la Gendarmerie royale concernant ses dépenses électorales, le député de Frontenac a démissionné de son poste de ministre le 25 septembre dernier.

Le premier ministre n'a pas indiqué hier sur quelles informations il se fondait pour espérer le retour de son collègue au cabinet.

Pour sa part, un porte-parole de la GRC, le caporal Pierre Bélanger, a affirmé qu'aux dernières nouvelles l'enquête sur M. Masse n'était pas complétée.

« En toute justice pour M. Masse et dans son intérêt, a dit le caporal Bélanger, il est préférable que l'enquête soit faite jusqu'au bout et qu'elle permette de vider la question ».

Dans l'entourage du ministre démissionnaire, on n'a pas d'autre détail non plus sur le déroulement de l'affaire, mais on affirme toutefois que M. Masse est de bonne humeur ces jours-ci.

Quant à l'ex-ministre, il demeure silencieux et il refuse de parler aux journalistes.

Pêche

Dans un autre ordre d'idées, le premier ministre a indiqué devant les journalistes qu'il nommera très prochainement (on croit comprendre que c'est la semaine prochaine) un nouveau ministre au secteur des Pêches.

Le vice-premier ministre Erik Nielsen, qui est aussi ministre de la Défense nationale, gère temporairement le ministère des Pêches. Les partis d'opposition se plaignent d'ailleurs du retard de plusieurs dossiers aux Pêches, à cause, disent-ils, des responsabilités trop nombreuses de M. Nielsen.

Mais, M. Mulroney a dit que les changements au cabinet seront modestes et qu'on ne pourra appeler cela un remaniement ministériel important. Il a précisé aussi qu'il n'avait pas l'intention de mettre fin à la présente session parlementaire ni de déposer un autre discours du Trône.

L'affaire Blais-Grenier

Lors de sa rencontre avec les médias, le chef conservateur a eu à défendre encore une fois son ministre d'Etat aux Transports, Suzanne Blais-Grenier, pour ses voyages dispendieux à l'étranger.

« Je vous avoue que lorsqu'on voyage à l'étranger, on s'ouvre toujours à des critiques; cela a toujours été le cas, et ça va être le cas à l'avenir ».

Il a rappelé par contre qu'il avait demandé à ses ministres d'être prudents et d'éviter les apparences d'abus.

Puis, il a précisé que le voyage de Mme Blais-Grenier avait été approuvé par le gouvernement et que la ministre avait agi de « bonne foi » durant son séjour en Europe.

LIBRE-ÉCHANGE AVEC LES ÉTATS-UNIS

Ottawa nomme un ambassadeur aux négociations commerciales

■ OTTAWA (PC) — Une autre étape vient d'être franchie dans la poursuite de l'objectif économique du gouvernement conservateur d'entreprendre dans les plus brefs délais les pourparlers sur le libre-échange avec les États-Unis par la nomination d'un ambassadeur et président du Comité préparatoire des négociations commerciales, M. Simon Reisman.

Cet ancien sous-ministre des Finances, du ministère de l'Industrie et secrétaire du Conseil du trésor possède une expérience intéressante des négociations commerciales internationales parce qu'il a fait partie de l'équipe qui a négocié l'Accord canado-américain, en 1964, sur les produits de l'industrie automobile (GATT).

« J'estime, a souligné hier le premier ministre au cours d'une conférence de presse, que nous pouvons nous réjouir vivement du fait que M. Reisman ait accepté cette tâche extrêmement importante et je suis sûr qu'il servira la Canada avec distinction comme il l'a fait dans le passé pendant tant d'années. » Le nouvel ambassadeur aux négociations commerciales, qui est âgé de 66 ans, a oeuvré au sein de la fonction publique du Canada de 1946 à 1975.

Le comité préparatoire que dirigera M. Reisman sera composé de hauts fonctionnaires provenant de divers ministères et formulera à l'intention du cabinet des mandats, stratégies et autres propositions pour la conduite des négociations. L'ambassadeur consultera pleinement les provinces, les milieux d'affaires, les syndicats et les autres parties intéressées.

M. Mulroney a par contre précisé que M. Reisman fera rapport au nouveau sous-comité des priorités et de la planification du gouvernement chargé des négociations commerciales, présidé par le secrétaire d'Etat aux Af-

aires extérieures, M. Joe Clark, et dont le vice-président sera le ministre du Commerce extérieur, M. James Kelleher.

« Si ces négociations vont de l'avant, a ajouté le premier ministre, ce sera là une occasion de portée historique pour tous les Canadiens. Je ne m'attends pas à ce qu'il soit facile d'en arriver à une entente, mais pareille chose ne l'est jamais. »

« Par contre, a-t-il poursuivi, j'ai la conviction qu'il existe de part et d'autre suffisamment de bonne volonté pour que nous puissions réaliser des progrès en ce sens. »

Quant à savoir si les industries culturelles canadiennes risquent de se retrouver sur la table de né-

gociation, le premier ministre n'a pas voulu en dire davantage que ses collègues du cabinet depuis bientôt un mois. « On essaie, a-t-il dit, d'avantager les producteurs canadiens, de protéger et sécuriser leur accès au marché nord-américain, de créer des emplois avec un processus plus ouvert. »

Pour le chef du gouvernement canadien, soupçonné par l'opposition de s'engager dans les négociations sans trop de préparation et « en perdant », les objectifs de tout l'exercice sont connus.

« C'est connu, a indiqué M. Mulroney, et cela a été analysé en profondeur par la commission Macdonald qui a porté un jugement (favorable) de valeur là-dessus. Cela a été analysé par toutes les provinces (elles sont

d'accord, sauf l'Ontario) qui se sont prononcées sur le principe. »

Quant aux modalités des négociations, il appartiendra, selon le premier ministre, à M. Reisman et à son équipe de les établir. « Nous avons, a conclu le chef du gouvernement, l'obligation de protéger notre identité culturelle unique. J'ai déjà mentionné le niveau culturel, la dimension linguistique, l'infrastructure sociale, tout cela est vital pour sauvegarder le caractère national des Canadiens. »

Pour M. Mulroney, la confusion ne vient pas du gouvernement, mais de l'opposition. « Il n'y a aucune contradiction là-dedans et il n'y a aucune hésitation, sauf dans l'esprit de l'opposition qui cherche à semer la confusion. »

VALENTINO



Si vous désirez recevoir les brochures de mode des collections Henri Vézina, veuillez téléphoner au 844-1971.

HENRI VÉZINA

243-A, boul. des Laurentides
LAVAL H7G 2T7
669-1751

920 ouest, rue Sherbrooke
MONTRÉAL H3A 1G4
844-1971

LES MAÎTRES MERCIERS
POUR L'ULTIME-HOMME

LE VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL ET LA TRANSACTION PÉTROFINA

Ottawa décidera rapidement s'il en appelle du jugement

■ OTTAWA (PC) — Le premier ministre Brian Mulroney a promis hier une décision rapide quant à la possibilité que le gouvernement en appelle du jugement de la Cour fédérale qui accorde au Vérificateur général le droit d'examiner les documents confidentiels du cabinet.

Selon le premier ministre, la décision du tribunal remet en question la tradition voulant que les discussions au conseil des ministres se déroulent sous le sceau de la confidentialité et que les documents des gouvernements antérieurs soient tenus secrets.

Le député néo-démocrate Ian Deans a déclaré en Chambre, hier, que le gouvernement de M. Mulroney se sert de la tradition constitutionnelle comme prétexte

pour cacher des documents qui pourraient l'embarrasser.

M. Mulroney a répliqué en qualifiant ces propos d'odieux.

Le Vérificateur général Kenneth Dye a demandé à avoir accès aux documents du cabinet qui ont trait à l'acquisition de Petro-Canada, au coût de \$1,7 milliard, en 1981. Le Vérificateur soutient que sans ces documents, il ne peut éclaircir la façon dont la transaction a été effectuée.

Le juge en chef adjoint James Jerome a statué, la semaine dernière, que la tradition constitutionnelle invoquée par le gouvernement importe moins que le droit des Canadiens à l'information sur la façon dont leur gouvernement dépense l'argent des contribuables.

\$180 000 de contrats fédéraux à l'organisateur de Crombie

■ OTTAWA (PC) — Des députés de l'opposition ont soutenu hier que le ministre des Affaires indiennes, M. David Crombie, a violé les directives du cabinet en matière de conflits d'intérêts.

Le ministère des Affaires indiennes a accordé trois contrats fédéraux, d'une valeur de plus de \$180,000, à la compagnie torontoise Argyle Business Consultants, propriété de Bill Marshall. Celui-ci était l'organisateur de la campagne infructueuse de M. Crombie à la direction du Parti conservateur, en 1983, et a travaillé à ses côtés lorsque M. Crombie était maire de Toronto.

Deux de ces contrats, d'une valeur de \$15,000 et \$65,000, ont été attribués sans soumission publique, a révélé hier un haut fonctionnaire du ministère des Affaires indiennes, M. Frank Almenda.

Il s'agissait de contrats pour une étude de communications et pour des travaux préliminaires en vue du sommet économique autochtone, prévu pour l'été prochain.

M. Roy Louis, président de la Fondation autochtone mise sur pied par M. Crombie pour gérer le budget du sommet autochtone, a confirmé hier que Argyle a également obtenu un contrat de plus de \$100,000 pour organiser l'événement.

M. Louis a nié que l'attribution de ce contrat constitue un geste de favoritisme de la part des conservateurs, soulignant que l'associé de M. Marshall, Michael McCabe, est relié aux libéraux.

Aux Communes, le député libéral Sergio Marchi a qualifié l'attribution des contrats de violation flagrante des directives du premier ministre Mulroney sur les conflits d'intérêts.

Répondant pour M. Crombie, en voyage en Nouvelle-Ecosse, le ministre de la Santé, M. Jake Epp, a soutenu que la firme de M. Marshall ne devait pas être privée d'un contrat parce que son propriétaire est l'ami de M. Crombie.

M. Epp a été incapable d'expliquer pourquoi les deux contrats de \$15,000 et \$65,000 ont été accordés sans soumission. Le député Marchi et son collègue libéral Keith Penner ont interrogé M. Mulroney à ce sujet mais celui-ci n'a pas répondu.

Résultats



(((6/36))) 1 17 18 22 28 33 no complé- 30
mentaire

Tirage du 08-11-85

GAGNANTS	LOTS	
6/6 0	2 442 641,00\$	
5/6 + 4	23 713,00\$	
5/6 152	780,00\$	
4/6 6 384	68,70\$	
Ventes totales:	2 574 259,00\$	

Prochain gros lot
2 957 000,00\$
approx.

Mise-tôt 3 4 15 18

GAGNANTS LOT
328 152,40\$

Provincial

Tirage du 08-11-85

NUMÉROS LOTS

2074976	500 000\$
074976	50 000\$
74976	1 000\$
4976	100\$
976	25\$
76	10\$

Quotidienne

Semaine du: 02-11-85

SAMEDI	819	7438
LUNDI	516	9499
MARDI	954	4010
MERCREDI	610	4927
JEUDI	043	2740
VENDREDI	708	7869

Midi

Tirage du 08-11-85

NUMÉROS LOTS

351532	50 000\$
51532	5 000\$
1532	250\$
532	50\$
32	5\$

INTER

Tirage du 08-11-85

NUMÉROS LOTS

740932	250 000\$
40932	2 500\$
0932	250\$
932	50\$
32	10\$

NUMÉROS non-décomposables:

862465	370520	872508
25 000\$		

NUMÉROS mobiles:

46844	8084	446
2 500\$	250\$	50\$

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste de numéros gagnants et la liste officielle, cette dernière a priorité.

UNIQUE À MONTRÉAL

RABAIS JUSQU'À 80%

CHEZ **COPIE EXPRESS**

LES PLUS BELLES
PHOTOCOPIES AU MONDE
À UNE FRACTION DU PRIX RÉGULIER

PHOTOCOPIES NOIR ET BLANC AVEC XEROX 9900® OU XEROX 9500®

POUR **5¢**

LA COPIE OU MOINS!
(Format 8½ x 11 — Recto seulement — Papier bond ultra blanc
— Alimentation automatique des originaux
— Achat minimum de 5 dollars)

PHOTOCOPIES COULEUR AVEC CANON COLOR T®

8½ x 11 POUR \$1.25 LA COPIE

11 x 17 POUR \$2.25 LA COPIE

La formidable XEROX 9500® produit des photocopies en noir et blanc d'une qualité rivalisant avec les meilleures impressions en offset avec des plaques de métal!

Le nouveau XEROX 9900® est le copieur/duplicateur le plus avancé et aussi le plus dispendieux sur le marché. Son prix est d'environ trois fois le prix d'une maison moyenne à Montréal.

Le superbe CANON COLOR T® est sans aucun doute la meilleure machine pour photocopies en couleur présentement disponible au Canada. Ses belles photocopies en pleine couleur vivante surprennent même nos clients les plus exigeants.

XEROX 9500 et XEROX 9900 sont les marques de commerce de Xerox Canada Inc. CANON COLOR T est la marque de commerce de CANON INC.

IMPRIMERIE — REPROGRAPHIE

COPIE EXPRESS

945, DE MAISONNEUVE EST
(Métro Berri-de Montigny)
2116, RUE BLEURY
(Métro Place des Arts)

526-0057

288-0288

Québec-Amérique paye \$100 000 à Lévesque pour ses mémoires

L'éditeur Jacques Fortin (Québec-Amérique) s'attend à avoir dès janvier les 100 premières pages des mémoires de l'ex-premier ministre, René Lévesque.

JACQUES BENOÎT

« Il devrait pouvoir me remettre le manuscrit au printemps. Il m'a promis de consacrer deux

heures par jour à l'écriture. Il devait commencer à écrire en partant. J'espère qu'il y a beaucoup de jours de pluie en Europe! » a-t-il déclaré hier à LA PRESSE.

Selon l'entente intervenue entre l'ex-premier ministre et Québec-Amérique — et dont faisait état hier le quotidien The Gazette — René Lévesque a cédé à l'éditeur les droits mondiaux de publication de son futur ouvrage, ainsi

que le soin de négocier la cession des droits connexes (adaptations pour la télévision, publication d'extraits, etc.).

Toutefois, aux termes de l'entente, l'éditeur ne peut prendre d'engagements sans l'accord de l'ex-premier ministre, a précisé hier Jacques Fortin.

Québec-Amérique s'est engagée en contrepartie à lui verser une somme de \$100 000. Pour l'instant, toutefois, René Lévesque n'a encore rien touché. « Chose certaine, je lui garantis \$100 000, peu importe le tirage, mais la façon dont ça lui sera versé n'est pas encore déterminée. Sans doute à la remise du manuscrit, mais peut-être voudra-t-il que les versements soient étalés. »

Ce sont... ces mots magiques, cent mille dollars, qui ont éveillé l'intérêt des éditeurs étrangers à la Foire du livre de Francfort, début novembre. « Pour arriver sur le marché international, il ne faut pas arriver en québécois. L'intérêt des Américains est venu de là. C'est comme ça qu'ils fonctionnent et il faut jouer le jeu. Il faut cesser de se dire petits. »

Depuis, affirmait hier l'éditeur, originaire de la Beauce et réputé dans le milieu pour sa finesse et son habileté à faire grimper les enchères, celles-ci ne cessent de gonfler! « Je pense pouvoir doubler ou tripler la

somme assez rapidement, avec l'impact que ça crée et qui dépasse nos prévisions. »

Sa priorité est pour l'instant le Canada anglais, dont une dizaine d'éditeurs cherchent, selon lui, à acquérir les droits de publication en anglais pour le monde entier. De ce côté-là seulement, « on approche déjà les \$100 000 ».

Pour la France, quatre éditeurs ont fait connaître leur intérêt, « ils attendent les 100 premières pages ».

La télévision, en vue d'une adaptation sous une forme ou l'autre? Le contact s'est fait à Francfort, avec Glen Edward Witner (directeur des éditions des Entreprises Radio-Canada), a dit hier Jacques Fortin, la société d'Etat songeant à une association avec un éditeur du Canada anglais en vue de la publication de l'ouvrage et, également, à une série d'émissions sur ses mémoires, dont la vedette serait René Lévesque lui-même.

Pour leur part, interrogés hier par LA PRESSE, tant Robert Roy, directeur du réseau français de la télévision (Radio-Canada) que Vincent Gabriele, vice-président à la programmation et à la production de Télé-Métropole, ont dit ne pas avoir été contactés par l'éditeur à ce sujet, ou être eux-mêmes entrés en contact avec Québec-Amérique en vue d'un projet d'adaptation.

« Nous en avons parlé, et j'ai une très bonne idée de ce en quoi vont consister ses mémoires. Ça sera un récit de ses souvenirs comme journaliste et de ses 25 ans de vie politique. Le contenu aura un intérêt international », a dit enfin Jacques Fortin au sujet de l'ouvrage que prépare René Lévesque.

Enfin, selon son ex-attachée de presse Line-Sylvie Perron, celui-ci a déjà reçu plusieurs offres d'emploi, et sera de retour au Québec le 15 décembre.

CHRONIQUES ITALIENNES

Les blancs menaient 3 à 0

Pierre Foglia

La montagne commençait tout de suite derrière la maigre clôture du stade. Il y avait la ligne blanche, puis cette clôture, dans laquelle venaient parfois donner les joueurs, lorsqu'ils étaient emportés par leur élan. Puis il y avait la montagne. Et posée sur son sommet, une invraisemblable lune. Pleine comme les trois autres réflecteurs, et diffusant comme eux, une insuffisante lumière jaune qui faisait d'invraisemblables ombres aux joueurs.

Entre la lune et le stade, dans la masse sombre de la montagne, d'autres minuscules lumières en grappes : celles des villages que j'avais traversés l'après-midi même. Par des chemins muletiers impossibles à pédaler, à travers les vignes pleines de chasseurs éternels qui tiraient leur poudre à d'improbables oiseaux. J'avais déboulé jusqu'ici, dans ce creux de vallée toscane, à chaque tournant me retenant de hurler de bonheur... mais fuck que c'est beau, me répondait quand même l'écho.

Après le souper, je suis allé prendre l'air. La nuit était tombée. Le village entier sentait le vin. Les caves, toutes portes ouvertes, accueillant des hommes, courbés sous de lourdes hottes, pleines de raisins... J'ai enfilé une ruelle au hasard, celle qui m'a conduit au stade...

Nous n'étions pas nombreux dans les estrades. Les femmes et les blondes des joueurs frileusement agglutinées en plein milieu, plus loin le reste de la foule : une vingtaine de ricaneurs qui se moquaient de leur propre équipe, ceux de Monzone, qui perdaient 3-0...

— Et qui sont les blancs ?

— Ceux d'Uglianaldo, me renseigna mon voisin. Du doigt, il pointa, au sommet de la montagne, le village le plus près de la lune : « Ils viennent de là... »

Instant unique. Même les joueurs, pourtant sans aucune grâce, semblaient « danseurs de lumière ». Instant unique. Parfaite synthèse des formes aux ramifications incertaines, et des vibrations qui les prolongent hors du réel et du temps... Ce n'était plus samedi soir, ni la Toscane, ni l'Italie. Mais une violente sniff de vie, sur la ligne infinie de la rêverie...

Comme toujours, le down est plus dur à comprendre... tout d'un coup je me suis surpris à penser que tout cela était terriblement injuste pour Saint-Jérôme. Pour Repentigny et Sorel. Pour Ierville et Gatineau... Pour Warwick et Plessisville, pour le Cap-de-la-Madeleine et Nicolet. Injuste pour Rock Forest et pour Ascot Nord, pour Rosemere et Cabano...

D'autant plus injuste qu'il ne m'étonnerait pas que les Italiens n'en profitent pas...

— Trouvez-vous ça beau au moins ?... que j'ai redemandé à mon voisin.

— Ma qué beau ! Comment voulez-vous que ce soit beau, c'est fini, y perdent trois à zéro !

J'en étais sûr. Ils ne s'en doutent même pas...

Un matin, j'ai cru que la Troisième Guerre mondiale venait d'être déclarée : la première page d'un journal populaire, format LA PRESSE, ne comportait que trois mots, immensément noirs... Mais c'était seulement pour annoncer la défaite de l'Italie devant la Norvège. Au soccer...

Le dimanche, à l'heure des veilles, sur le chemin de l'église, on voit les femmes aller devant, tout enchaînées de gris, déjà recueillies. Les hommes suivent légèrement en retrait. Ils penchent la tête du côté du transistor qu'ils tiennent près de leur oreille : ils écoutent le match de la Juventus !... Ils marqueront le pas avant d'entrer, attendant un arrêt du jeu, pour être sûrs de ne pas manquer un but, par une seconde ou deux... Mais je vous parle des plus chrétiens. Les autres sont dans le parking de l'église. Ils s'en-tassent cinq ou six dans une auto pour écouter le match à la radio...

Ce jour-là, je n'étais pas très loin de Gênes où le pape était aussi. Et comme un bonheur n'arrive jamais seul, c'est ce dimanche-là que le Canada s'est qualifié pour la Coupe du Monde de soccer, en battant le Honduras... « San Giovanni di Terranova », comme s'est empressé de me l'apprendre l'aubergiste à qui je venais de remettre mon passeport canadien... J'ai trouvé cela tellement plus musical que Saint-Jean-Terre-Neuve... Sainte-Rose-du-Dégelis, Santa Rosa della Gelata ; Pointe-aux-Trembles, Punta Tremito, Matagami, ça change pas, Matagami...

Il y a même du baseball en Italie ! Imaginez, du baseball à Parme !...

— Une stratégie spéciale pour battre les Lions de Bologne, demande le journaliste au jeune lanceur de l'équipe locale ?

— Deve lanciari strikes !

Facile l'italien, tel qu'on le parle dans le dugout !...

Souvent aussi, dans les cafés, le poster de Gilles Villeneuve, avec ces mots : « On ne t'oubliera jamais... » Rencontré un gars de Joliette à Pise qui m'a dit : « Génant ces posters-là. Génant comme des reproches... »

Je ne sais plus où c'est. Mais je suis allongé sur le lit, la fenêtre est ouverte sur une cour intérieure où se déversent un million d'odeurs et de bruits. L'Italie, pays sans silence...

Je ne me rappelle plus le nom du village. Les cloches sonnaient à toute volée. Des vieux priaient sur un banc de pierre. Dans une cour, une femme donnait à manger aux poules, en leur lançant du grain qu'elle prenait dans son tablier dont elle tenait les coins... Je ne me souviens plus du nom du village, mais comme tant d'autres il avait surgi sans avertissement. Et après le tournant je n'y étais déjà plus...

Je me rappelle très bien de la ville : Lucca. Et de la place : place de l'amphithéâtre romain... Il faisait très beau pour un 3 octobre. Il y avait du linge aux fenêtres. Des champignons qui séchaient dans une voiture de bois... Un chien blanc s'est mis à courir après les pigeons. Un enfant s'est mis à courir derrière le chien...

Je me souviens, un touriste allemand traversait la place, le nez dans son guide. Je me souviens, j'étais assis sur une espèce de fontaine. Et je n'ai pas dit un mot, pas un, je suis certain...

« Fuck que c'est beau ! », m'a pourtant renvoyé l'écho...

Les navires-usines font leur entrée dans la pêche canadienne

OTTAWA (PC) — Le vice-premier ministre Eric Nielsen a annoncé hier matin que des permis seront émis à trois navires-usines appartenant à des entreprises spécialisées dans la pêche hauturière des provinces atlantiques.

Ces autorisations, valables pour une période expérimentale de cinq ans, seront émises aux sociétés suivantes : National Sea Products, de Halifax, Fishery Products International, de Terre-Neuve, et un consortium composé de compagnies de moindre importance se livrant à la pêche hauturière, précise M. Nielsen dans un communiqué.

M. Nielsen, qui est ministre intermédiaire des Pêches, a tenu à signaler que l'octroi des trois licences à des chalutiers-usines équipés de système de réfrigération « ne traduit pas un changement radical de la philosophie du gouvernement canadiens en ce

qui a trait à la pêche traditionnelle sur les côtes atlantiques ».

« Les petites embarcations qui se livrent à la pêche côtière et les chalutiers traditionnels qui se livrent à la pêche hauturière demeureront l'épine dorsale de l'industrie de la pêche sur les côtes atlantiques », a dit le ministre.

La période expérimentale de cinq ans va permettre aux entreprises spécialisées dans la pêche en haute mer ainsi qu'au gouvernement fédéral d'évaluer l'impact des navires-usines sur l'industrie canadienne de la pêche.

Contrairement aux chalutiers hauturiers conventionnels, qui conservent leurs prises en les recouvrant de glace jusqu'à leur retour à leur port d'attache où leur cargaison est confiée aux poissonneries, les chalutiers-usines sont équipés de façon que le travail de transformation se fait sur place et le poisson est surgelé presque immédiatement après avoir été capturé.

LE GÉNIE, LA SCIENCE ET IBM

DÉMONSTRATIONS DE SOLUTIONS TECHNIQUES ET SCIENTIFIQUES SUR LE PC IBM DANS LES DOMAINES SUIVANTS :

- CAO/FAO
- Génie mécanique, civil, électrique, électronique, industriel
- Architecture, gestion des aménagements
- Cartographie, gestion de projet

TOUTES RÉUNIES SOUS UN SEUL TOIT AU PALAIS DES CONGRÈS DE MONTRÉAL, SALLE 401

HEURES DE L'EXPOSITION
Mardi 12 novembre 9 h à 18 h Séances pour étudiants :
Mercredi 13 novembre 9 h à 22 h Mercredi 13 novembre 9 h à 12 h
Jeudi 14 novembre 9 h à 15 h

INSCRIPTION: 1-800-387-6120

IBM



Le Centre de nutrition professionnelle C.N.P. Inc. est heureux d'annoncer que Mlle Kim Arrey, B.Sc. (F.Sc.), s'est jointe à son personnel.

Mlle Arrey, diététiste, est membre de la Corporation professionnelle des diététistes du Québec, de l'Association des diététistes autonomes du Québec et de l'Association canadienne des diététistes.

Durant les cinq dernières années, elle a travaillé dans le domaine de l'éducation en nutrition, contrôle de poids et désordre nutritionnel.

KIM ARREY CENTRE DE NUTRITION PROFESSIONNELLE C.N.P. Inc.
1015, côte du Beaver Hall, suite 312, Montréal 876-8792

MAIGRIR

Une ÉQUIPE de diététistes, éducateurs physiques, animateurs, sous la responsabilité des docteurs, Jean-Guy Boileau M.D., M.S.C. (nutrition) et Pierre Lizotte M.D.

C'EST BON DE MONTRÉAL
276-2573

Nous vous offrons de goûter GRATUITEMENT à l'un de nos vins préparés à partir de nos moult, pour vous démontrer l'excellence de sa qualité.

Pour 1,50\$ au plus la bouteille découvrez l'art de faire vous-même de l'excellent vin chez vous.

Oui, vous pouvez facilement obtenir un vin de qualité supérieure à partir des jus de raisin concentrés PUR VIN que notre maison importe d'Europe et qu'elle distribue en exclusivité. Vous profiterez à cet égard d'une garantie de satisfaction (ou remboursement intégral) car le produit que vous utiliserez, provenant d'un cépage noble, est pur à 100% et réfrigéré dès sa mise en fûts. Beaujolais, Bourgogne, Bordeaux, Côte du Rhône, Chablis, Châteauneuf-du-Pape, etc., quel que soit le type de vin que vous préférez, vous le fabriquerez avec succès grâce à notre moult de premier choix et un équipement de vinification approprié, et ce, à un coût extraordinairement économique.

Adressez-vous sans tarder à PAUL BOURGET inc.
LE VRAI SPÉCIALISTE DU VIN MAISON
TÉL.: 747-3533 1265, boul. O'BRIEN, SAINT-LAURENT

Inscription pour septembre 1986 Pensionnat — Externat GARÇONS ET JEUNES FILLES

Collège Bourget

(RIGAUD) INSTITUTION PRIVÉE

dirigée par les Clercs de Saint-Viateur, construite à flanc de montagne, à environ 50 kilomètres de Montréal, près de l'autoroute transcanadienne.

Cours secondaire complet (avec ou sans latin). Classes spéciales pour les élèves anglophones. Animation, pastorale et sports privilégiés. Patinoire avec glace artificielle, piscine, deux gymnases, nombreux laboratoires, plusieurs salons, etc. Transport organisé pour les fins de semaine.

Pour une inscription en 1re, en 2e ou en 3e secondaire, veuillez vous présenter au Collège pour les tests d'admission avant 9 h 30

le samedi 30 novembre 1985 ou le samedi 11 janvier 1986 ou le samedi 25 janvier 1986 ou le samedi 8 mars 1986

Pour renseignements en 1re, en 2e ou en 3e secondaire, composez (514) 451-5785

Pour renseignements en 4e et en 5e secondaire, composez (514) 451-4716

Après entente, des bourses d'études sont disponibles.

VENTE AUX ENCHÈRES PUBLIQUE



Superbe ensemble de salle à manger 10 mrc., mobilier de chambre à coucher 6 mrc., armoires 4 portes avec verre gravé à l'eau forte, bureau à cylindre, grand choix de: bijoux, montres de poche, ivoires ciselés, meubles victoriens, porcelaines, lampe de table 1910-1920 style Tiffany, tableaux, statuettes, parapluies, collection de paniers des Indiens nord-américains, et une

IMPORTANTE COLLECTION DE MONNAIES ET DE MONNAIES DE PAPIER

comprenant: pièces de monnaies et dollars en argent rare et de haute qualité, monnaies mondiales en or, monnaies de papier du Dominion du Canada et de banques privées.



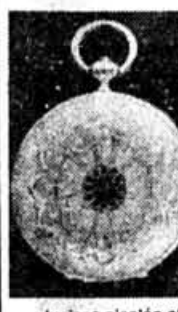
États-Unis 1912 5 dollars pièce en or



Terre-Neuve 1881 2 dollars en or non circulée



Italie 1828 80 lires pièce en or, rare



Ivoires ciselés et montres de poche



Banque d'Hochelaga 1920 — 100 dollars, très rare



1945 Dollar en argent canadien

Aura lieu dimanche 10 novembre 1985. Visite: 11 heures à 13 heures Vente: commence à 13 heures chez

INDUSTRIES EMPIRE INC.
5500, rue Paré
Montréal H4P 2M1 Tél.: 737-6586, 737-5343

VENDEZ VOS ARTICLES DE VALEUR PAR L'ENTREMISE DES VENTES AUX ENCHÈRES D'EMPIRE

Personne au Canada ne peut surpasser ce que l'équipe d'EMPIRE peut faire pour vous. Nous acceptons en ce moment des consignations de qualité pour notre prochaine vente. Notre commission est très concurrentielle, notre clientèle fiable est la meilleure du Canada

APPELEZ dès aujourd'hui pour plus amples renseignements. Demandez M. Rogo 737-6586, 737-5343

Un progrès pour le Québec et le Canada

L'entente que viennent de conclure les premiers ministres Mulroney et Johnson sur le Sommet de la francophonie marque un progrès, autant pour le Québec que pour la fédération canadienne.

Les deux gouvernements n'ont pas réinventé la roue, il s'en faut. Mais ils ont réussi, là où leurs prédécesseurs avaient échoué, à faire au Québec la place qui lui revient dans une conférence de pays francophones. Ce n'est pas une révolution. C'est justice et simple bon sens. C'est aussi une solution qui respecte la dualité historique de ce pays.

Les Québécois de langue française seront représentés autour de la grande table du Sommet qui doit se réunir à Paris fin janvier ou début février, mais aussi les francophones du Nouveau-Brunswick dont le gouvernement aura, comme celui du Québec, le statut de gouvernement participant. L'entente est équitable et réaliste.

Les libéraux de Robert Bourassa, tout comme les néo-péquistes qui l'ont négociée, l'approuveront sans mal. Mais puisque nous sommes en pleine campagne, il est inévitable que le parti de M. Johnson cherche à en tirer des avantages électoraux. Ainsi, ce qui constitue un gain appréciable pour la collectivité francophone du Canada peut se transformer en ballon politique.

On l'a bien vu hier à Québec où M. Gil Rémillard, injustement accusé d'avoir manqué à son secret professionnel dans cette affaire, croise à nouveau le fer avec Pierre Marc Johnson et Mme Louise Beaudoin. Le premier ministre et la ministre déléguée aux Relations internationales ont en effet prétendu que le constitutionnaliste avait « trahi » son ancien client (le gouvernement fédéral) en déclarant le 6 novembre à Hull que l'accord Ottawa-Québec était imminent.

Or ce jour-là M. Rémillard, candidat libéral dans Jean-Talon, résumait tout bonnement devant son auditoire un article qu'il venait de lire dans le journal du matin au sujet de l'entente sur la francophonie. Et il déplorait qu'un accord de cette nature soit rendu public en pleine campagne électorale. M. Rémillard ne pouvait dévoiler des secrets de négociateur pour la bonne raison qu'il n'a jamais participé à ces négociations sur la francophonie lorsqu'il était conseiller du gouvernement fédéral.

Dans ces conditions, n'eût-il pas mieux valu que M. Mulroney retarde de trois semaines l'annonce de l'accord? Car beaucoup d'électeurs seront portés à croire qu'un premier ministre conservateur a voulu faire une fleur au jeune chef d'un parti en voie de le devenir. Bref, on pensera qu'un « bleu » d'Ottawa se porte à l'aide d'un nouveau « bleu » à Québec.

Il y a sans doute une part de vérité dans cette interprétation. Mais la réalité politique est plus complexe. À vrai dire, M. Mulroney était disposé à régler cette question le printemps dernier avec M. René Lévesque. Celui-ci, pour des raisons qui lui appartiennent, a tergiversé et retardé les négociations.

Pendant ce temps, le gouvernement de la France exprimait à Ottawa son désir de hâter les préparatifs du Sommet de la francophonie. Le président Mitterrand voulait alors et veut toujours qu'il se réunisse à Paris au début de 1986, peu avant les élections législatives françaises de mars. Qui sait si la création d'un Commonwealth français ne pourrait contribuer à sauver la gauche? Il fallait donc qu'Ottawa s'entende au plus tôt avec Québec sur les modalités de sa participation à cette conférence qui réunira des pays francophones.

Ottawa ne pouvait plus attendre. Il lui fallait annoncer l'entente dès à présent.

Sur le fond, comme en témoignent leurs programmes, péquistes et libéraux ne peuvent qu'être d'accord sur le principe et l'essentiel du contenu de cette entente. C'est une victoire du Québec et des francophones canadiens. Ce n'est pas un enjeu électoral.

Michel ROY

Nordair-Quebecair: le rôle de l'État

On n'en a pas fini avec « l'affaire Nordair ». Au bout du long chemin d'affrontement, il faudra probablement un jugement de la Cour pour donner raison à l'un ou l'autre des antagonistes. Et au bout de ce long chemin, quel que soit le gagnant, on se trouvera devant des structures juridiques incapables de solder la haine qui subsistera encore longtemps.

Car il faut bien admettre que le débat actuel est devenu un combat comme on n'en avait encore jamais vu entre l'État et l'entreprise privée. Le Québec et le Canada ont connu des nationalisations, dans le passé, qui furent passablement houleuses. Aucune n'a porté le sceau de l'agressivité d'aujourd'hui, aucune ne fut aussi passionnée, aucune, peut-être, ne fut aussi politiquement acharnée.

Aujourd'hui, le débat n'est plus que politique. Et au-delà des considérations qu'on tente de faire paraître objectives, au-delà de l'utilisation des déclarations d'employés ou même de calculs d'actions, au-delà des considérations faussement froides de tous ceux qui se veulent commentateurs, il faut bien admettre que l'enjeu repose finalement sur une vision politique de l'aviation commerciale au Canada. En d'autres mots, la question est la suivante: faut-il assurer au Québec une identité régionale de transport aérien au sein du Canada ou faut-il doter le Canada d'un service complet de concurrence aérienne à l'heure de la déréglementation?

Car le gouvernement canadien a décidé de se lancer dans la déréglementation à l'américaine. Avec cette différence qu'au Canada, le principal transporteur est propriété d'État; et le principal transporteur régional est aussi propriété d'État. Étrange situation; temporaire, espérons-le, mais tout de même présente.

Si Quebecair acquiert Nordair, la compagnie d'État québécoise pourra se privatiser partiellement; mais elle demeurera majoritairement dans les mains du gouvernement, selon tous les indices réunis. Le gouvernement québécois n'aura d'autre intérêt que le sien, évidemment. Il faut alors définir le bien de l'État.

Parce que le Québec compte une foule de petites localités plus ou moins isolées, il faut les relier et les unir à la vie des grands centres, par un service aérien adéquat, c'est-à-dire avec le type d'avions et d'organisation qui leur convient.

Par ailleurs, le Québec a besoin d'être uni au reste du Canada, de l'Amérique et du monde par un service aérien adéquat, c'est-à-dire par une coordination qui lui convient. Ce qu'il faut, alors, c'est s'assurer de l'un et de l'autre, si l'on veut faire grandir une population dans les diverses composantes de son être. On ne peut pas isoler le Québec, pas plus que les communautés qui le composent.

Mais tout le contexte n'est que politique. C'est politiquement qu'on défend l'emprise de l'État sur l'entreprise privée et c'est démagogiquement qu'on prétend que l'État peut mieux répondre aux besoins des individus que l'entreprise privée. Il faut cesser de se payer de mots: le combat de Québec contre CP Air, Innoco et Nordair relève d'une conception de l'État et de son rôle face à l'entreprise privée. Finalement, c'est un type de société que l'on discute et que l'on construit. Mais une société devrait grandir dans l'harmonie; pas avec la haine, la division et la force. Jean-Guy DUBUC

ENTRE 1% ET 10% IL N'Y A JAMAIS QUE 9% D'ÉCART! HEIN ? BOF!



(Tous droits réservés)



Marcel Adam

De la nocivité des sondages et des campagnes électorales

L'avantage présumé des campagnes électorales c'est de permettre aux partis de faire connaître leur programme, aux candidats de se faire connaître des électeurs, et à ceux-ci d'exiger du gouvernement sortant une reddition de compte.

Tout cela afin de permettre au peuple de faire un choix éclairé et réfléchi le jour du scrutin.

Ce sont là les arguments théoriques ordinairement invoqués pour justifier les campagnes électorales. Mais en pratique les campagnes électorales modernes ne sont pas faites pour éclairer l'électeur mais le confondre.

La campagne actuellement en cours au Québec illustre parfaitement mon propos.

Il n'est à peu près pas question des programmes des deux partis qui se disputent le pouvoir. Les promesses font davantage débat que la qualité de la gestion du gouvernement sortant, ce qui avantage nettement le Parti québécois qui est traité comme s'il n'avait pas de passé. Et le comportement

personnel des deux chefs est scruté à la loupe et mis en comparaison comme dans un concours de personnalité.

Dans une campagne basée principalement sur l'image que projettent les deux chefs et sur la perception qu'en ont les électeurs, il est compréhensible que les sondages mènent le bal.

Ils sont, avec la personnalité des chefs, l'ingrédient majeur de cette campagne. Ce ne sont pas les programmes, les idées, les philosophies politiques que l'on analyse et commente, mais les résultats de ces consultations populaires et les méthodologies utilisées par ces maisons concurrentes.

Les résultats de sondages parus depuis une quinzaine révèlent une certaine volatilité et une confusion certaine de l'électorat. De même que des écarts importants et même des contradictions qui invitent fortement à ne pas accepter comme argent comptant les tendances décelées dans l'opinion.

Malheureusement, il ne suffit pas d'inviter à la prudence dans la lecture des sondages

pour neutraliser leur influence. Car ils exercent une influence. Des experts en consultations populaires sont convaincus, par exemple, que les sondages ont joué un rôle déterminant dans l'ampleur de la victoire conservatrice de 1984, particulièrement dans le revirement du Québec. Pour le politologue Patrick Martin la plupart des spécialistes en sondages sont convaincus que la publication de leurs consultations peuvent modifier, par exemple, la manière de couvrir la campagne des médias. Comme ce fut le cas, dit-il, lors de la dernière élection fédérale.

Cette hypothèse est intéressante.

Est-ce le fait de mon imagination? J'ai le sentiment que les médias se montrent plus critiques et plus exigeants à l'égard de M. Bourassa qu'à l'égard de M. Johnson. Ai-je tort de penser que cette attitude a quelque rapport avec les sondages?

Si les sondages exercent une influence directe ou indirecte sur l'électorat, cette influence est artificielle, dont nocive en

ce qu'elle peut induire l'électeur en erreur.

Dans la meilleure des hypothèses les sondages n'aident en rien les électeurs à faire un choix rationnel. En revanche ils constituent pour les partis politiques un précieux outil de manipulation de l'opinion publique, et pour les médias un extraordinaire instrument d'agitation politique.

J'en dirai autant des campagnes électorales qui ont pour but de convaincre l'électeur de rejeter l'opinion qu'il s'est faite, au cours des ans, à observer la conduite des partis et des élus, pour l'inviter à fonder son choix sur les promesses et autres séductions trompeuses dont il sera l'objet durant la campagne électorale.

En vérité, l'opinion que l'électorat éclairé et politisé s'est faite avant le déclenchement de la campagne électorale devrait déterminer soit le choix le jour du scrutin. Si, ce jour-là, sa religion n'est pas faite et demeure incertaine, il ne devrait pas compter sur la propagande électorale et encore moins sur les sondages pour y voir clair, mais tout simplement annuler son vote.

DOCUMENT

Entente Ottawa-Québec sur le Sommet

Le premier ministre Mulroney a rendu public hier le texte de l'entente intervenue entre les gouvernements d'Ottawa et de Québec concernant le Sommet de la francophonie qui doit se réunir à Paris en février.

Désireux d'apporter de concert au Sommet une contribution efficace, originale et de la plus haute qualité, le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec sont convenus de ce qui suit:

1—Nature et structure

Le Sommet comportera deux parties de nature distincte et consécutives dans le temps. La première partie traitera de la situation politique et économique mondiale et la seconde de coopération et de développement.

En prévision du premier Sommet, les deux gouvernements conjugueront leurs efforts dans le but de faire accepter un ordre du jour dont une proportion substantielle et significative

sera consacrée à la situation politique et économique mondiale; toutefois, ils conviennent que les questions de coopération et de développement occuperont une place prépondérante dans l'ordre du jour de ce Sommet.

2—Invitation

Les invitations au Sommet sont adressées directement au gouvernement du Canada et au gouvernement du Québec. Elles font référence à la présente entente qui aura été communiquée à la puissance invitante (ou aux puissances invitantes) par les voies diplomatiques usuelles.

3—Participation

Le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec sont présents, dans la personne de leur chef de gouvernement, à la table de conférence pendant toute la durée du Sommet. Le Premier ministre du Québec est présent aux côtés du Premier ministre du Canada, le Québec étant identifié par la désignation «Canada-Québec» et par le drapeau du Québec.

Les règles (articles 9 et 11 des modalités Ottawa-Québec) et la pratique suivies à l'ACCT pour la représentation des deux gouvernements s'appliquent pour les réunions du Sommet.

Sur les questions relatives à la situation politique mondiale, le Premier ministre du Québec est présent et se comporte comme un observateur intéressé. Sur les questions relatives à la situation mondiale, le Premier ministre du Québec pourra, après concertation et avec l'accord ponctuel du Premier ministre du Canada, intervenir sur celles qui intéressent le Québec.

Le Premier ministre du Canada fait part à l'avance au Premier ministre du Québec, et sous le sceau de la confidentialité, des positions qu'il entend prendre sur les divers points inscrits à l'ordre du jour de la première partie du Sommet.

Pendant la deuxième partie, le gouvernement du Québec participe aux débats et aux travaux à part entière, selon les modalités et la pratique suivies à l'Agence

de coopération culturelle et technique (ACCT).

S'il y a au cours du Sommet un «tour de table» général, le Premier ministre du Québec pourra prendre la parole selon les modalités et les conditions définies dans la présente.

4—Réunions préparatoires

À l'occasion des réunions préparatoires, qu'il s'agisse de réunions de hauts fonctionnaires (sherpas) ou de réunions de ministres, chacun des deux gouvernements nomme son ou ses représentants. Ceux-ci remplissent leur mandat selon les modalités de la présente entente.

Les invitations à ces réunions se font selon la procédure prévue pour le Sommet lui-même.

5—Concertation

Tant dans la phase préparatoire que pendant le Sommet lui-même, les représentants des deux gouvernements se concertent régulièrement afin que leurs positions et leurs initiatives s'inscrivent dans l'esprit de la présente entente.

Les municipales 1985 : des électeurs réfractaires aux grands changements



FLORIAN
BERNARD

On ne remporte plus une élection municipale au Québec en promettant des arènes ou en mettant de l'avant d'énormes projets flamboyants. Devenus prudents face à la croissance des taxes municipales, les contribuables ont préféré faire confiance aux administrateurs en place plutôt que d'élire des gens qui leur promettaient mer et monde. À quelques exceptions près, les citoyens des municipalités de la région de Montréal et du Québec ont réélu les maires et conseillers sortants.

Les résultats des élections dans les villes du territoire de la Communauté urbaine de Montréal ont confirmé de façon éloquent ce que le sous-ministre des Affaires municipales, M. Jacques O'Bready, a qualifié de néo-conservatisme municipal, dans ses commentaires sur les résultats de l'élection.

Dans cinq des sept villes de la CUM, les citoyens ont réélu les maires en place, renouvelant ainsi les mandats de MM. Guy Descary de Lachine, Yvon Labrosse de Montréal-Est, Cyril McDonald de Pierrefonds, Roy D. Locke de Montréal-Ouest et Jean Corbeil d'Anjou. À Verdun, c'est un conseiller sortant, M. Raymond Savard, qui a été élu à la mairie. Des cinq candidats anti-annexionnistes qui étaient en lice, c'est celui qui siégeait déjà au conseil qui a remporté la victoire.

Le même phénomène s'est répété à la grandeur du Québec ou, de façon générale, les mai-

res sortants ont remporté la victoire. Signalons par exemple les renouvellements de mandat accordés à MM. Claude Lefebvre de Laval, Louis-Philippe Picard de Repentigny, Vincent Chagnon de Lévis, Claude Hébert de Candiac, Jean-Marie Beaulieu de Loretteville, Jean-Claude Baumier du Cap-de-la-Madeleine, André Duchesneau de La-Tuque, Paul Mercier de Blainville, etc.

L'exemple le plus révélateur est certes celui de Montréal-Est où, malgré un jugement de disqualification en Cour supérieure et une cause pendante en Cour d'appel, le maire Yvon Labrosse a sollicité et obtenu la confiance de la très grande majorité des électeurs. Ces derniers ont retiré leur confiance aux quatre conseillers qui avaient institué les poursuites contre le maire. Même si, dans quelques jours, leur maire risque d'être définitivement disqualifié par un jugement final de la Cour d'appel, les contribuables n'ont pas hésité à réélire M. Labrosse, quitte à retourner aux urnes à brève échéance. De tels exemples de fidélité à l'endroit d'un maire sortant sont rares au Québec.

Conservatisme également à Verdun où malgré une campagne très vive de Montréal, les citoyens ont sans équivoque voté en faveur de leur autonome municipale et rejeté tous les candidats qui prônaient l'annexion à la grande métropole. Les citoyens ont préféré leur indépendance même s'ils devront, éventuellement, subir des hausses de taxes et payer le gros prix pour demeurer Verduinois.

Il y a eu, certes, quelques exceptions. Mais elles s'expliquent facilement en raison de particularismes locaux. À Sainte-Geneviève, par exemple, les contribuables ont retiré leur confiance au maire Maurille Séguin, président de la Conféren-

ce des maires de Montréal, lui préférant un ancien policier de la CUM, M. Jacques Cardinal. Depuis quelques années on reprochait à M. Séguin de délaisser sa municipalité au profit des grands organismes régionaux comme la Conférence des maires et la CUM. Le candidat Cardinal a bâti toute sa campagne autour d'un thème central, celui d'être à temps plein au service de la municipalité. La recette était bonne.

C'est également ce que les électeurs de Granby ont reproché à leur maire, M. Paul O. Trépanier, en lui faisant subir la première défaite de son histoire. Les grandes batailles « provinciales » menées par M. Trépanier ont donné du prestige à l'homme, mais lui ont probablement coûté son fauteuil de maire. Le nouveau maire, M. Richard Dufort, avait reproché tout au long de sa campagne au maire Trépanier d'avoir délaissé les problèmes strictement locaux au profit de grands enjeux extérieurs.

Le statu quo a nettement triomphé à Laval où le maire Claude Lefebvre a non seulement remporté la plus grande victoire de sa carrière, mais a réussi en outre à faire élire 23 de ses 24 candidats aux différents postes de conseillers. Les promesses et les engagements mis de l'avant par le candidat Pierre Aubry, tout au long d'une campagne vigoureuse, n'ont pas réussi à dominer le thème de continuité que le maire Lefebvre a développé de façon très habile. Cette continuité a également été invoquée avec succès par des maires en place depuis plusieurs années, notamment M. Louis-Philippe Picard de Repentigny qui a réussi à faire mordre la poussière à tous les candidats d'une nouvelle formation politique dirigée par un avocat qui avait été membre de la commission d'enquête sur Anjou. Me Jacques Dupuis.



Guy DESCARY
réélu maire de Lachine



Jean CORBEIL
réélu maire d'Anjou



Raymond SAVARD
nouveau maire de Verdun



Lysiane Gagnon

Le monde à l'envers

Dans cette campagne électorale, il y a un grand absent : le Parti québécois.

Sur les pancartes où le candidat local, jamais photographié seul, sourit dans l'ombre de son chef, le sigle du parti est minuscule et presque introuvable, caché quelque part au dessous de la cravate de Pierre Marc Johnson. Dans les pochettes d'information sur les candidats, le sigle du PQ n'apparaît même pas sur la couverture : « Le Québec avec Johnson », voilà tout ce qu'on annonce.

Idem sur les tribunes des assemblées publiques, où l'affiche axée sur les mots « avec » et « Johnson », occupe la place centrale; le logo du parti, rapetissé, est relégué à l'extrémité droite du fond de scène, hors du champ des caméras, de façon à ce qu'il n'apparaisse pas derrière l'orateur quand il passe à la télévision.

Tout sur le chef, rien sur le parti... même si le parti a été au pouvoir pendant neuf ans et qu'une campagne électorale est l'occasion entre toutes où un gouvernement sortant doit rendre des comptes sur son administration.

On connaît les raisons de cette stratégie : le PQ est moins populaire que le Parti libéral, mais son chef, plus populaire que le chef libéral. D'où l'éclairage sur le chef et la pédale douce sur le parti. Il s'agit aussi de répondre au désir de changement qui se manifeste dans l'opinion publique. D'où la stratégie destinée à effacer le passé, et à créer l'illusion qu'avec un nouveau chef, il s'agit d'un gouvernement qui n'aura rien à voir avec l'autre.

C'est M. Johnson qui occupe seul le petit écran, dans des mises en scène attrayantes qui portent, selon les jours, sur un thème ou un autre. Hier, c'était la tournée en Gaspésie sur le thème des pêcheries. Aujourd'hui, c'est la tournée en Mauricie sur le thème de la forêt.

Lors de la journée de l'agriculture, le ministre Garon, qui est depuis neuf ans l'unique responsable du domaine, était dans la salle, auditeur passif, écoutant son chef faire le bilan du développement agricole au Québec. Lors de la journée de la santé, le ministre des Affaires sociales était lui aussi hors du champ des caméras, quand, dans une mise en scène sortie tout droit du Docteur Welby, un Pierre Marc Johnson en sarrau blanc visitait les malades, puis annonçait un projet sur les urgences. Et le ministre de l'Industrie et du commerce n'était même pas là quand M. Johnson a annoncé un projet important concernant les PME! (Les libéraux, au contraire, poussent tous leurs candidats à l'avant-scène, même les moins reluisants, car ils misent, eux, sur l'équipe pour compenser l'image plus problématique de leur chef.)

Mercredi dernier, quand les candidats de la région de Montréal ont défilé sur la tribune à l'assemblée d'Anjou, leurs porte-parole ont tous livré, en guise de discours, un hommage au chef. S'ils ont décidé de se lancer, ou de rester, en politique, c'est à cause de lui. C'est avec lui qu'ils sont prêts au défi. C'est lui qui les mènera « sur le chemin de l'excellence ».

(Deux mots-clés, qui reviennent partout : « excellence », qui évoque le progrès par la qualité et la productivité, et « avec », qui évoque la concertation, l'harmonie, la solidarité.)

Rien d'étonnant à ce que ce soit dans le comté d'Anjou, à l'occasion de l'investiture de M. Johnson, qu'a eu lieu la seule « grosse » assemblée du PQ. L'organisation centrale n'en prévoit pas d'autre pour l'instant. On avait d'ailleurs fait en sorte que l'assemblée d'Anjou ne soit pas trop courue. Quelques centaines de partisans plutôt paisibles s'entassaient dans un centre communautaire relativement petit.

Contrairement au PLQ, qui veut donner l'image d'un parti de masse, ardent et enthousiaste, et qui fait venir à chaque assemblée (et même pour la moindre conférence de presse!) des autobus bondés de partisans, le PQ ne montre pas ses militants. De trop grosses assemblées, avec trop de passion dans l'air, rappelleraient le parti, le parti qui parlait de souveraineté et qui termine un second mandat au pouvoir.

On ne blâmera pas le PQ d'exploiter son meilleur atout, d'autant plus que M. Johnson a effectivement des qualités qui en feraient peut-être un excellent premier ministre, d'autant plus aussi qu'il représente effectivement une autre génération, et donc un changement par rapport à la première vague des Lévesque, Morin, Parizeau, Laurin.

Mais le moins qu'on puisse dire, c'est que les stratégies de la campagne péquiste n'y vont pas avec le dos de la cuiller. Jusqu'à présent, Pierre Marc Johnson a été omniprésent, et le reste entré à un point tel que cela risque de se retourner contre lui, ne serait-ce que parce qu'à tout miser sur un homme, aussi valable soit-il, on livre à l'adversaire une cible isolée, donc vulnérable.

Au niveau des comtés, sur le terrain des vaches où se joue l'élection, certains candidats locaux commencent d'ailleurs à s'inquiéter : dans la rue ou dans le porte-à-porte, le macaron où seul ressort le nom de Johnson induit les électeurs en erreur, qui prennent le candidat péquiste pour un quidam de l'organisation Johnson... Pour qui voteront-ils quand il verra sur leur bulletin le nom peu familier du candidat accompagné du sigle du PQ? Dans une démocratie parlementaire, en effet, on vote pour un parti (ou pour un candidat local) et non pour un chef. Ce n'est que dans le comté d'Anjou que le nom de Johnson figurera sur les bulletins de vote.

En tout cas, c'est le monde à l'envers. Le PQ fait tout ce qu'il peut pour ressembler au PLQ, et le PLQ fait son possible pour ressembler au PQ!

Le PQ essaie de se donner le style « administrateur responsable » et ne tarit pas d'éloges sur l'« entrepreneurship ». Le PLQ fait dans la nouvelle culture et tente de passer pour « le parti des jeunes ». Le PQ joue ça cool, rase les murs et fait dans la demitente et le soft pop, délaissant les grands meetings fervents au profit du message pré-emballé qui évoque les fameuses « cassettes » de M. Bourassa en 1973. Le PLQ joue le high profile, bourre ses salles de partisans amenés en autobus, les excite avec du rock, et les inonde d'épais documents remplis de projets collectifs et de réformes globales.

Le PQ laisse le fleurdelisé au placard, et, comme pour le vider du message souverainiste traditionnellement associé au bleu, place le mot « Québec » sur un gros bandeau rouge. Le PLQ, visant la clientèle francophone nationaliste, ramène le drapeau et place le logo rouge du parti sur un fleurdelisé flottant au vent... et sur un bandeau bleu!

Et pour couronner le tout, M. Johnson affirme qu'entre les deux partis, il n'y a plus que des différences de nuances. A quand la fusion?

En tout cas, réjouissons-nous d'une chose au moins : M. Johnson n'est pas le chef du Parti libéral. Si c'était le cas, compte tenu de ce que disent les sondages, il balayerait toute l'opposition, et le Québec deviendrait, le 2 décembre, l'URSS de l'Ouest, avec un parti unique!

« Je partirai lorsqu'on me prouvera que je ne suis plus utile » — Louis Laberge



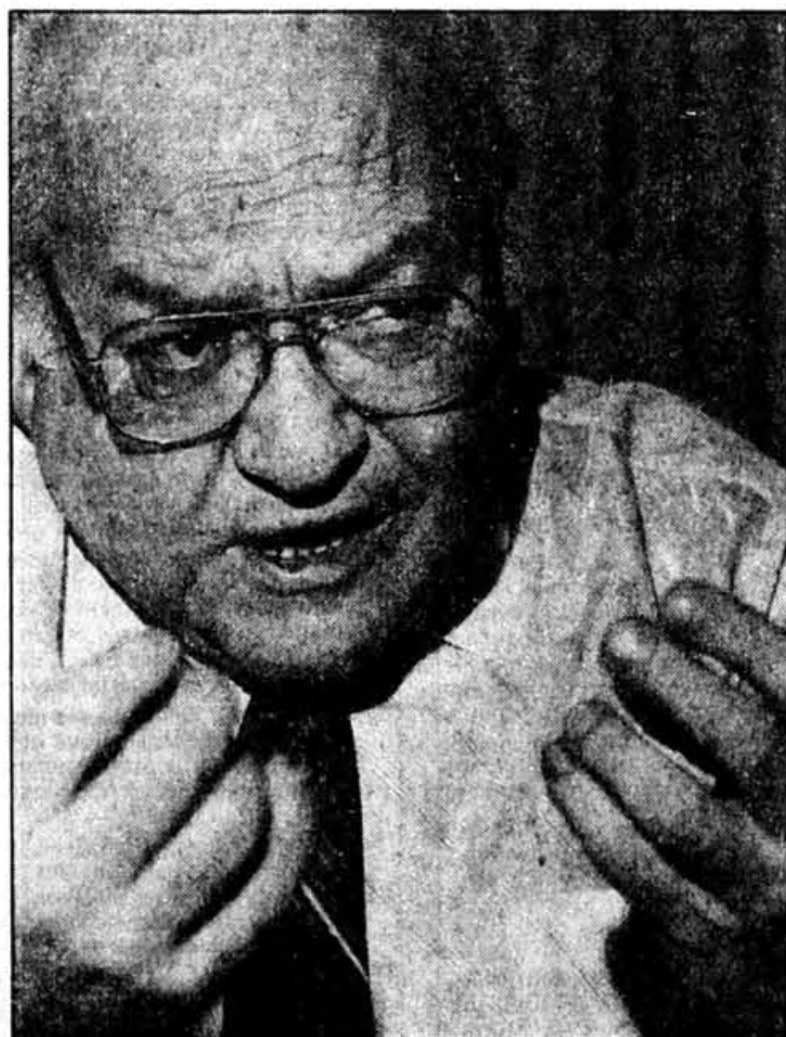
ANDRÉ
PÉNIN

Louis Laberge ne va pas rentrer chez lui parce que les membres de la FTQ viennent de battre sa proposition d'appuyer le Parti québécois aux prochaines élections. Au contraire, il réclame un nouveau mandat à la présidence pour assurer au cours des prochaines années la concrétisation de son rêve, le Fonds de solidarité des travailleurs.

Personne, affirme-t-il, n'a officiellement réclaté sa tête. « Je partirai lorsqu'on m'indiquera la porte. Il faudra me prouver que je ne suis plus utile, ce qui n'est pas le cas présentement. Bien entendu, avant de me retirer, je « testerai » le sérieux de mes adversaires », a-t-il expliqué, au cours d'un long entretien qu'il a accordé à LA PRESSE.

Agé de 61 ans, il compte 40 ans de militantisme syndical, dont 21 ans à la tête de la FTQ. Il fut au cœur des principaux débats qui ont marqué l'histoire de la Révolution tranquille. Arrêté et emprisonné en 1972, lors de la fameuse grève du Front commun, il livre depuis une lutte farouche aux libéraux.

Samedi dernier, plus de 600 délégués oeuvrant dans les secteurs privé et public lui ont pourtant fait l'affront de battre sa proposition d'appuyer le PQ. Louis Laberge admet qu'il n'aime pas perdre, mais ajoute qu'il ne s'est pas senti personnellement attaqué lors de ce congrès spécial. « Les membres du secteur publics ont plutôt réagi aux avatars du Parti québécois ».



« Bien entendu, avant de me retirer, je testerai le sérieux de mes adversaires »
photo Paul-Henri Talbot, LA PRESSE

Il avoue qu'il prévoyait une lutte serrée au congrès entre les représentants des secteurs public et privé. « L'exécutif était divisé. Mais nous avons refusé de nous retrancher dans le mutisme, ce qui aurait été trop facile. Un vote démocratique a tranché la question ».

Au cours des derniers jours, il s'est intéressé aux commentaires publiés ou diffusés concernant cet échec que plusieurs ont qualifié de désaveu. « Il m'arri-

ve de penser à la retraite, admet-il, mais ce n'est pas un tel événement qui va précipiter les choses. J'ai encore des choses à réaliser, notamment le développement harmonieux du Fonds de solidarité des travailleurs qui prend de l'expansion. Il faut informer les travailleurs, les sensibiliser à ce nouveau phénomène syndical qui permet de sauver des emplois dans les régions les plus défavorisées ».

On le sent plus près des petits

travailleurs que des fonctionnaires. Il n'est d'ailleurs pas tendre à l'endroit des membres de la CEQ qui sont choqués des récentes mesures gouvernementales. « Quand je me rends dans des villes comme Gagnon et Schefferville, où des gens perdent tout, des travailleurs me confient qu'ils accepteraient d'être placés sur des listes de disponibilité pour trois ans, même avec un salaire réduit ».

Il est convaincu que la crise économique a obligé les syndicats à revoir leurs stratégies. Il souhaite une plus grande concertation. « Corvée-Habitation a prouvé, en pleine période de crise, que les syndicats pouvaient tirer avantage de la concertation en protégeant leurs emplois et en participant au développement du Québec ».

Le président de la FTQ ne quittera pas le monde syndical dans quatre ans. « Quand un oiseau cesse-t-il de voler? Quand un poisson cesse-t-il de nager? », lance-t-il, avec un clin d'oeil complice. Il n'occupera pas d'autres fonctions de prestige. Le Sénat canadien? « Je l'ai déjà dit à Jean Marchand, je retournerais travailler au pic puis à la pelle, avant d'aller vivre des taxes des contribuables ».

Même à la retraite, Louis Laberge affirme qu'il s'intéresserait encore au développement de sa centrale et accepterait de travailler à des tâches obscures.

Il est fier des progrès réalisés au Québec en matière de santé et de sécurité au travail, de la loi anti-briseurs de grèves, de la concertation en matière de création d'emplois, changements profonds qu'il attribue au Parti québécois. Il ne cache pas son inquiétude concernant un possible changement de gouvernement. « S'il fallait que quelqu'un mette la hache dans ces programmes, ce serait de nouveau la révolte au Québec », conclut-il.

CAHIER
SPÉCIAL
NE MANQUEZ PAS
AUJOURD'HUI DANS
plus

LES

ASSUREURS-VIE

L'assurance-vie a beaucoup changé depuis cinq ans. Les assureurs-vie également, qui ont vu leur champ d'action s'élargir considérablement. L'assureur-vie est en effet un homme d'affaires qui reçoit une formation polyvalente et qui peut répondre aux multiples besoins financiers de ses clients.

POUR LES JEUNES DU PQ
ET DU PLQ, UN MÊME ADVERSAIRE :

« Les gavés de la Révolution tranquille »



PIERRE VINCENT

Le Parti québécois a attendu jusqu'à la toute veille du déclenchement des élections pour se doter d'une véritable organisation capable d'atteindre les jeunes. Et, faute de temps pour mettre sur pied une machine en mesure de rejoindre l'ensemble de la population des 18 à 30 ans, soit environ 1,5 million d'électeurs potentiels, le PQ concentrera ses efforts sur la seule clientèle étudiante : 155 000 personnes dans les cégeps et 130 000 dans les universités.

Le Parti libéral du Québec, lui, compte deux fois plus de candidats de moins de 30 ans que le PQ. Il dispose de trois fois plus de jeunes travailleurs d'élection que le parti ministériel. Le PLQ est, en fait, beaucoup mieux préparé pour faire campagne auprès de l'électorat jeune.

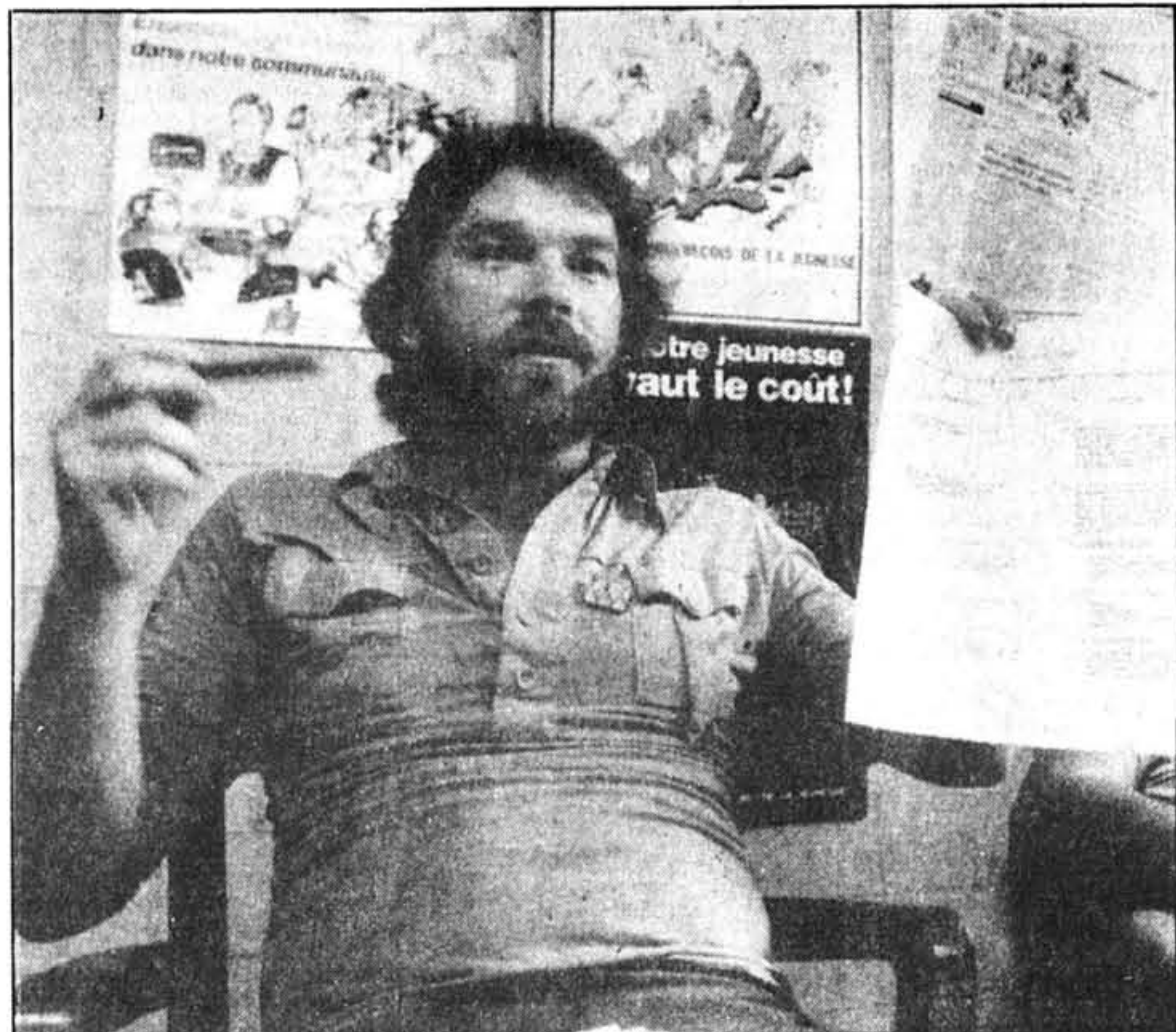
« En plus de nos actions dans les assemblées régulières du parti, nous avons des comités libéraux dans la majorité des cégeps et des universités, où nous distribuons journaux et tracts, où nous présentons des vidéos et où, surtout, nous organisons des débats », raconte Pietro Perrino, 22 ans, étudiant en sciences politiques, président de la Commission jeunesse au PLQ.

Pour expliquer la faiblesse du PQ à ce chapitre, Jean Baillargeon, 30 ans, vieux-pro du mouvement étudiant et responsable de l'organisation jeunesse, fait valoir qu'au PQ, on n'a jamais « enfermé les jeunes dans une structure particulière comme cela se fait chez les libéraux ». N'empêche que, cette fois, Pierre Marc Johnson a lui-même jugé bon de commander, peu après son élection à la tête du parti, une organisation capable de « tenir tête aux jeunes libéraux et aux groupes go-gauches ».

Pompusement baptisé « Réseau des jeunes bâtisseurs », l'organisation péquiste devra comprendre sous peu une soixantaine de clubs, animés chacun par cinq à dix personnes et répartis dans 45 cégeps, 11 universités et 4 collèges privés.

Péquistes et libéraux ont donc des machines électorales différentes pour tenter de séduire les moins de 30 ans mais, assez curieusement, les discours des jeunes militants sont parfois très près les uns des autres.

Tous deux sont en faveur du gel des frais de scolarité, d'ac-



Jean Baillargeon, 30 ans, vieux pro du mouvement étudiant et responsable de l'organisation jeunesse du PQ.

cord avec l'indexation des prêts et bourses, favorables à une révision des programmes de l'aide financière aux étudiants et aux assistés sociaux de moins de trente ans. Ils se rejoignent également pour souhaiter avoir un mot à dire, un mot qui compte, dans l'évaluation de la compétence des professeurs de cégeps et d'universités.

Ils dénoncent d'une même voix les règlements dans le domaine de la construction et ils prônent une remise en question du concept de l'ancienneté pour les promotions au travail. Ils proposent également, à quelques nuances près, les mêmes moyens pour libérer des emplois : abolition du temps supplémentaire, incitatifs pour les mises à la retraite graduelle et volontaire; programmes de recyclage des travailleurs...

Jeunes libéraux et jeunes péquistes s'intéressent aussi de la même manière aux problèmes écologiques. Autant, dans un clan comme dans l'autre, on s'inquiète des répercussions des précipitations acides et on préconise un système de collecte sélective dans les municipalités, pour mettre un frein au gaspillage des déchets qui coûtent cher à brûler, alors qu'il serait

possible de faire de l'argent en les recyclant.

Mais, surtout, les jeunes militants des deux formations politiques s'entendent pour accorder une grande priorité à l'emploi. Ils le font, bien sûr, chacun à leur manière : les partisans du gouvernement sortant parlent des jeunes « qu'il faut aider à se prendre en main » et ceux de l'opposition officielle proclament que « le droit au travail pour tous passe par une meilleure croissance économique ». Et, aux libéraux qui font la promotion d'une deuxième Baie James, les péquistes répliquent en parlant de « Corvée-rénovation », un projet, issu du manifeste des jeunes du PQ, qui consisterait à dépenser \$10 milliards pour rénover un million de logements en dix ans.

Pour Baillargeon, les jeunes peuvent beaucoup plus se retrouver dans un Pierre Marc Johnson, « qui propose de les aider à se prendre en main que dans un Robert Bourassa, qui continue de leur promettre des bonbons et l'Etat-Providence ».

Quant à Pietro Perrino, qui était pourtant dans le clan Johnson (Daniel) au moment de la course au leadership, il n'hésite plus aujourd'hui à proclamer que Robert Bourassa représen-

te parfaitement le style de leadership souhaité par les jeunes.

« Les jeunes veulent des jobs. Voilà leur première préoccupation. Et, d'après moi, le chef politique ayant la plus grande crédibilité là-dessus, c'est indéniablement Robert Bourassa. D'ailleurs, tous les sondages le signalent ».

Cela dit, d'un côté comme de l'autre, en dépit parfois des apparences, on tire sur un adversaire commun : la génération des 30-40 ans, ceux qui occupent les bonnes places sur le marché du travail et qui jouissent d'une confortable sécurité d'emploi, bref, ceux qui empêchent les jeunes d'obtenir leur première chance. « Les gavés de la Révolution tranquille », dira le jeune leader libéral Pietro Perrino.

Et, quand on a un même adversaire et qu'on vit des problèmes semblables, il est difficile de se faire une lutte partisane passionnée. « C'est évident qu'il n'y a pas la passion du débat référendaire, reconnaît Jean Baillargeon, 30 ans, responsable de l'organisation jeunesse au PQ. C'est sûr que lorsqu'on se rencontre on ne se crie pas des noms. On part à rire... Que voulez-vous, il se trouve que, bien souvent, nos adversaires libéraux ce sont aussi des vieux chums avec qui on combattait les marxistes il y a quelques années. »

Pietro Perrino, avoue, pour sa part, qu'il évite les débats contradictoires mettant uniquement en scène deux protagonistes qui s'entredéchirent : « On n'est quand même pas pour montrer aux jeunes qu'on ne peut rien faire de mieux que de se chicaner comme les vieux ! »

Alors, tout au plus, histoire peut-être de plaire aux aînés, aura-t-on recours, lors du passage d'un chef, aux bonnes vieilles tactiques de noyautage de salle. Ainsi, lorsque Robert Bourassa est allé rencontrer les étudiants du Collège Brébeuf, les jeunes péquistes ont littéralement contrôlé les micros, ce qui eut pour effet de projeter, au journal télévisé, l'image d'un chef impopulaire auprès des jeunes. Quelques jours plus tard, à l'Université de Montréal, les jeunes libéraux prenaient leur revanche, en s'emparant des micros pour poser des questions susceptibles de permettre à M. Bourassa de passer ses messages. Les jeunes péquistes durent, ce jour-là, se contenter de chahuter le chef libéral, loin des micros.

Ce petit jeu « médiatique » va sans doute se poursuivre au cours des prochains jours, puisque le chef péquiste doit commencer, au cours de la semaine prochaine, sa tournée des cégeps et des universités. Il annoncera alors en quoi consistent exactement ses engagements électoraux à l'endroit des jeunes. M. Bourassa, lui, se livrera à un exercice analogue, le week-end prochain, mais devant ses jeunes militants réunis dans un grand rassemblement à Montréal.



Jacques Bouchard

Des doutes sur le débat télévisé

Jusqu'à maintenant, la campagne électorale n'a pas soulevé l'enthousiasme de la population. On dirait qu'elle n'a pas encore pris son envol. Les commentaires entendus ici et là démontrent que les citoyens attendent, parfois avec impatience, qu'il se passe enfin quelque chose.

L'événement attendu pourrait bien être ce fameux débat télévisé entre les chefs. Si jamais il a lieu, il permettrait à bien des électeurs indécis, et ils sont assez nombreux, de se « brancher ».

Mais tout « le débat » qui a entouré les modalités visant à établir les paramètres de cette confrontation démontre que notre fameuse loi électorale remodelée en 1984 n'est pas très cohérente. Le directeur général des élections, Pierre-F. Côté, s'est ainsi retrouvé au centre de la controverse.

Si ce dernier doit arbitrer, il n'a cependant pas à censurer. On comprend difficilement que M. Côté se serve de sa fonction prestigieuse pour imposer à des réseaux de télévision des invités que ceux-ci ne désirent pas. Ne serait-ce que pour assurer la qualité de l'événement et permettre aux principaux acteurs de s'exprimer, les médias doivent demeurer entièrement libres. Ce débat ne devrait permettre qu'un face à face entre le premier ministre Pierre Marc Johnson et l'aspirant Robert Bourassa.

En interprétant la loi électorale, qui est loin d'être limpide sur ce sujet, le directeur général des élections semble commettre une erreur en voulant imposer la présence de deux autres leaders. Ces derniers ne peuvent invoquer la légitimité d'un tel privilège.

Et Radio-Canada ou le réseau TVA n'ont pas à se faire dicter le contenu de leurs émissions politiques par un haut fonctionnaire de l'Etat. Ce sont des décisions journalistiques qui doivent être respectées. Cela n'a rien à voir, comme on l'a répété fort justement à Radio-Canada, avec le temps d'antenne qui doit être mis gratuitement à la disposition des partis politiques reconnus. Ce qui n'empêcherait pas une autre chaîne de télé d'organiser à sa guise une autre rencontre avec les leaders des quelque 25 partis politiques qui sont reconnus officiellement au Québec.

Ce serait un « show » style soirée de lutte au Forum. Si on pousse un peu plus loin le raisonnement de Pierre-F. Côté, cela devrait être possible et souhaitable. Mais je ne suis pas sûr que le droit du public à l'information serait bien servi.

Quel droit ?

On peut aussi se demander sur quel principe on peut se baser pour établir que les chefs de l'Union nationale, André Léveillé et du Parti indépendantiste, Denis Monière, ont droit à ce privilège. Pourquoi écarterait-on alors le chef du nouveau Parti conservateur, André Asselin, de cette émission spéciale si on suit le raisonnement de M. Côté ?

M. Asselin représente sans doute aussi bien et de façon aussi légitime les « bleus » du Québec qu'André Léveillé. Pour s'en convaincre, il suffit d'examiner quelques faits.

M. Léveillé, après avoir fondé un autre parti politique, vient à peine d'être nommé leader de l'UN. Faute d'aspirant, à la suite de la démission de Jean-Marc Béliveau, un groupuscule de nostalgiques s'est rabattu sur celui qui était encore « disponible ». Ils ne peuvent pas cependant revendiquer le pourcentage de vote obtenu par ce parti politique dirigé lors de l'élection générale de 1981 par le ministre conservateur Roch LaSalle.

Quant au Parti indépendantiste de Denis Monière, il n'était même pas sur les rangs en 81. Il a été fondé très récemment à la suite d'une incursion malheureuse sur la scène fédérale à l'occasion des élections du 4 septembre et de la crise idéologique qui a ébranlé le PQ.

La décision de l'ex-représentant péquiste du comté de Deux-Montagnes, Pierre de Bellefeuille, de rejoindre ce groupe en toute fin de mandat ne donne aucunement à Denis Monière le droit de revendiquer une consécration quelconque. Car jusqu'à preuve du contraire, c'est-à-dire le 2 décembre, les électeurs de cette circonscription des Laurentides ont élu un représentant du Parti québécois à l'Assemblée nationale et non un député du PI.

En voulant ainsi mélanger les pommes et les oranges avec des betteraves, on en arrive à une drôle de macédoine.

Pierre-F. Côté aurait dû tenir compte de la « vraie » réalité politique avant d'engager la crédibilité et la neutralité de son organisme dans un « tel débat ».

À qui cela va profiter ?

Plusieurs personnes se demandent aussi à qui la présence de MM. Léveillé et Monière profiterait le plus. À MM. Johnson ou Bourassa ?

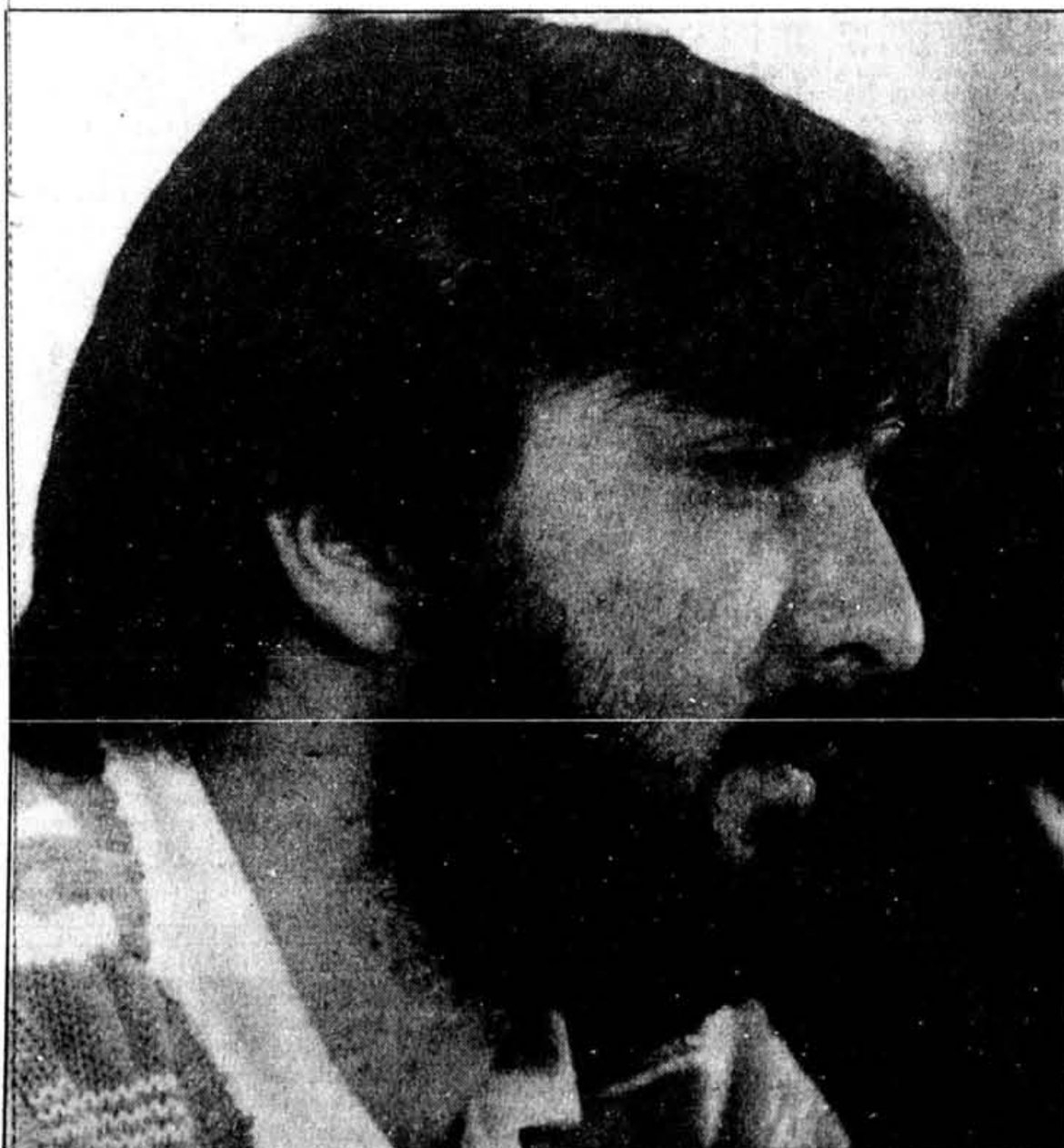
Certains en viennent à la conclusion que cela pourrait avantager l'actuel premier ministre qui pourrait craindre de faire abîmer son image devant les caméras dans un affrontement face à face avec Bourassa.

Avec la présence de deux autres chefs de parti, le temps serait plus dilué, la discussion moins directe. Le risque serait moins grand pour lui.

Par contre des péquistes prétendent le contraire en affirmant que M. Johnson ne craint pas plus Bourassa devant les caméras que sur le terrain. C'est à voir cependant. Le chef libéral est reconnu comme un excellent « debater », ce qui pourrait être un atout considérable dans ce genre de « match ». D'autant plus qu'il a l'habitude de faire face à des assemblées hostiles, ce qui n'est pas exactement le cas pour le successeur de René Lévesque.

Lorsque M. Bourassa est piqué au vif, c'est à ce moment qu'il est à son meilleur. D'autant plus qu'il adore les joutes serrées qui lui permettent de projeter une image de leader sûr de lui, ce qui n'est pas exactement le cas quand le temps est au beau fixe pour lui.

L'enjeu électoral est donc très grand pour les deux hommes politiques. Un peu comme les parties de hockey entre le Canadien et les Nordiques, les électeurs ne manqueront pas de suivre avec intérêt « la rencontre de l'élection » dont l'issue pourrait être lourde de conséquence le 2 décembre.



Pietro Perrino, 22 ans, étudiant en sciences politiques, président de la Commission jeunesse du PLQ.

photo Paul-Henri Talbot, LA PRESSE



Le directeur général des élections, M. Pierre-F. Côté.



Le leader soviétique Mikhaïl Gorbatchev et le secrétaire d'État américain George Shultz, au Kremlin.

Sommet Reagan-Gorbatchev : la semaine du pessimisme

JEAN-FRANÇOIS LIÉE
à Washington
collaboration spéciale

Les nouvelles de Moscou sont mauvaises. Partis soupirants, les maîtres de la diplomatie américaine ont ramené de leur visite au Kremlin des visages d'enterrement.

En 24 heures de discussion, dont quatre avec Mikhaïl Gorbatchev lui-même, ils ont acquis la conviction que le sommet de Genève ne produira «aucun accord majeur». Le pessimisme est une arme tactique efficace dans toutes négociations. Il permet d'accroître la pression sur l'adversaire — s'il veut vraiment un accord, il fera de nouvelles concessions — et de tempérer les espoirs de ses propres troupes. Mais le pessimisme affiché à Washington semble au moins à demi fondé.

Raidir ses positions avant la séance finale est aussi une tactique de négociation. Celle qui semblait avoir adopté les Soviétiques. Ce n'est pas le Gorbatchev de télévision que les responsables américains ont rencontré, mais celui du Politburo: impatient, agressif, tranchant. Selon des participants à la rencontre, le leader soviétique n'attendait pas la fin de la traduction des arguments du secrétaire d'État américain George Shultz avant d'interrompre et de lancer une

accusation ou une exigence. Les Américains croyaient négocier avec Gorbatchev, préparer le terrain pour un accord sur la réduction des armements à Genève. A la place, ils ont eu un débat... et une ou deux surprises.

«Antisoviétiques, nous?»

Le leader soviétique semblait «fermement persuadé» que la «politique américaine est lourdement influencée par des petits groupes d'extrémistes antisoviétiques», confiait un responsable américain.

Mais où est-il allé chercher pareille idée? Des responsables soviétiques confient que les dirigeants du Kremlin ont été un peu froissés par l'expression «empire du mal» utilisée par le président Reagan pour décrire leur pays, qu'ils trouvent un peu fort que le même président répète que le mot «liberté» n'existe pas en russe (ce qui est faux, le mot se prononce «svoboda») et n'ont pas rigolé lorsque M. Reagan a annoncé, à la blague, qu'il allait «bombarder Moscou». Ce sont des détails, mais significatifs. Elle ne s'en cache pas, l'administration Reagan est convaincue que l'URSS représente une «menace globale» et élabore une «stratégie internationale de domination», comme le répétait encore cette semaine le centre de recherche préféré du président, l'Heritage Foundation, et l'ambassadrice à l'ONU, Jeane Kirkpatrick, fraîchement nommée à une commission présidentielle de conseillers en affaires étrangères.

Appelé à décrire quelle était la

véritable politique américaine face à l'URSS, le responsable américain a déclaré: «Nous sommes en désaccord (avec les Soviétiques) mais nous savons que nous ne pouvons pas changer leur système, qu'il est là pour rester et que nous devons nous engager dans une compétition pacifique avec lui.» Le président répète cette assertion depuis le printemps et ajoute souvent que les deux pays doivent apprendre à mieux se connaître, malgré leurs différences.

Des éclaircies

Que le leader soviétique, à sa première rencontre de travail avec des responsables américains, se défoule un peu de sa frustration accumulée n'a rien de dramatique. Plus sérieuse est son apparente incompréhension d'éléments importants du débat en cours. Selon le récit de participants américains à la rencontre, M. Gorbatchev prenait des notes et semblait entendre pour la première fois l'argumentation américaine sur l'Initiative de défense stratégique (IDS ou «guerre des étoiles»). Washington affirme que l'augmentation du nombre de missiles stratégiques soviétiques menace la dissuasion et rend l'IDS nécessaire.

«Il semblait apprendre pendant qu'on lui expliquait», affirment les Américains, qui en concluent que Gorbatchev «n'a pas encore vraiment maîtrisé les aspects techniques du contrôle des armements ni les aspects conceptuels de la dissuasion.» C'est la plus mauvaise des nouvelles: si Gorbatchev est mal préparé, il ne

pourra formuler sur-le-champ des propositions, évaluer les contre-offres et élaborer un compromis, ne serait-ce que de principe, pendant le sommet.

Cette constatation, ajoutée au fait qu'aucun progrès réel n'a été accompli à Moscou, pousse les Américains à penser qu'il faudra attendre «des mois et des années» avant d'obtenir un succès réel.

Quant à la proposition du président Reagan de partager la technologie de l'IDS avec les Soviétiques, elle a suscité ce commentaire d'un directeur de la Pravda: «Vous imposez des restrictions même sur la vente de standards téléphoniques (à l'URSS), et vous voulez nous faire croire que vous allez nous donner votre technologie spatiale la plus avancée?»

Il y a quand même quelques bons signes: Mikhaïl Gorbatchev semblait malgré tout déterminé à ce que le bilan du sommet soit positif, notent les Américains. À défaut d'accord important, plusieurs ententes bilatérales sont en bonne voie. De plus, les négociateurs soviétiques ont fait une concession importante en acceptant de discuter la question des missiles à moyenne portée (SS-20, Pershing et Cruise) séparément de celle des missiles stratégiques. «C'est un mouvement en avant», a commenté Paul Nitze, conseiller présidentiel. Malgré ces quelques éclaircies, les enseignements de cette semaine confirment et dramatisent ce dont on se doutait déjà: à force de ne pas se parler, on finit par ne plus se comprendre. Il était temps qu'on se rencontre.

Richard Hatfield joue de nouveau son avenir politique



MICHEL CORMIER
à Fredericton

collaboration spéciale

L'avenir politique du premier ministre Richard Hatfield est à nouveau en péril alors qu'il tentera, lors du congrès annuel de son parti, aujourd'hui à Saint-Jean, de contrer les efforts d'un groupe de militants dissidents qui visent à forcer la tenue d'un congrès au leadership pour le remplacer à la tête du Parti conservateur et du gouvernement du Nouveau-Brunswick.

Les mille délégués conservateurs seront appelés à voter cet après-midi sur une motion proposant d'amender la constitution du parti de façon à permettre une révision du leadership du premier ministre. (La constitution actuelle n'admet la révision que lorsque le parti est dans l'opposition ou lors du décès ou de la démission du chef.)

Le groupe dissident, connu sous le nom de Leadership Initiative 85, soutient avoir l'appui de trente des cinquante-huit associations de circonscriptions et des trois députés de Saint-Jean qui réclament la démission du premier ministre depuis février. Son président, M. Eric Bungay, un homme d'affaires à la retraite de Moncton, estime que seul le remplacement de Richard Hatfield permettra au parti d'éviter la débâcle aux prochaines élections, prévues pour l'automne 1986.

Pour le controversé premier ministre, cette dissension interne constitue le point culminant de l'année la plus difficile qu'il ait passée à la tête du gouvernement.

L'accusation de possession de marijuana, dont il a été acquitté en février, les allégations subséquentes d'avoir offert de la cocaïne à des étudiants universitaires, la malencontreuse réunion avec le solliciteur général Elmer MacKay et l'affaire du thon avarié ont jeté le doute non seulement sur sa vie privée mais également sur son leadership. Ses voyages fréquents à New York, qui passaient jadis pour excentriques sont aujourd'hui perçus par ses opposants comme la preuve de son désintéressement des affaires de la province et son style public comme sa vie personnelle, affirme Eric Bungay sont devenus des questions de moralité publique.

Comme preuve à l'appui, les dissidents citent les résultats

d'un sondage Gallup qu'ils ont commandé et qui montrent que seulement vingt-quatre p. cent des électeurs appuieraient un parti conservateur dirigé par Richard Hatfield. Les partisans du premier ministre ont qualifié le sondage d'invincible en raison de sa marge de manoeuvre élevée de douze p. cent mais plusieurs conservateurs admettent en privé que leur parti est loin d'être assuré de remporter la prochaine élection.

Richard Hatfield a déjà survécu à d'autres crises pendant son règne de quinze ans à la tête du gouvernement, notamment l'affaire Bricklin dans laquelle la province avait englouti vingt millions de dollars et des accusations de corruption en 1978.

Aussi, le premier ministre est-il résolu de ne pas succomber aux pressions qui se manifestent maintenant de l'intérieur de son parti, affirmant à maintes reprises que le peuple serait son seul juge.

Depuis trois semaines, M. Hatfield et ses alliés, avec l'aide des deux membres de la Big Blue Machine ontarienne, ont lancé une contre-offensive consistant entre autres à rencontrer les dissidents à huis clos pour tenter d'apaiser leurs griefs et à participer à des ralliements publics dans les régions qui lui demeurent fidèles.

Dans les circonscriptions francophones du nord de la province, on considère que les opposants de M. Hatfield lui reprochent d'abord son ouverture envers les Acadiens, le premier ministre a été accueilli par des centaines de partisans au cours des dernières semaines.

Le lieutenant francophone de M. Hatfield, le ministre de l'Habitation Jean Gauvin, soutient que seul le premier ministre est capable de livrer le vote francophone au Parti conservateur et prédit que les dissidents n'obtiendront pas plus de vingt p. cent du vote de révision.

Eric Bungay, de Leadership Initiative 85, reconnaît que si l'exécutif du parti, qui est considéré comme étant loyal au premier ministre, réussit à imposer un vote à main levée, que les chances d'une révision du leadership sont minces.

Certains partisans de M. Hatfield ont même recommandé aux dissidents d'appuyer le premier ministre même s'il risque de perdre la prochaine élection, afin de ne pas sacrifier un nouveau leader. Cet argument indique à tout le moins que, peu importe le résultat du vote de confiance, aujourd'hui, la route vers le cinquième mandat qu'il s'est engagé à solliciter s'annonce difficile pour Richard Hatfield.

L'ASIE DU SUD-EST

L'Union soviétique joue la carte anti-chinoise



JOONEED KHAN

Les Philippines, vitrine militarisée de l'Amérique depuis près d'un siècle en Asie, chancelent et l'avenir semble lié aux élections anticipées que le président Ferdinand Marcos tient d'annoncer pour le 17 janvier prochain.

Une guérilla communiste proche de la tête en Asie du Sud-est, fomentant en cause la délicate gestion post-vietnamienne de la région menée de concert par les États-Unis, la Chine, le Japon et les pays non-communistes de l'ANASE (Philippines, Thaïlande, Singapour, Malaisie et Indonésie, auxquels s'est joint Brunei).

L'Indonésie et la Malaisie viennent d'accueillir le vice-premier ministre soviétique Yacob Petrovitch Ryabov. L'URSS courtise aussi la Thaïlande. À son retour de New York où elle a représenté les Philippines au 40^e anniversaire de l'ONU, Mme Imelda Marcos a fait escale à Moscou où le Kremlin l'assurait qu'il n'appuierait pas l'insurrection communiste dans son pays.

Le jeu soviétique? L'URSS sait bien l'ampleur de la «menace chinoise» telle que la perçoivent les peuples non-chinois établis à la périphérie de la Chine, à commencer par le Vietnam. L'Indonésie, la Malaisie, les Philippines et la Thaïlande comptent en outre chez elles des minorités chinoises occupant des positions commerciales dominantes.

Ces pays redoutent tous le communisme, mais ils craignent davantage encore la Chine, avec son milliard d'habitants. C'est du côté de la Chine qu'ils voient la menace primordiale à leur sécurité. Et quand la Chine et le communisme coïncident en leur sein, comme ce fut le cas de 1975

à 1978 au Cambodge, à l'époque des Khmers rouges, alors les alliances les plus inimaginables deviennent possibles. C'est en dénonçant la menace à la sécurité venant de la Chine que le Vietnam envahit le Cambodge en 1978.

Pour les États-Unis, la menace, en Asie comme ailleurs, reste l'URSS. Avant de mettre fin à la Guerre du Vietnam, ils prirent bien soin de se rapprocher de la Chine. Après 1975, l'invasion vietnamienne du Cambodge leur permit d'ancrer la Chine dans une véritable alliance anti-soviétique.

La Chine gagna alors la confiance des pays de l'ANASE pour contrer ensemble l'hégémonie soviéto-vietnamienne sur l'ancienne Indochine, incluant le Cambodge et le Laos. Elle en paya le prix en «lâchant» les guérillas communistes pro-chinoises actives notamment en Thaïlande et en Malaisie, et en contraignant les Khmers rouges à une coalition nationaliste non-communiste.

L'insurrection philippine, elle, n'a pas tenu compte des calculs

des uns et des craintes des autres. Elles s'est développée en dépit de l'indifférence de la Chine, s'appuyant sur la conversion à la guérilla d'adeptes de la théologie de la libération dans ce pays à 92 p. cent catholique et, selon un rapport US, «sur les abus du régime Marcos».

Il reste que pour l'ANASE, une victoire de la Nouvelle Armée du Peuple (NPA) placerait les Philippines sous l'influence de la Chine. «Une victoire communiste aux Philippines nous obligerait à réviser notre évaluation des intentions de la Chine en Asie», a lancé le premier ministre Mahathir Mohammad, de Malaisie, en marge du récent sommet du Commonwealth, à Nassau.

C'est dans ce contexte que la réactivation de la diplomatie soviétique en Asie du Sud-est prend tout son sens. Aux vains pourparlers de «normalisation» avec la Chine, l'URSS oppose un rapprochement agissant avec l'ANASE, jouant notamment sur la montée de l'intégrisme islamique en Indonésie et en Malaisie.

À Mme Marcos, le Kremlin a offert d'accroître les capacités de radoub des ports philippins

afin que la flotte soviétique puisse y faire escale. Elle mouille déjà dans la baie de Cam Ranh, au Vietnam, et dans celle de Kompong Som, au Cambodge.

Au-delà de l'avenir propre des 7 000 îles de l'archipel, de ses 55 millions d'habitants et des bases stratégiques US de Clark et Subic Bay, l'agitation qui s'est soudainement emparée du Congrès et de l'administration américaines s'expliquerait ainsi par les répercussions anticipées dans toute la région d'un éventuel séisme politique aux Philippines.

Ainsi, le président Ronald Reagan a dépêché à Manille le sénateur Paul Laxalt, un homme de confiance très respecté au Congrès, pour presser Marcos d'organiser au plus vite des élections «libres et démocratiques» et de se débarrasser de son cousin, le général Fabian Ver, commandant en chef des forces armées suspendu depuis le début de son procès en rapport avec l'assassinat du chef de l'opposition Benigno Aquino en 1983.

La Commission des Renseignements du Sénat a rendu pu-

blic un rapport affirmant que seul le départ de Marcos peut éviter un désastre car «sa résistance au changement» risque de pousser les Philippines sur la même voie que l'Iran du chah et le Nicaragua de Somoza. Pas un jour ne passe sans que la CIA, le Pentagone, le secrétariat d'État ou une commission du Congrès ne tire la sonnette d'alarme en publiant son scénario d'apocalypse.

Le Pentagone a publié, photos confidentielles à l'appui, des renseignements alarmistes sur le renforcement de la marine soviétique dans le Pacifique. Le rapport de la commission sénatoriale fait état de l'agrandissement des locaux de l'ambassade d'URSS à Manille et des tentatives des Soviétiques d'entrer en contact avec certains chefs de la NAP par le biais de dirigeants syndicaux.

La presse hebdomadaire occidentale fait ses «cover stories» avec les Philippines et les réseaux de télévision américains interviewent Ferdinand Marcos en direct. Les yeux sont désormais fixés sur l'échéance du 17 janvier 1986.

Québec 85

2

LE DÉCEMBRE

Redites

Des sondages, des images, des promesses de « faire le ménage ». Des propos pas toujours neufs, pas tout à fait faux ni rigoureusement exacts. De longs silences sur les sujets les plus litigieux que nul ne sait ou n'ose aborder sans détour. En peu de mots, une semaine électorale type.

En langage populaire, on dit que les disques sont « accrochés ». Le dictionnaire parle plutôt de redondances. À plusieurs égards, revoilà le Québec projeté en arrière.

M. Asselin promet tellement de privatisations qu'il y inclut même Hydro-Québec, dossier que l'on croyait clos depuis les élections de 1982. Les Cris avertissent qu'ils sont contre le deuxième chapitre de l'aménagement de la Baie James; M. Bourassa croyait que l'entente signée il y a dix ans était encore valide.

Puis arrive le clou de la semaine: le Sommet francophone, si cher à MM. Senghor, Giscard d'Estaing, Trudeau et Lévesque, à une autre époque, verra le jour sous MM. Diouf, Mitterrand, Mulroney et Johnson... ou Bourassa, selon ce que les Québécois décideront le 2 décembre.

On a encore abondamment parlé, ces derniers jours, de relations Ottawa-Québec. Un peu au futur antérieur et beaucoup au passé composé. M. Bourassa a en effet brandi, devant un auditoire de gens d'affaires anglo-montrealais, le spectre de l'indépendance.

C'était pourtant de libre-échange dont il devait principalement parler; et c'était pourtant de services de santé dispensés dans leur langue dont ces anglophones voulaient surtout entendre parler. La peur, ont confirmé plusieurs de leurs porte-parole, est ou bien révolue ou bien partie en Ontario...

Les étudiants ont recommencé à chahuter, dans des salles où 300 libéraux tentent de faire plus de bruit que 200 péquistes, à moins que ce ne soit le contraire.

Côté santé, le problème le plus criant demeure l'engorgement des salles d'urgence des grands hôpitaux de Montréal. M. Johnson avance une solution partielle: des cliniques privées à proximité des grands centres hospitaliers. Les médecins y sont généralement favorables; le syndicat des 95 000 travailleurs du réseau hospitalier s'en dit outré et promet aux péquistes « qu'ils nous trouveront sur leur chemin » de privatisation des services de santé. Tout cela à la veille de négociations entre l'État et ses employés.

Les principaux partis ont terminé le recrutement de leurs candidats. Ils se ressemblent de plus en plus: des avocats péquistes contre des professeurs libéraux, à moins que ce ne soit le contraire.

Un signe des temps? Peut-être. Mais quand on entend les militants locaux dire avec fierté qu'ils ont su résister aux « parachutés », au profit de « p'tits gars du comté », on se demande qui va nous gouverner dans quatre semaines. Les promesses de bouts de chemins font rarement les grands débats socio-économiques.

Les Québécois sont surtaxés, tous en conviennent. Le chef libéral promet, pour 1986, une diminution de 10 p. cent des impôts. L'impact est grand... pendant 24 heures, jusqu'à ce qu'un chroniqueur économique réputé de LA PRESSE découvre que neuf de ces 10 p. cent de réduction font déjà partie du dernier budget du gouvernement péquiste.

M. Bourassa admet avoir fondé sa promesse sur le budget Duhaime, en devançant l'échéance, mais affirme que sa promesse vaut intégralement. Depuis trois jours, les adversaires du chef libéral, même avec les ressources du ministère des Finances, n'ont pas fini leurs calculs.

M. Bourassa accepte la proposition de débat de TVA « pour démêler les gens ». Au chapitre des baisses d'impôts, il y aura effectivement lieu de les « démêler », avant le 1^{er} décembre si possible.

GILBERT BRUNET



photo René Picard, LA PRESSE

Le leader libéral Robert Bourassa a passé une bonne partie de la journée d'hier dans son comté de Bertrand. Il y a notamment dévoilé le programme régional de la Montérégie.

LE DÉBAT: BOURASSA S'EN PREND À SON ADVERSAIRE

« Le courage de Johnson n'est pas proportionnel à son image »

« Le courage de M. Johnson n'est pas proportionnel à son image », a réagi Robert Bourassa, hier, en apprenant que le premier ministre préférerait accepter le débat offert par le réseau de télévision TVA, plutôt que la confrontation à deux que proposait la Société Radio-Canada.

MARIO ROY

Cette question de débat en est à ce point, chez les libéraux, que le slogan « Face-à-face! Face-à-face! », inventé et scandé par des citoyens d'origine haïtienne, jeudi, a été repris à pleins poulmons à Ville-Émard, hier soir, et est en train de devenir une scie de la présente campagne.

Quant à M. Bourassa, il a pour suivi sa critique: « Nous allons continuer d'essayer, avec l'aide de l'opinion publique, de forcer le chef du Parti québécois à faire preuve d'un minimum de conscience démocratique et à accepter un débat face-à-face », a-t-il dit.

M. Bourassa a toutefois refusé de faire sienne l'expression de « lâche » (« coward ») suggérée par un journaliste anglophone

pour désigner Pierre Marc Johnson. Mais M. Bourassa a suggéré que celui-ci « a été plus à l'aise pour frapper son chef dans le dos qu'il ne l'est pour affronter l'adversaire... ». M. Lévesque, lui, avait accepté un débat en 1976.

Par ailleurs, sans en faire une position définitive, M. Bourassa a déclaré n'être pas prêt à accepter la formule que propose TVA. Le diffuseur privé entend inviter les chefs de l'Union nationale et du Parti indépendantiste à prendre part à son émission.

TVA a élaboré une formule à trois volets qui, en aucun temps, ne permet un débat comportant des échanges directs entre les deux principaux chefs. « On a vu ce que ça a donné, les séances de monologue au congrès du Parti québécois. C'est peut-être la formule que préfère M. Johnson... », a conclu Robert Bourassa à ce sujet.

Le chef du Parti libéral du Québec prenait alors la parole devant quelques dizaines de militants libéraux rassemblés dans l'un des quatre locaux occupés par le parti dans le comté de Bertrand. Il s'agit d'un espace aménagé à la hâte dans un petit centre commercial de Boucherville, le local qui avait servi à l'organisation de

Francine Lalonde lors du scrutin partiel de juin dernier!

Le chef du PLQ a annoncé qu'il reviendrait à une dizaine de reprises dans son comté avant le scrutin général; et il s'est à nouveau dit confiant de gonfler alors sa majorité, même si, au sein des troupes libérales de Bertrand, on sent une certaine nervosité.

Ce fut d'ailleurs pour Robert Bourassa, hier, une journée passée en bonne partie dans son comté. Il y a dévoilé le programme régional de la Montérégie et y a en outre rencontré des hommes et des femmes d'affaires avant de participer, en soirée, à une réunion partisane dans Saint-Henri.

« Le défi technologique »

En matinée, le chef libéral avait fait oeuvre d'écrivain.

Au Ritz Carlton, à Montréal, il a en effet lancé sa dernière oeuvre en présence de représentants de diverses firmes et universités intéressées au secteur de la haute technologie, de IBM au CRIQ, en passant par l'Université de Montréal, Lavallin, SNC et l'IREQ.

Essentiellement, le message était celui-ci: le gouvernement du Parti québécois a été dans l'incapacité de piloter le Québec dans le virage technologique.

L'échec se constate dans des dossiers bien précis, par une « lecture sur le terrain », a alors déclaré M. Bourassa.

Ce bouquin, c'est « Le défi technologique », un document de 150 pages publié chez Québec-Amérique.

Curieusement, c'est Pierre MacDonald, ex-vice-président de la Banque de Montréal devenu candidat libéral dans Robert-Baldwin, qui a résumé de la façon la plus percutante le fossé idéologique séparant les deux formations politiques.

« La plupart d'entre nous, du monde des affaires, se souvenant que, de 1976 jusqu'à la récession, nous n'étions pas bienvenus auprès du gouvernement. Depuis la récession, quelques-uns d'entre eux se sont ralliés à ce qui, chez les libéraux, a toujours constitué notre philosophie », a déclaré M. MacDonald.

Il a ajouté: « Le gouvernement seul, ou l'entreprise privée, ou les syndicats, ne peuvent rien seuls. Mais les trois ensemble peuvent réussir en faisant équipe avec les universités, qui constituent probablement une de nos ressources les plus importantes et non encore exploitées ».

Guy Chevette et ses voisins promettent un CRSSS à Joliette

Alors qu'à Laval on se bat depuis des années pour avoir un Conseil régional de la santé et des services sociaux, voilà maintenant que le groupe parlementaire péquiste de Lanaudière promet un CRSSS pour cette région qui comprend le comté de Joliette, représenté par le ministre des Affaires sociales, Guy Chevette.

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

Même s'il a fait avancer un peu ce dossier à Laval en nommant un coordonnateur spécifiquement pour la ville depuis qu'il est responsable du MAS, M. Chevette n'est pas prêt de dire oui à la création d'un CRSSS dans la deuxième ville du Québec (202 000 électeurs) création prônée par le maire Claude Lefebvre et tous les intervenants des milieux de la santé et sociaux de Laval.

Dans Lanaudière, on retrouve cinq comtés (Berthier, Joliette, Rousseau, Terrebonne et l'Assomption) avec environ 200 000 personnes habilitées à voter le 2 décembre.

L'engagement pris hier à Repentigny par cette équipe régionale du PQ n'est, selon un proche collaborateur de M. Chevette, qu'une suite logique au décret de juin qui a coupé en deux l'ex-région administrative Laurentides-Lanaudière. « C'est le rapatriement des services dans la région.

Actuellement, le bureau du CRSSS desservant notre région est à Saint-Jérôme », précise le porte-parole.

L'agriculture et le ski

Parmi les autres engagements de l'équipe péquiste de Lanaudière, on retrouve la création d'un programme de production maraîchère en serre à longueur d'année afin de réduire le taux de chômage. On promet des tarifs réduits d'électricité à ces producteurs.

Les péquistes de cette région ont aussi promis de revoir la politique du financement agricole en tenant compte de la rentabilité des différentes productions.

Le programme régional mentionne aussi que les députés du PQ feront en sorte que la politique d'aide aux stations de ski alpin soit élargie afin de ne pas nuire aux petits propriétaires. « Dans Rousseau, on retrouve une dizaine de stations et 30 p. cent d'entre elles ne peuvent pas profiter de subventions parce qu'elles ne répondent pas aux critères trop sévères de la loi touchant les subventions », souligne le député, René Blouin.

Consistent que cette région a beaucoup d'attraits particuliers, on a promis de faire en sorte de promouvoir le développement du réseau des parcs régionaux et de soutenir les promoteurs de l'entreprise privée pour développer des complexes touristiques d'envergure.

Johnson ne voit pas l'utilité de créer un ministère de la Pêche

LAVERNIÈRE — Le premier ministre Pierre Marc Johnson ne voit pas l'utilité de créer, comme le suggère son adversaire libéral, un ministère de la Pêche. La raison en étant qu'un tel ministère existe déjà au Québec et qu'il a pour nom Agriculture, Pêcherie et Alimentation!

YVON LABERGE
envoyé spécial de LA PRESSE

Poursuivant hier sa tournée électorale en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine, M. Johnson s'en est pris avec sévérité à Robert Bourassa et à ses promesses électorales.

Ne vous faites pas promettre un ministère de la Pêche, a-t-il dit en substance tant aux Gaspésiens qu'aux Madelinots, parce qu'il en existe déjà un et qu'il a fait de grandes choses.

Ces grandes choses, pour le premier ministre, c'est avant tout d'avoir fait passer le taux d'autosuffisance de 26 p. cent qu'il était en 1976 sous libéraux à plus de 70 p. cent aujourd'hui.

De plus, a ajouté M. Johnson dans un discours prononcé à Grande-Rivière devant une soixante de personnes, c'est l'actuel gouvernement qui, avec les Gaspésiens, a fait Newport et qui, avec les Madelinots, a fait Madelipêche.

« Le fleuve, ce n'est pas le lac de Tibériade. Le seul filet qui craque, a-t-il lancé, c'est celui des promesses de Robert Bourassa qui ne connaît rien aux pêcheries ».

Ainsi, le premier ministre cite-t-il des statistiques rendues publiques par M. Bourassa le 16 octobre dernier selon qui le revenu annuel d'un pêcheur serait de \$8,900.

Or, a dit le premier ministre, la vérité est autre puisque selon les chiffres de Revenu Québec, un pêcheur québécois tire de sa pêche \$2,000 de plus que ce que ne laisse croire les chiffres de son adversaire.

Ne voulant pas quitter la Gaspésie vers les Îles-de-la-Madeleine sans prendre un engagement concret, le premier ministre a annoncé que son gouvernement a prolongé de deux ans son programme d'aide à la modernisation des usines de seconde transformation des produits de la mer.

C'est dire que ce programme qui devait se terminer en avril 1987 prendra fin en 1989. Il a d'ailleurs parlé de l'industrie « de la seconde transformation » comme étant une des voies d'avenir économique de la péninsule. S'ajoute à cela, a encore suggéré M. Johnson, le tourisme et l'industrie de la forêt.

En matinée, le premier ministre a visité une poissonnerie à Sainte-Thérèse et participé à la levée de la première pelletée de terre de l'école des pêcheries à Grande-Rivière.

Aux Îles-de-la-Madeleine, M. Johnson a été accueilli par plus de 100 personnes au petit aéroport de Havre-aux-Maisons. Après avoir visité l'usine de Madelipêche, le premier ministre a

La langue n'est pas un enjeu électoral

Pour la première fois depuis les années 60, la langue ne constitue pas un enjeu majeur d'une campagne électorale au Québec. Mais Alliance Québec, qui défend les intérêts de la communauté anglophone québécoise, entend bien s'assurer que les candidats se prononcent à ce sujet.

Dans une de ses rares interventions sur la question de la langue, le premier ministre Pierre Marc Johnson a déclaré mercredi que la grande majorité des anglophones « qui ont décidé de demeurer au Québec » acceptent en bonne part les changements qui ont modifié le paysage linguistique québécois au cours des 10 dernières années.

La loi adoptée en 1977 par le gouvernement du Parti québécois n'était pas dirigée contre les anglophones, a-t-il affirmé. Elle avait pour but de protéger la langue et la culture francophones. Les clauses les plus controversées de cette législation ont, depuis, été abolies par les tribunaux qui ont jugé qu'elles étaient inconstitutionnelles.

Le chef libéral Robert Bourassa, qui appuie les grandes lignes de la loi faisant du français la langue officielle de la province, s'est engagé à préserver les services sociaux et de soins de santé en langue anglaise et à nommer un ministre qui verrait à ce que les gens demeurent au Québec.

Mais Alliance Québec, qui représente quelque 40 000 anglophones, invite ses membres à assister aux assemblées publiques du Parti québécois et du Parti libéral et à soulever des questions d'ordre linguistique, allant de l'éducation aux services gouvernementaux, en passant par les emplois dans la fonction publique.

Traditionnellement, les circonscriptions non-anglophones de la région montréalaise ont voté pour les libéraux et les sondages indiquent que cette tendance se maintient, à quelques semaines de l'élection du 2 décembre. Une consultation effectuée entre le 11 et le 20 octobre indique que 78 p. cent des non-francophones ont l'intention de voter en faveur des libéraux, contre cinq p. cent en faveur des péquistes.

M. Johnson a souligné qu'il espère bien faire des gains au sein de la communauté anglophone, mais il ne s'attend pas, a-t-il ajouté, à remporter Westmount, où habite le gratin de la bourgeoisie anglophone et où le candidat péquiste est une femme francophone, de race noire.

M. Bourassa a indisposé un grand nombre d'anglophones quand il a choisi de se départir de deux députés, membres du caucus de longue date, pour nommer à leur place des candidats de langue française dans des circonscriptions montréalaises où la majorité des citoyens n'est pas francophone. Des libéraux anglophones connus disent, en privé, que le geste de M. Bourassa les a irrités, de même que plusieurs électeurs, mais ils se refusent à le critiquer ouvertement.

— Presse Canadienne

pris la parole devant quelque 500 Madelinots à Laverrière.

Là encore, il a repris ses critiques du chef libéral et tracé un bilan positif des neuf années de gouvernement de son parti.

« Je viens aux Îles, leur a-t-il dit, parce que vous êtes des gens de paroles (...) Et des fois, je me dis que c'est ici que le Québec commence ».

Il y a ici, a-t-il ajouté, des gens dont la tête est bien plantée dans le vent et qui ont survécu. « Dieu que ça ressemble au Québec ».

Profitant de l'occasion pour rendre hommage à son prédécesseur René Lévesque, le premier ministre a précisé que si tant de choses ont été faites aux Îles depuis 1976, c'est que ce gouvernement était dirigé par un homme qui aime profondément la mer.

Il a répété que son adversaire ne connaissait rien à la pêche et dit que depuis un certain temps M. Bourassa ne semble intéressé que par la pêche au défilé.

« On va prendre le temps de le préparer et on va lui poser des questions sur des milliards qui n'existent pas. C'est de l'argent de Monopoly, a-t-il ajouté ».

En Gaspésie, le premier ministre était accompagné par le député et ministre Henri LeMay cependant qu'aux Îles, il a fait l'éloge de son candidat Léonard Chevarie.

Aujourd'hui, M. Johnson poursuit sa tournée en Mauricie où il passera la nuit, avec sa suite, dans un camp de travailleurs forestiers.

Québec 85

L'AVENIR DE LA RAFFINERIE DE SUCRE DE SAINT-HILAIRE

Ni les libéraux ni les péquistes ne veulent s'aventurer sur ce terrain

Le Parti québécois et le Parti libéral ne prendront au cours de la présente campagne électorale aucun engagement visant à assurer la survie de la Raffinerie de sucre de Québec.

MICHEL GIRARD

Tout au plus, le premier ministre Pierre Marc Johnson et le chef libéral Robert Bourassa ont-ils promis de respecter la promesse formulée par leurs candidats respectifs dans le comté de Verchères, soit de créer un comité de travail sur l'avenir de la société d'Etat. Un point c'est tout.

Aucun des deux principaux partis n'ose donc s'aventurer davantage sur le terrain glissant de la raffinerie de sucre, laquelle accumule déficit sur déficit depuis un certain nombre d'années.

C'est ce qui ressort des propos tenus hier par les deux candidats de Verchères, le député péquiste sortant Jean-Pierre Charbonneau et le candidat libéral Michel Chapdelaine.

Selon M. Charbonneau, la Raffinerie de sucre de Saint-Hilaire aurait besoin d'une injection de \$30 millions pour assurer sa survie à long terme.

Ces fonds supplémentaires permettraient de compléter la dernière phase de la modernisation de la raffinerie et d'acheter les équipements additionnels que requiert le raffinage de la betterave sucrière en sucre blanc.

Jusqu'à présent, le gouvernement péquiste a investi quelque \$50 millions dans la modernisation des installations la raffinerie. Mais cela n'est pas suffisant. Il faut un autre \$30 millions additionnels pour pouvoir raffiner la betterave sucrière en sucre blanc, qui est le produit le plus rentable dans cette industrie.

Malgré les nombreuses pressions exercées par le ministre de l'Agriculture, Jean Garon, plusieurs députés et les producteurs de betterave à sucre, le gouvernement péquiste n'a pas voulu jusqu'à maintenant acquiescer à leur demande d'investir les fonds supplémentaires requis.

M. Charbonneau a admis hier que le dossier de la raffinerie avait d'ailleurs peu progressé au cours des derniers mois à cause des divergences d'opinions qu'il avait sur le sujet avec l'ex-ministre des Finances, Yves Duhaime.

M. Duhaime proposait, selon M. Charbonneau, de liquider la raffinerie, mettant ainsi en péril l'avenir de la culture de la betterave à sucre au Québec.

M. Charbonneau croit que le nouveau ministre des Finances, Bernard Landry, est plus réceptif à la réalisation de la dernière phase de modernisation de la raffinerie que son prédécesseur. Il en serait de même du premier ministre.

Mais aussi réceptifs soient-ils, on est en pleine campagne électo-



rale et ni le ministre Landry ni le premier ministre Johnson ne prennent position dans le dossier, ce qui inquiète grandement les employés de la raffinerie et les producteurs de betterave sucrière des comtés de Verchères et de Saint-Hyacinthe.

Avec son collègue de Saint-Hyacinthe, le député péquiste Maurice Dupré, M. Charbonneau propose la création d'un groupe de travail formé des ministres de l'Agriculture et des Finances, de la direction de la raffinerie et des représentants des employés et des producteurs de betteraves.

Ce comité aurait pour mandat « d'analyser les avenues de rentabilisation de la raffinerie de sucre proposée par le ministre de l'Agriculture et les possibilités d'intéresser des partenaires privés afin de réduire la charge financière du gouvernement ».

Du côté libéral, le candidat, Michel Chapdelaine, a reçu le feu vert de son parti quant à l'engagement de former lui aussi un comité de travail sur l'avenir de la raffinerie.

Son comité serait cependant formé uniquement de spécialistes et non de politiciens. Il s'agit d'un comité économique et technique qui aurait pour mandat de quantifier les retombées économiques de la betterave sucrière et de proposer des solutions pour rendre opérationnel les installations de la raffinerie sur 12 mois.

LES ÉLECTIONS



Janine va rentrer tard

Je les avais rencontrés peu après la victoire du Parti québécois, en 1976. Il y avait fête dans la grande salle d'une école de Repentigny. Lui, réservé mais heureux de fêter avec trois ou quatre cents péquistes. Elle — appelons-la Janine — nageait dans le bonheur. L'oeil aux aguets, elle attendait l'arrivée de Jacques Parizeau, son tout nouveau député.

Parce que c'était réellement le sien. Il venait d'être élu, mais il était visible que c'était aussi leur victoire à eux, et plus encore celle de Janine, la bémole dévouée. Deux militants du PQ, comme des milliers d'autres, à l'époque.

Dans la grande salle, des applaudissements saluaient l'entrée du Dr Lussier, de Camille Laurin, et enfin, grand sourire, main tendue et bedaine épanouie, Jacques Parizeau. Janine, comme beaucoup d'autres, flottait dans le bleu ciel, avec des fleurs de lys un peu partout autour.

Au début de la présente campagne électorale, j'ai appris que Janine avait décroché. Plus de politique, en tout cas plus de travail pour le PQ. Le revirement total. Alors j'ai cherché à savoir. Au téléphone, Janine m'a confirmé sa « retraite ». Et accepté de me recevoir. Son mari, lui aussi, aurait beaucoup de choses à dire sur la nouvelle neutralité de la famille.

La maison du couple n'est pas difficile à trouver, dans le calme de Repentigny. Un bungalow classique, avec deux voitures devant. Mais Janine est partie manger au restaurant avec sa fille.

En attendant, la conversation roule sur la belle époque de la politique. Janine était mêlée à des tas d'activités du PQ. Lui participait aux campagnes de financement, faisait du porte à porte. Elle était de tous les congrès, de toutes les grandes réunions. « Une bonne travailleuse! Toujours bémole... »

Janine est toujours au restaurant. Pas loin, les deux voitures sont là. Son mari me raconte sa carrière de fonctionnaire, touché par les décrets. Il a lâché le PQ il y a trois ans. Ça allait mal dans la fonction publique. « Par définition, dit-il, le PQ ne devait pas rester au pouvoir. Le programme, c'était de faire l'indépendance, pas de rester là pour gérer la crise économique. »

Bonne gérance, d'ailleurs. Le mari de Janine reconnaît les mérites de Parizeau. Il a continué à travailler pour le PQ, sa femme aussi, mais le ministre des Finances plaçait ses hommes.

« Johnson aussi fait un beau travail. Mais le PQ n'est plus mon parti... » Le virage sur l'indépendance, les crises de René Lévesque, l'épistémologie de Claude Morin, tout y passe. Et puis, surtout, la « matraque » sur les enseignants et les professionnels du gouvernement, le salaire plus faible aujourd'hui qu'il y a trois ans.

En attendant Janine, les sujets ne manquent pas. Son mari me confie qu'il aime beaucoup le discours de P.M. Johnson sur la fin de l'État-providence. « Ça aurait dû commencer au temps de l'achat des mines d'amiante! »

Mais alors, pour qui voter? « Pour moi! Pas pour le PQ, pas pour Bourassa, trop identifié aux Anglais. Seulement pour ne pas me faire voler mon vote. »

Mais « si Bourassa touche à la Loi 101, nous descendrons dans la rue! » Trop important de pouvoir parler avec Bell Canada en français. C'est irrésistible. « Fondamentalement, je suis avec le PQ... »

C'est après cet éclat que j'ai compris que Janine ne rentrerait qu'après mon départ. Elle en a sans doute trop fait pour avoir envie d'en parler.

JEAN-PAUL SOULIÉ

DANS SAINT-LOUIS

Auf der Maur ne sait plus qui il doit appuyer

En annonçant qu'il serait candidat indépendant dans Saint-Louis, Harry Blank s'est dit fort de l'appui du conseiller municipal Nick Auf der Maur.

GÉRALD LEBLANC

C'était vrai mais ce l'est de moins en moins.

« Indigné de la façon dont les libéraux ont expulsé Harry, je lui avais promis de l'appuyer mais, depuis, j'ai rencontré le candidat libéral et il se peut que je travaille pour lui. »

Même le candidat péquiste, le jeune avocat portugais Arlindo Vieira, ne laisse pas M. Auf der Maur indifférent. « C'est un bon candidat et en plus c'est le beau-frère d'un de mes chums. Le choix est difficile, peut-être que je serai forcé de n'appuyer personne », avoue candidelement le « columnist » du journal The Gazette.

Notre journaliste est conseiller municipal du quartier Peter McGill, la partie universitaire et estudiantine de Saint-Louis.

Mais M. Auf der Maur a aussi touché, sans grand succès jusqu'ici, à la politique provinciale et fédérale. Membre fondateur du Mouvement souveraineté-association avec René Lévesque, Auf der Maur a depuis pris ses distances, de façon agressive au cours des dernières années, du Parti québécois.

Mais il ne fut guère plus proche de Robert Bourassa. En 1976, il portait les couleurs de l'Alliance démocratique, un parti mis sur pied par les anglophones de Montréal qui voulaient sortir du dilemme Lévesque-Bourassa.



Nick Auf der Maur

En 1981, il était candidat conservateur de l'équipe Mulroney. Bien plus, il passa à deux cheville de porter les couleurs libérales dans Saint-Louis en 1981. « M. Ryan m'avait demandé de remplacer Harry Blank, dont on voulait se débarrasser. J'ai dit oui et j'ai appelé Harry pour l'avertir. Il s'est alors empressé de convoquer l'assemblée de nomination, me laissant ainsi à peine quelques jours pour vendre des cartes de membre. J'ai donc abandonné », relate aujourd'hui M. Auf der Maur.

Encore aujourd'hui, il doit naviguer entre son vieil ami Harry Blank, ses nouveaux amis libéraux et ses anciens amis péquistes convertis à la sauce portugaise.

Les tiraillements de Nick Auf der Maur reflètent la nouvelle situation de la circonscription de Saint-Louis, que l'affaire Blank vient de sortir de l'ombre. Mieux qui quiconque, M. Auf der Maur incarne en effet l'électeur type de ce comté cosmopolite du « down-town ».

AU SOMMET DE LA FRANCOPHONIE

Le Québec pourra intervenir sur les sujets de sa compétence

Lors du Sommet réunissant les chefs de gouvernement des pays francophones qui aura vraisemblablement lieu à Paris au début de l'an prochain, le premier ministre du Québec pourra intervenir en toute liberté sur les sujets relevant de la compétence de la province.

Il pourra aussi s'exprimer sur les autres questions, mais seulement avec l'accord du premier ministre du Canada.

LOUIS FALARDEAU

Voilà l'essentiel de l'entente intervenue cette semaine entre les deux gouvernements et que les premiers ministres Brian Mulroney et Pierre Marc Johnson ont rendue publique hier, lors de conférences de presse distinctes à Ottawa et à Québec.

L'accord, dont on trouvera le texte intégral en page A6, indique que le Sommet sera divisé en deux parties, la première traitant de « la situation politique et économique mondiale » et l'autre « de coopération et de développement ».

Les deux gouvernements se sont entendus pour faire accepter un ordre du jour « dont une proportion substantielle et significative » sera consacrée au premier sujet, la situation mondiale. Mais ils conviennent également « que les questions de coopération et de développement occuperont une place prépondérante dans l'ordre du jour ».

Cette distinction est importante dans la mesure où le premier sujet relève de la compétence du gouvernement central, alors que l'autre touche surtout à la compétence des provinces.

L'accord stipule que sur le premier sujet, « le premier ministre du Québec est présent et se comporte comme un observateur intéressé ». On ajoute toutefois qu'il pourra, « après concertation et avec l'accord ponctuel du premier ministre du Canada » intervenir sur les questions qui l'intéressent.

Le premier ministre du Québec sera toutefois informé à l'avance, sous le sceau de la confidentialité, des positions que son homologue canadien entend prendre sur cette première partie du Sommet.

Pendant la deuxième partie, poursuit le texte de l'entente, le gouvernement du Québec participe aux débats et aux travaux à part entière selon les modalités et la pratique suivies « à l'Agence de coopération culturelle et technique des pays francophones (ACCT) ».

L'entente fait précisément référence aux articles 9 et 11 de l'accord intervenu en 1971 entre les deux gouvernements au sujet de l'ACCT.

Il y est dit en substance que le Québec participe aux conférences comme membre de la délégation canadienne. Il nomme lui-même ses représentants qui s'expriment librement « sur toutes matières ressortissant à sa compétence constitutionnelle ».

L'entente publiée hier précise également que :

■ les invitations au Sommet sont adressées directement aux deux gouvernements;

■ les deux chefs de gouvernement sont présents à la table de conférence pendant toute la durée du Sommet;

■ le Québec est identifié par la désignation « Canada-Québec » et par le drapeau du Québec;

■ les deux gouvernements sont représentés à toutes les réunions préparatoires;

■ « tant dans la phase préparatoire que pendant le Sommet, les représentants des deux gouvernements se concerteront régulièrement afin que leurs positions et leurs initiatives s'inscrivent dans l'esprit de la présente entente ».

Satisfaction du Québec

La satisfaction du Québec à l'égard d'une entente qui s'inspire largement de celle de 1971 - et qui vaut aussi pour le Nouveau-Brunswick - s'explique par deux facteurs.

D'abord, l'accord de 71 qui accordait au Québec un statut de gouvernement participant était considéré à Ottawa comme une erreur à ne plus commettre et même, si possible, à corriger. C'est pourquoi le gouvernement libéral de Pierre Trudeau a toujours refusé de s'en inspirer pour le Sommet francophone.

D'autre part, l'entente relative à l'ACCT était plus « facile » dans la mesure où les sujets traités étaient de compétence provinciale.

Le Sommet francophone est d'une tout autre importance. On y discutera des grandes questions mondiales entre chefs d'Etat et nul doute que la presse internationale lui accordera beaucoup d'importance.

Dans ce contexte, que le premier ministre du Québec, même muet sur les grandes questions, soit à la même table qu'un quarantaine de chefs d'Etat apparaît comme une importante victoire.

ÉLECTOGRAMMES

Rectificatif

■ À la suite d'une erreur technique, une question posée par le reporter de LA PRESSE au chef du Parti libéral, est devenue dans l'édition d'hier, en page A11, une affirmation, malgré le point d'interrogation qui était bien dans le texte publié. La réponse de M. Bourassa suivait, entre guillemets, dans ce reportage.

La phrase imprimée se lisait : « Quoi qu'il en soit, Robert Bourassa a reconnu — il fallait lire «...a-t-il reconnu... » — hier que la réduction promise ne représente en réalité que moins de un p. cent de l'ensemble des revenus provenant de l'impôt des particuliers? (le point d'interrogation était bien là) ».

À partir de cette déformation, le titre qui coiffait le reportage : « Bourassa reconnaît que sa baisse d'impôt n'est que de 1% » était en conséquence aussi erroné.

Prêts à relever le... Défi

■ Plusieurs intervenants des milieux scientifique, technologique et universitaire ont assisté hier au lancement du volume de Robert Bourassa intitulé « Le Défi technologique ». Parmi eux, des représentants des firmes Lavalin, BG Checo, du groupe SNC, du Canadien Pacifique, de Comterm, de Monenco, d'IBM et des Universités de Montréal, Concordia et McGill.

« Apolitique... »

■ Bien que le volume de M. Bourassa comporte plusieurs allusions partiales à l'endroit du Parti québécois, le président de la maison d'édition, Québec-Amérique, en parle comme d'un « livre presque apolitique ». Pour le lancement, M. Bourassa était accompagné de quelques-uns de ses candidats : Pierre MacDonald, André Vallet, Jean-François Viau, porte-parole du PLQ en

matière de jeunesse, Joan Dougherty, porte-parole en matière de science et technologie, et Pierre Fortier, porte-parole en matière d'énergie.

Telbec: plainte rejetée

■ Les plaintes portées par le Parti libéral contre quatre ministres pour avoir transmis des communiqués partisans aux frais du gouvernement ont été rejetées hier par le directeur général des élections Pierre F. Côté.

Le Parti libéral prétendait que l'article 405 de la Loi électorale avait été enfreint par les ministres Adrien Ouellette, Michel Clair, Jean-Guy Rodrigue et Guy Chevrette, qui avaient émis des communiqués partisans sur le réseau Telbec à même les budgets de leur ministère.

S'appuyant sur des opinions juridiques reposant sur la jurisprudence, M. Côté conclut que les dépenses d'une telle nature ne sont pas assujetties à la Loi électorale parce qu'elles sont assumées par la Couronne.

Un tunnel de \$4 millions

■ Le ministre des Communications et candidat péquiste dans Vanier, Jean-François Bertrand, a annoncé hier la construction d'un tunnel de \$4 millions dans sa circonscription au cours d'une spectaculaire opération de publicité. M. Bertrand avait convoqué la presse sur le chemin de fer que devait emprunter le premier train de Via à joindre le centre-ville de Québec depuis 1977, avec la réouverture de l'ancienne Gare du Palais.

Une manifestation des habitants de Vanier a réuni au même moment quelque 500 personnes sur la voie ferrée pour réclamer un tunnel à l'intersection des rails et du boulevard Pierre-Bertrand. Le chemin de fer coupe en effet ce quartier populaire de la basse-ville de Québec en deux parties.

Bisaillon à CJMS

■ À compter du 18 novembre, l'ex-député indépendant Guy Bisaillon fera une courte émission chaque jour à Radio-Mutuel. Il sera aussi de l'équipe qui analysera les résultats électoraux le soir du 2 décembre. Député de Sainte-Marie depuis 1976, M. Bisaillon a quitté le caucus et le parti à la suite de désaccords avec le PQ, tant sur la question nationale que sur les questions sociales.

CROC dans les chefs

■ Robert Bourassa est d'accord pour le port obligatoire du détecteur de mensonges par les candidats, mais seulement après le 2 décembre. Pierre Marc Johnson trouve que ce serait une bonne idée de lever une taxe sur le poil à gratter. Et bien d'autres promesses vous attendent dans le troisième numéro que le magazine humoristique CROC consacre à la campagne électorale. Rien de moins qu'une entrevue exclusive avec les deux grands chefs qui ont joué à l'humour pendant une couple d'heures.

La poudre Johnson

■ Le chef du Parti indépendantiste, Denis Monière, accuse le premier ministre Pierre Marc Johnson de jeter de la poudre aux yeux des Québécois. Selon le chef indépendantiste, la solution avancée par M. Johnson pour résoudre le déficit fédéral, le transfert de certains pouvoirs par Ottawa sans transfert des ressources correspondantes, ne peut avoir pour effet que d'augmenter le déficit du Québec plutôt que de le résoudre. M. Monière conclut que dans le contexte de la mondialisation du commerce, seule l'indépendance peut redonner au Québec la prospérité, « car elle nous permettra de négocier directement les termes des échanges avec nos partenaires commerciaux ».

Lysiane Gagnon publie ses Chroniques politiques

« Écrire sur la politique? Ça m'est plus facile qu'écrire sur autre chose. J'ai l'habitude. Aussi, c'est en dehors de moi d'une certaine façon. J'ai fait beaucoup d'articles sur les grèves dans les hôpitaux, et c'est ce que j'ai trouvé de plus difficile à traiter », raconte Lysiane Gagnon, journaliste à LA PRESSE.

JACQUES BENOIT

« Elle poursuit, en repoussant une mèche de cheveux d'un geste vif. « C'est facile... mais on est dans le difficile! En campagne électorale, c'est même difficile à mort. Un jour c'est l'un qui veut te quer, un jour c'est l'autre, les sensibilités sont à vif. Il faut aussi que les journalistes soient endurcis. »

Chroniqueur politique depuis 1980, journaliste réputée, elle publiait en 1983 un premier livre: « Vivre avec les hommes; un nouveau partage — qui connaît beaucoup de succès (30 000 exemplaires vendus). »

Le second, Chroniques politi-

ques, aux éditions Boréal Express, vient de paraître. Il s'agit cette fois, comme l'indique le titre, d'un ouvrage consacré à la politique, où elle reprend plusieurs centaines de ses chroniques parues dans LA PRESSE.

Non pas en vrac, mais après un tri de toutes celles qu'elle a écrites de 1980 à aujourd'hui, c'est-à-dire du référendum à l'avènement de Pierre Marc Johnson. « L'idée est de mon éditeur, mais j'y avais déjà pensé, dit-elle. Il y en avait des tonnes et j'ai fait une sélection avec lui. En fonction de l'histoire, en éliminant les événements secondaires comme les programmes des partis aux élections québécoises de 1981. On a gardé les grands événements clés pour que ça puisse se lire bien, et qu'il y ait une suite, un fil conducteur. »

« J'ai coupé des répétitions normales dans des chroniques séparées et on a laissé quelques chroniques plus fantaisistes qui font sourire, pour alléger. Le lecteur mérite qu'il y ait un travail de fait sur les textes. »

Entrée très jeune dans son mé-

tier (« Au Petit Journal, où je faisais du reportage général: j'adorais ça! », c'est seulement peu à peu qu'est né son intérêt pour la politique. Son premier contact avec l'événement politique? « Je revenais de vacances dans le Maine avec mes parents. Ils ont appris la mort de Duplessis et mon père a arrêté l'auto dès qu'on est arrivé à Montréal pour acheter un journal. Je sentais qu'il y avait quelque chose d'important qui se passait, mais je suis restée totalement indifférente. À cette époque, les filles ne s'intéressaient pas à la politique, mais les garçons oui. Ça tient à la façon dont les filles étaient élevées. »

Puis elle passe à LA PRESSE, en 1982. « On était en pleine révolution tranquille. Je commençais à m'y intéresser, parce que l'ambiance me portait. Des gars comme Guy Lamarche, Roger Nantel, Jean-V. Dufresne, Jacques Guay en parlaient de façon passionnée. Je les écoutais, mais je

n'étais pas encore mordue. »

Après quoi, à son tour, elle se prit de passion pour la politique, pendant la grande période qu'a connue le Québec, au milieu des années 60. Chroniqueur de l'éducation un peu plus tard — au moment des grands remous: « bill » 63, empoignades linguistiques —, puis correspondante parlementaire, son intérêt n'a fait que croître depuis.

Mieux, elle aime la politique, et aussi les hommes et les femmes qui la font. « C'est une activité

très humaine et qui n'est pas technocratique. Il faut encore faire du porte à porte, plaider, accepter les coups, les blessures narcissiques. Ceux qui font de la politique ont un ego très développé, et il le faut. Johnson hier à Anjou était seul sur scène. S'il avait des soucis personnels, s'il était fatigué, il ne fallait pas que ça paraisse. C'est très dur. J'ai de l'admiration pour des gens qui risquent tant. »

Ses cinq ou six journaux lus (« Le Globe et Mail et les jour-

naux québécois »), ses entrevues faites (« Il faut sortir. J'aime voir les gens, ça fait toute la différence du monde ») elle considère deux de ses chroniques sur trois à la chose publique. Le style est vif, parfois, féroce ou momentanément familier pour mieux frapper les esprits, toujours soigné et au fond à la mesure de son intérêt. « Je ne vois pas ça de façon cynique, dit-elle. En couvrant la politique, je crois que ma sensibilité à l'égard de l'importance du processus démocratique s'est affinée. »

LA REQUÊTE CONTRE L'AMARC

La présence du vérificateur suscite des objections

La présence du vérificateur de la Ville, M. Guy A. Trudel, cité comme témoin dans la

MARIANE FAVREAU

requête contre l'AMARC, a suscité de nombreuses objections de la

part des avocats de l'AMARC, de la Ville de Montréal et de M. Tewfik Saleh.

L'avocat du requérant, Me Emile Colas, a tout de même pu lui faire déposer son rapport de vérification pour l'année 1984, où se situe une grande partie des événements qui ont mené à l'oc-

troï du contrat à un rival de son client, M. Donald Berman.

L'avocat de l'AMARC a voulu rappeler au juge qu'il n'était pas lié par ce rapport, rendu public récemment. Me Pierre Bourque s'objecte aussi à ce qu'on interroge le vérificateur sur les raisons qui sous-tendent le rapport quant

à l'AMARC. Ce que verra le juge Alphonse Barbeau.

M. Trudel a signalé que, s'il fait d'habitude des recommandations, dans son rapport de 1984, il ne tire que des conclusions en ce qui concerne l'AMARC. « Dans le cas des jeux d'adresse, explique-t-il, notre mandat n'était pas de recommander... D'autres constatations ont été faites, mais la seule conclusion rendue publique est dans le rapport. »

Comme Me Colas veut savoir si elles sont tout de même consignées dans un document, l'avocat de la Ville de Montréal s'oppose longuement, citant la charte, les règlements des ordres professionnels et autres.

Le juge Barbeau rappelle, incidemment, qu'un récent jugement oblige le gouvernement fédéral à dévoiler des documents au vérificateur général du Canada. Comme Me Neuville Lacroix continue d'expliquer son objection lundi, on verra alors la décision du juge concernant le témoignage du vérificateur.

Après avoir, la Cour avait entendu divers témoins cités par le requérant. À côté des faits principaux qu'ils ont relatés, leurs témoignages mettent en cause l'at-

titude de M. Guy Tringle, alors directeur général adjoint, à l'égard de M. Berman. « Si on peut se débarrasser de ce gros Ch...là, on va être bien », aurait-il dit au témoin Ghislain Groulx, alors assistant au développement commercial (concessions) de La Ronde. Celui-ci a ajouté que M. Tringle voulait se débarrasser de tous les concessionnaires.

(M. Groulx déclare que M. Tringle ne connaissait rien alors à un pare d'amusement. L'AMARC l'a honorablement mis à pied en 1984, avec sept autres personnes.)

Le témoin Me Barry Stein, conseiller juridique de M. Berman pour la négociation de ses contrats, rapporte d'autres propos de M. Tringle comme quoi M. Berman « ne recevrait pas d'autres cadeaux du ciel ».

Me Stein explique surtout qu'il régnait un climat de confusion et d'incertitude dans les relations de son client et lui-même avec l'AMARC, à l'automne 1984. Le directeur général d'alors ignorait s'il resterait en place (il était simplement « loué » à l'AMARC). Leur contrat pour la saison 1985 était annulé puis remis en vigueur. Il était question de réaménager l'emplacement des jeux mais l'AMARC n'avait pas d'argent.

CONFÉRENCE DE SENSIBILISATION

PSYCHO-NUTRITION pour le maintien autonome du poids (sans régimes, diètes, poudres, etc...)

PROGRAMMATION DU SUB-CONSCIENT ET RELAXATION ANTISTRESS

par LISE PELLETIER, fondatrice des Ateliers ALPHA-SIL-HOUEY-SANTE

653-7730

AUTO-GUÉRISON

par l'interrogation de la mémoire corporelle pour trouver les causes et les solutions des MAL-aises physiques et émotives

par FRANCINE BERGERON, animatrice en autogénération en groupe et individuelle.

849-1478

LE MERCREDI

13 NOVEMBRE à 19h30

HOLIDAY INN RICHELIEU
505, SHERBROOKE EST
(métro Sherbrooke)

ENTRÉE: 7,00\$



VIVRE À L'HÔPITAL LE RESTÉ DE SA VIE!

Votre don sera leur souffle d'espoir!



COMITÉ PROVINCIAL DES MALADES
C.P. 458, SUCC. DESJARDINS, MONTRÉAL H5B 1B5 - (514) 842-3991

Un reçu pour fins d'impôt sera émis pour tous les dons de \$10. et plus

Nom _____
Adresse _____

LE JEUDI DANS DÉCORATION

PAULE PRUD'HOMME ET L'ÉDREDON AU PORTUGAL
par Madeleine Dubuc

la presse

CUISINES • CUISINES • CUISINES • CUISINES

45% DE MOINS que notre liste de prix suggérés sur **NOS CUISINES EN MÉLAMINE**

RÉNOVATION L'ACADIE 337-0702

INNOCENTI

GRANDE VENTE FIN DE SAISON '85
GARANTIE PME 4 ANS
OU 100,000 KM GRATUITE

39 EN STOCK
CHOIX DE COULEURS ET DE MODÈLES.

LOCATION
Ex. Modèle « S » \$116⁹⁶ (48 mois)

Modèle: S — 5995\$ SE — 6495\$
SEA — 6695\$ TURBO — 7995\$
taxes, transport et préparation en sus.

1571, BEAUBIEN EST
Montréal 270-1159

668-6433

155, Boul. des Laurentides, Laval, Québec

le tour du monde à 895\$

Sur la route des connaisseurs avec le Guide des vins et spiritueux

Le Guide des vins et spiritueux: pour vous retrouver en pays de confiance devant tous les produits offerts à la Société des alcools.

Société des alcools du Québec

En vente dans toutes les succursales.

SERAY AUTO INC.
HYUNDAI STELLAR
CHAMBLY 658-4482

Le public est cordialement invité à la 12e assemblée publique d'information du Centre hospitalier de Montréal pour enfants qui aura lieu le lundi 25 novembre 1985 à 13h30 l'Auditorium Forbes-Cushing de l'hôpital 2300, rue Tupper, à Montréal (métro Abtville).

Cette assemblée sera suivie d'une visite commentée lors de notre JOURNÉE D'ACCUEIL (de 14 heures à 20 heures)

Pour plus de renseignements: 934-4307

COMMUNIQUÉ M.I.U.F.

LE PROGRAMME D'AIDE PREND FIN LE SECRET

d'une résidence parfaitement corrigée, salubrité et résultat garantis sans débours du propriétaire.

I) Il y a du NOUVEAU dans les mesures de correction
II) Réduction de la facture de chauffe GARANTIE
III) Vous n'êtes pas obligé de l'enlever
IV) Prévention: Valeur marchande
V) Nous exécutons les travaux même en hiver
VI) Poursuite judiciaire — inopposable

AIR CEL INC. Tel: 738-9064
Tel: sans frais 1(800)361-2945

L. ROCCO EBENISTE

MOBIER DE CUISINE
Style oriental
5 Mx. Bois solide
laque noir.
Choix de couleurs.
Choix de grandeurs de table.
Ord. \$1199
SUPER-SPECIAL

MOBIER DE CHAMBRE style moderne
fini laqué blanc, autres couleurs au choix
Lit 39", 54", 60"
SUPER-SPECIAL \$899

MOBIER DE SALON
2 Mx.
Sofa et chaises
choix de couleurs
GRAND SPECIAL \$695

MANUFACTURIER DE MEUBLES MODERNES OUVERT AU PUBLIC
2414 est. MONT-ROYAL 521-0631 LIVRAISON IMMÉDIATE ou PLAN MISE DE CÔTE

MICRO-BOUTIQUE

PLUS DE 475.00\$ DE RABAIS POUR VOTRE CADEAU A L'ACHAT D'UN APPLE IIc, IIe

NOUVEAU !!
APPLE IIc 128K
MONITEUR COULEUR
CLAVIER BILINGUE

SPÉCIAL 1395.00\$*

*RÉSERVEZ DÈS MAINTENANT VOTRE IIC COULEUR, PRIX VALABLE JUSQU'À FIN NOVEMBRE, sours non comprise

NOUVEAU !!
APPLE IIc 128K
MONITEUR VERT
CLAVIER BILINGUE
NOUVEAU LECTEUR

SPÉCIAL 1395.00\$**

*PRODUITS EN STOCK OFFRE VALABLE JUSQU'À FIN NOVEMBRE

PLUS DE 1500 TITRES DE LIVRES INFORMATIQUE

MICRO-BOUTIQUE
512 BEAUBIEN EST MTL.
METRO BEAUBIEN 270-4477

Super CÂBLÔFÊTE

Offrez-vous le câble pour Noël!

Du 11 nov au 14 déc 2 000\$ en prix par jour!

Avec Vidéotron, vous partez toujours gagnant!

- 115 films et plus par semaine
- 300 émissions de variétés minimum par semaine
- Au moins 300 émissions pour enfants par semaine
- 350 bulletins de nouvelles par semaine
- Plus de 180 documentaires et émissions éducatives par semaine

Panasonic à l'avant-garde du temps

Abonnez-vous au câble ou à la télévision payante entre le 11 novembre et le 14 décembre et courez la chance de gagner l'un des prix quotidiens que fait tirer Vidéotron pendant la Super-CâbloFête:

- Un magnétoscope de marque Panasonic
- Un téléviseur couleur, écran de 20" de marque Panasonic
- Un 2" téléviseur couleur, écran de 14" de marque Panasonic
- Deux abonnements d'un an au câble comprenant:
 - Super Écran
 - Much Music
 - TSN
 - Les frais d'adhésion
 - La taxe
 - Et une 2e prise du câble

Plus vite vous vous abonnez, plus grandes sont vos chances de remporter un de ces super prix.

Procurez-vous les règlements du concours chez Vidéotron, 2000, rue Berri, Montréal, (Québec), H2L 4V7.

Abonnez-vous sans tarder: 281-9850

Les enseignements des MAÎTRES ASCENDÉS

ELIZABETH CLARE PROPHET

Ne manquez pas cette rare occasion d'entendre leur Messagère parler de la science du Verbe, Saint Germain, Maître de l'ère du Verseau, scellera au front les serviteurs de Dieu selon la Prophétie de Saint Jean au chapitre 7 de l'Apocalypse. Le transfert spécial de lumière pour votre protection et accélération sur le chemin spirituel peut être donné seulement quand sa Messagère est physiquement présente. Soyez présents!

Mardi, le 12 novembre 7:00 p.m. Hôtel du Parc, Salle de Bal 3625 Avenue du Parc, Montréal

Conférence en anglais. Certaines parties seront traduites simultanément en français. Prix de l'entrée \$5.00. Pour plus amples renseignements appeler (514) 484-3721.

2 DÉCEMBRE

ÉLECTIONS
QUÉBEC

DU 11 AU 16 NOVEMBRE C'EST LA RÉVISION DES LISTES ÉLECTORALES

**Parce que
votre nom doit
être inscrit et
bien inscrit**

Vous devez absolument être inscrit sur la liste électorale pour exercer votre droit de vote aux élections générales.

EN MILIEU URBAIN (MUNICIPALITÉS DE PLUS DE 2 000 HABITANTS)

Pour toute demande d'inscription, de correction ou de radiation, les électeurs doivent se rendre au bureau de dépôt le plus près de leur domicile. Ces bureaux sont ouverts du 11 au 16 novembre, de 10 h à 22 h.

EN MILIEU RURAL (MUNICIPALITÉS DE 2 000 HABITANTS ET MOINS)

Municipalité de plus d'une section de vote:

Les électeurs d'une section de vote rurale comprise dans une municipalité de plus d'une section de vote qui désirent déposer des demandes d'inscription, de correction ou de radiation, doivent se présenter à la commission de révision établie pour leur municipalité. Cette commission recevra les demandes d'inscription, de radiation et de correction du 11 au 16 novembre, entre

10 h et 12 h 30, 14 h 30 et 17 h 30 et entre 19 h et 22 h.

Municipalité d'une seule section de vote:

Pour toute demande d'inscription, de correction ou de radiation, les électeurs d'une municipalité d'une seule section de vote doivent se présenter chez leurs réviseurs ruraux du 11 au 16 novembre, entre 16 h et 18 h et entre 19 h et 21 h. Leurs adresses sont publiées sur la liste électorale.

BUREAUX DE DÉPÔT ET COMMISSIONS DE RÉVISION RURALES

ANJOU

MONTRÉAL (partie)
Bureau du Directeur
du scrutin
9255, rue de Grosbois ■
Tél.: (514) 353-2414

Résidence Hector-Vinet
9555, rue Hochelaga ■

Centre d'accueil Judith-Jasmin
8850, rue Bisillon ■

ANJOU
Résidence Richelieu Anjou
6020, boul. Joseph-Renaud ■

Centre Roger-Rousseau
7501, av. Rondeau

7293, av. Champchevrier

7340, av. des Closieries

ARGENTEUIL

LACHUTE
Bureau du Directeur
du scrutin
Centre commercial Inc.
505, rue Béthany ■
Tél.: (514) 562-7808

BROWNSBURG
Aréna de Brownsburg
300, rue McVicar ■

CHATHAM
Manoir Saint-Philippe
21, rue Renaud ■

MIRABEL
Salle paroissiale
9381, rue Saint-Jean-Baptiste
Sainte-Scholastique ■

13 504, boul. Curé-Labelle
Saint-Janvier ■

SAINT-COLOMBAN
Bibliothèque municipale
156, côte Saint-Paul ■

Commissions de révision rurales

ARUNDEL
Salle municipale
Route 327 ■

CALUMET
Salle municipale
130, rue Principale ■

GORE
Presbytère anglican
Reverend Coates
Chemin Cambria
Lakefield ■

GRENVILLE, ct
Salle municipale
40, rue Maple ■

GRENVILLE, vl
Salle municipale
21, rue Tri-Jean ■

HARRINGTON
Centre communautaire
Chemin Harrington ■

HUBERDEAU
L'Entraide d'Huberdeau
102, rue Vert-Pré ■

LAC-DES-SEIZ-ÎLES
Salle municipale
47, rue de l'Église ■

MILLE-ÎLES
Salle municipale
62, chemin Mille-Îles ■

MORIN-HEIGHTS

Salle paroissiale
148, chemin Saint-Adolphe ■

SAINT-ADOLPHE-D'HOWARD
Centre des loisirs
110, av. du Collège ■

**SAINT-ANDRÉ-
D'ARGENTEUIL**
Le Domaine familial
1381, chemin de la
chapelle ■

SAINT-ANDRÉ-EST
Centre des loisirs
125, rue Principale ■

WENTWORTH-NORD
Centre de l'Âge-d'or
Laurel ■

BERTRAND

BOUCHERVILLE
Bureau du Directeur
du scrutin
Centre d'achat Place
Boucherville
35, rue de Varennes
Porte 4 ■
Tél.: (514) 641-3057

C.L.S.C. des Seigneuries
160, rue Montarville ■
275, boul. de Mortagne

SAINT-AMABLE
1435, rue Principale ■

SAINT-JULIE
27, rue d'Auteuil ■

VARENNES
2068, rue du Parc ■

BOURASSA

MONTRÉAL-NORD (partie)
Bureau du Directeur
du scrutin
3801, rue Monsolet ■
Tél.: (514) 322-4780

11 515, av. Pelletier ■

10 660, boul. Saint-Michel

10 815, av. Armand-Lavergne

MONTRÉAL (partie)
10 630, av. Larose ■
9999, rue Parthenais

BOURGET

MONTRÉAL (partie)
Bureau du Directeur
du scrutin
3800, rue Radisson ■
Tél.: (514) 255-2881

4000, rue Bossuet

6807, rue de Marseille

700, rue Georges-Bizet

2890, rue Honoré-Beaugrand

CHAMBLÉ

SAINT-BASILE-LE-GRAND
Bureau du Directeur
du scrutin
Centre d'achat Saint-Basile
2, rue Savaria ■
Tél.: (514) 461-0200

CARIGNAN
2049, rue Bachand ■

CHAMBLÉ
Aubaines Jaco
1623, boul. Périgny ■

SAINT-BRUNO-DE- MONTARVILLE

Bibliothèque municipale
82, boul. Seigneuriale
Ouest ■

Bibliothèque municipale
82, boul. Seigneuriale
Ouest ■

SAINT-MATHIAS
Maison Optimiste
7, rue Massé ■

Commissions de révision rurales

**NOTRE-DAME-DE-BON-
SECOURS**
2803, chemin des
Patriotes ■

RICHELIEU
1230, 1^{re} Rue ■

CHAPLEAU

GATINEAU (partie)
Bureau du Directeur
du scrutin
920, boul. Maloney Ouest ■
Tél.: (819) 568-1915

Carré Pallardo
355, boul. Gréber ■

La Légion canadienne
231, boul. Maloney Ouest ■

555, boul. Maloney Est ■

Centre d'achat du Métro
922, boul. Maloney Est ■

CHÂTEAUGUAY

CHÂTEAUGUAY
Bureau du Directeur
du scrutin
265, boul. d'Anjou ■
Tél.: (514) 698-2153

Centre culturel Vanier
15, boul. Maple ■

Service de réadaptation du
Sud-Ouest
273, boul. Saint-Jean-
Baptiste ■

Centre communautaire
Saint-Joachim
13, rue Principale ■

DELSON
Centre sportif de Delson
Salle de conférence
100, av. Delson ■

MERCIER
Centre communautaire
Maurice-Perron
100, boul. Saint-Jean-
Baptiste Est ■

SAINTE-CATHERINE
École Les Bourlingueurs
6705, rue des Marins ■

SAINT-CONSTANT
Centre communautaire
80, rue Brodeur ■

Commission de révision rurale

SAINT-MATHIEU
Centre communautaire
Saint-Mathieu
299, chemin
Saint-Édouard ■

CHOMEDEY

LAVAL (partie)
Bureau du Directeur
du scrutin
4665, boul. Samson ■
Tél.: (514) 682-5588

Laval Catholic High School
2323, boul.
Daniel-Johnson ■

École Leblanc
1595, rue du Couvent ■

Église Holy Name of Jesus
899, boul. Chomedey ■

Hillcrest Elementary School
1125, boul. Elizabeth

Centre Saint-Norbert
475, 66^e Avenue

CRÉMAZIE

MONTRÉAL (partie)
Bureau du Directeur
du scrutin
1615, av. Emile-Journault Est
Salle 43 ■
Tél.: (514) 383-0220

9400, rue Lajeunesse

9810, rue de la Roche ■

655, rue Sauriol Est

2025, boul. Henri-Bourassa
Est ■

255, boul. Henri-Bourassa
Est ■

D'ARCY-McGEE

CÔTE-SAINT-LUC
Bureau du Directeur
du scrutin
5800, boul. Cavendish
Porte 308 ■
Tél.: (514) 487-7270

8100, chemin Côte Saint-Luc

5564, av. Robinson ■

HAMPSTEAD
5569, chemin Queen-Mary

MONTRÉAL (partie)
6465, av. Chester ■

5361, rue Snowdon

DEUX-MONTAGNES

SAINT-EUSTACHE
Bureau du Directeur
du scrutin
350, boul. Arthur-Sauvé ■
Tél.: (514) 491-3124

Centre communautaire
367, rue Godard ■

H.L.M.
350, rue de l'Accueil ■

DEUX-MONTAGNES
Église protestante
214, 14^e Avenue ■

POINTE-CALUMET
214, 43^e Avenue ■

SAINT-JOSEPH-DU-LAC
Hôtel de ville
1110, rue Principale ■

**SAINT-MARTHE-
SUR-LE-LAC**
H.L.M.
3115, rue
Sainte-Madeleine ■

Commissions de révision rurales

OKA, p
2029, chemin Oka

OKA, sd
Hôtel de ville
183, rue des Anges ■

SAINT-PLACIDE, p
Salle municipale
281, rang Saint-Vincent ■

DORION

MONTRÉAL (partie)
Bureau du Directeur
du scrutin
1260, rue Jean-Talon Est
Tél.: (514) 277-1992

7930, rue Marquette

8323, rue Saint-Gérard

660, rue Villeray

6767, rue Cartier ■

1025, rue Bélanger

FABRE

LAVAL (partie)
Bureau du Directeur
du scrutin
549, boul. Samson
Sainte-Dorothée ■
Tél.: (514) 689-6870

2055, 19^e Avenue
Laval-Ouest

1017, 18^e Avenue
Fabreville

1025, 61^e Avenue
Fabreville

636, rue Gertrude
Fabreville

405, rue Félixien
Fabreville ■

GOVIN

MONTRÉAL (partie)
Bureau du Directeur
du scrutin
6455, av. Christophe-Colomb
Porte 200 ■
Tél.: (514) 273-2661

6520, rue de Saint-Vallier ■

5940, rue Chabot

2602-A, rue Beaubien Est

2565, rue Holt

GROULX

SAINTE-THÉRÈSE
Bureau du Directeur
du scrutin
300, rue Scard, porte 9 ■
Tél.: (514) 435-0604

Collège Lionel-Groulx
100, rue Duquet ■

BLAINVILLE
Centre communautaire
990, chemin du
Camp-Bouchard ■

BOISBRIAND
Édifice Grande-Allée
946, rue Grande-Allée ■

BOIS-DES-FILION
393, chemin
Adolphe-Chapleau ■

LORRAINE

Centre communautaire
Louis-Saint-Laurent
10, place Dabo ■

ROSEMÈRE

Hôtel de ville
100, rue Charbonneau ■

HULL

HULL
Bureau du Directeur
du scrutin
Village Place Cartier
425, boul. Saint-Joseph ■
Tél.: (819) 770-8270

49, rue Moncion ■

80, rue Laval ■

Centre hospitalier La Pieta
273, rue Laurier ■

127, boul. Riel ■

10, rue Cartier

JACQUES-CARTIER

POINTE-CLAIRE
Bureau du Directeur
du scrutin
477, av. Delmar ■
Tél.: (514) 694-9172

Église St. John the Baptist
233, av. Sainte-Claire

Salle Sainte-Jeanne-de-Chantal
14, boul. des Sources

DORVAL

Église St. Veronica
1300, av. Carson

LACHINE (partie)
Église Saint-Paul
377, 44^e Avenue ■

JEANNE-MANCE

SAINT-LÉONARD (partie)
Bureau du Directeur
du scrutin
4591, rue Jarry Est ■
Tél.: (514) 374-2823

Bibliothèque municipale de
Saint-Léonard

8420, boul. Lacordaire ■

Pavillon Ferland
6020, boul. Lavoisier ■

Pavillon Pie XII
5200, boul. Lavoisier ■

Pavillon Delorme
6020, boul. Robert ■

MONTRÉAL (partie)
Centre éducatif communautaire
René-Goupil
4105, 47^e Rue ■

L'ACADIE

MONTRÉAL (partie)
Bureau du Directeur
du scrutin
11 100, boul. de l'Acadie ■
Tél.: (514) 333-8830

11 167, rue de Saint-Réal

Les Habitations de Salaberry
2175, rue de Salaberry ■

Église Saint-Benoît
500, rue Fleury Ouest

SAINT-LAURENT (partie)
Foyer Saint-Laurent
1056, chemin de la
Côte-Vertu ■

Centre d'accueil Sénégal
1150, rue Deguire ■

313, rue Bleignier

LAFONTAINE

MONTRÉAL (partie)
Bureau du Directeur
du scrutin
12 125, rue Notre-Dame
Est ■
Tél.: (514) 645-7489

499, 9^e Avenue ■

13 950, rue Notre-Dame
Est ■

15 635, rue Notre-Dame
Est ■

8555, boul.
Maurice-Duplessis ■

8655, boul. Perras ■

9553, boul. Gouin Est ■

MONTRÉAL-EST

242, av. Dubé

LAPORTE

GREENFIELD-PARK
Bureau du Directeur
du scrutin
234, av. Victoria ■
Tél.: (514) 465-9613

983, rue Cummings

LEMOYNE

Club de l'Âge d'or
173, rue René-Philippe ■

SAINT-LAMBERT

Collège Durocher
857, promenade Riverside ■

Maison Desaulniers
574, av. Notre-Dame ■

Club des Lions de
Saint-Lambert
250, av. Saint-Laurent ■

LAPRAIRIE

BROSSARD
Bureau du Directeur
du scrutin
Centre communautaire la
Résurrection
7685, boul. Milan ■
Tél.: (514) 445-8600

Place Portobello
(entrée pharmacie)
7350, boul. Taschereau ■

Place Brossard
3200, boul. Lapinière ■

Mail Champlain
(entrée cinéma)
2150, boul. Lapinière ■

**CANDIAC ET
SAINT-PHILIPPE**
Centre socio-culturel de
Candiac
125, chemin Handel ■

LA PRAIRIE
Place la Cité
50, boul. Taschereau ■

L'ASSOMPTION

REPENTIGNY
Bureau du Directeur
du scrutin
577, rue Notre-Dame
Porte 155 ■
Tél.: (514) 582-1720

Résidence Rive-Nord
739, rue Notre-Dame ■

C.L.S.C.
630, rue Marseille ■

229, place Jean-Talon

CHARLEMAGNE
Salle le Berpail
60, rue Saint-Paul ■

L'ASSOMPTION, ville
L'ASSOMPTION, paroisse
Hôtel de ville
399, rue Dorval ■

LE GARDNER
Hôtel de ville
1, montée des Arseneaux ■

L'ÉPIPHANIE, ville
L'ÉPIPHANIE, paroisse
Centre communautaire
Guy-Melançon
68, rue Amireault ■

SAINT-GÉRARD-MAJELLA
Hôtel de ville
2800, Route 343 ■

Commission de révision
rurale

SAINT-SULPICE
109, rue Notre-Dame ■

LAURIER

MONTRÉAL (partie)
Bureau du Directeur
du scrutin
110, boul. Crémazie Ouest
Porte 025 ■
Tél.: (514) 383-7580

8445, av. Bloomfield ■

7265, rue Durocher ■

387, rue Beauvillier Est ■

8135, rue Drolet ■

LAVAL-DES-RAPIDES

LAVAL (partie)
Bureau du Directeur
du scrutin
1200, boul. Saint-Martin Ouest
Porte 130 ■
Tél.: (514) 662-2697

Presbytère Bon Pasteur
400, rue Laurier

Église Saint-Claude
80, rue Meunier

393, rue Alexandre

Presbytère Notre-Dame de
Pontmain
123, boul. des Prairies ■

605, boul. de la Concorde Ouest
Porte 4

MAISONNEUVE

MONTRÉAL (partie)
Bureau du Directeur
du scrutin
3452, rue Ontario Est
Porte 03 ■
Tél.: (514) 526-2839

Église Notre-Dame-des-Victoires
5753, av. Pierre-de-Coubertin

Habitations Viauville
4920, rue La Fontaine ■

Habitations Desjardins
4210, rue La Fontaine ■

Habitations Nicolet
3760, rue Sainte-Catherine
Est ■

MARGUERITE-BOURGEOYS

LASALLE (partie)
Bureau du Directeur
du scrutin
61, 66^e Avenue ■
Tél.: (514) 363-1080

Centre récréatif de Ville LaSalle
705, 11^e Avenue ■

7813, rue Tétrault ■

1865, rue Bélique ■

Centre récréatif
705, 75^e Avenue

MARIE-VICTORIN

LONGUEUIL (partie)
Bureau du Directeur
du scrutin
468, rue Saint-Jean ■
Tél.: (514) 677-9131

Le Saint-Malo
390, rue Bord-de-l'Eau
Ouest ■

Édifice Tennis Longueuil
550, boul. Curé-Poirier
Ouest ■

2318, rue Westgate

1125, rue Duvernay

MARQUETTE

LACHINE (partie)
Bureau du Directeur
du scrutin
685, rue Notre-Dame ■
Tél.: (514) 634-7254

Centre d'accueil de Lachine
650, place d'Accueil ■

Centre de loisirs Albert-Gariépy
800, rue Sherbrooke ■

LASALLE (partie)
Hôtel de ville de LaSalle
55, av. Dupras
(entrée av. Riverview) ■

Centre Clément
0115, rue Jean-Milot ■

SAINT-PIERRE
Aréna de Saint-Pierre
183, rue des Érables ■

MASKINONGÉ

YAMACHICHE
Bureau du Directeur
du scrutin
140, rue Saint-Jacques ■
Tél.: (819) 296-3723

LOUISEVILLE
Local des Scouts
(stationnement de l'église)
40, avenue Saint-Laurent

POINTE-DU-LAC
Centre communautaire
100, rue du Parc ■

SAINT-ALEXIS-DES-MONTS
Hôtel de ville
101, rue Hôtel-de-Ville

**SAINT-ANTOINE-DE-LA-
RIVIÈRE-DU-LOUP**
Motel Juana
591, boul. Saint-Laurent Est
Porte 10

SAINT-ÉTIENNE-DES-GRÈS
Hôtel de ville
1260, rue Saint-Alphonse ■

TROIS-RIVIÈRES-OUEST
Centre communautaire
350, côte Richelieu ■

Commissions de révision rurales

CHARENTE
Centre des loisirs de Charente
Rue Armand-A.-Samson

MASKINONGÉ
Centre communautaire
(vestiaire)
11, rue Marcel ■

SAINT-ANGÈLE
Salle Érablière
281, domaine
Feuille-d'Érable ■

**SAINT-ANNE-
D'YAMACHICHE**
Viateur Héroux (garage)
462, boul. Trudel

SAINT-BARNABÉ
Pavillon La Corvée
105, av. Mgr Duguay

**SAINT-ÉDOUARD-DE-
MASKINONGÉ**
Salle municipale
3800, rue Saint-André

SAINT-ÉLIE
Foyer Plante Inc.
93, rue Saint-Denis

**SAINT-JOSEPH-DE-
MASKINONGÉ**
Salle Beauséjour
42, rang Beauséjour

SAINT-JUSTIN
Domaine Lefebvre
1360, rue Gérin

SAINT-LÉON-LE-GRAND
Centre des loisirs de Saint-Léon
186, rue des Ambroises

SAINT-PAULIN, p
Léo Beaudin Meubles
2371, rang Renversy ■

SAINT-PAULIN, vl
Hôtel de ville
(bureau du maire)
2875, rue Lafleche

SAINT-SÈVÈRE
Salle municipale
47, rue Principale

SAINT-URSULE
Centre des loisirs Sainte-Ursule
185, rue Lessard

YAMACHICHE
Centre paroissial de
Yamachiche, porte 3
1570, rue Sainte-Anne

MÉGANTIC-COMPTON

LAG-MÉGANTIC
Bureau du Directeur
du scrutin
Centre de réadaptation
Estrie Inc.
(Atelier le 7 de trèfle)
6435, rue Notre-Dame
Tél.: (819) 583-3034

EAST-ANGUS
Hôtel de ville East-Angus
146, rue Angus Nord ■

Commissions de révision rurales

AUDET
Salle municipale
Chemin Principal ■

BARFORD
Résidence Pierre Jubinville
183, Route 141 ■

BURY
Salle municipale
Rue Principale ■

COOKSHIRE
Hôtel de ville
220, rue Principale Est ■

DITTON
Salle municipale
18, rue Chartier ■

DUDSWELL
Hôtel de ville
900, rue du Lac

EATON
Centre de loisirs
Route 210

FRONTENAC
Hôtel de ville
2430, rue Saint-Jean ■

LAG-DROLET
Salle municipale
687, rue Principale

LAMSTON
Hôtel de ville
230, rue du Collège ■

LINGWICK
Hôtel de ville
Route 108 ■

MARLBTON
Salle municipale
193, rue Principale ■

MANTYS
Hôtel de ville
1244, rue Principale

NEWPORT
Association jeunesse Lawrence
Route 210

NOTRE-DAME-DES-BOIS
Centre communautaire
35, côte de l'Église ■

**SAINT-AUGUSTIN-DE-
WOBURN**
Salle de l'O.T.J.
515, rue O.T.J.

SAINT-OSÉILLE-DE-WHITTON
Hôtel de ville
4070, rue Principale

**SAINT-EDWIGNE-DE-
CLIFTON**
Hôtel de ville
203, rue Principale ■

SAINT-GÉRARD
Hôtel de ville
143, rue Principale

SAINT-ISIDORE-D'AVONKLAND
Salle des loisirs
Route Clifton ■

SAINT-ROMAIN
Hôtel de ville
125, rue du Couvent

SAINT-SÉBASTIEN
Centre Paul VI
582, route Principale ■

SAWYERVILLE
Sous-sol du presbytère
Notre-Dame-du-Rosaire
4, chemin Randboro

SCOTSTOWN
Hôtel de ville
101, rue Victoria Ouest

STORNOWAY
Corporation municipale
507, Route 108

STRATFORD
Sous-sol de l'église Saint-Gabriel
170, av. Centrale Nord ■

WEEDON
Résidence Jean-Noël Fontaine
2398, Route 112 ■

WEEDON-CENTRE
Hôtel de ville
450, 2^e Avenue ■

WESTBURY
Résidence Allan Bell
187, chemin Cookshire
Route 214

MERCIER

MONTRÉAL (partie)
Bureau du Directeur
du scrutin
4750, av. Henri-Julien ■
Tél.: (514) 845-6171

Centre de réadaptation
Lucie-Bruneau
2275, av. Laurier Est ■

Collège français
185, av. Fairmount Ouest

Église Saint-Stanislas de Kostka
Salle Garnier
4816, rue Garnier

Église Saint-Denis
454, av. Laurier Est

MILLE-ÎLES

LAVAL (partie)
Bureau du Directeur
du scrutin
3540, boul. de la Concorde ■
Tél.: (514) 664-1470

3245, boul. Saint-Martin
Est ■

1800, boul. Cartier ■

4895, rue Saint-Joseph ■

6095, boul. des Mille-Îles ■

8425, rue Chartrand

MONT-ROYAL

MONTRÉAL (partie)
Bureau du Directeur
du scrutin
3600, av. Barclay
Porte 405 ■
Tél.: (514) 340-9404

Centre hospitalier des
convalescents
6363, chemin Hudson ■

École Coronation
4860, rue Vézina

MONT-ROYAL
École Algonquin
555, av. Mitchell ■

Villa Mont-Royal
275, av. Brittany ■

NELLIGAN

KIRKLAND
Bureau du Directeur
du scrutin
3153, boul. Saint-Charles ■
Tél.: (514) 694-9262

BAIE-D'URFÉ
St. Giles Presbyterian Church
677, Victoria Drive ■

BRACONSFIELD
Beaconsfield United Church
202, Woodside Road

Beaurepaire United Church
25, avenue Fieldfare ■

PIERREFONDS (partie)
C.L.S.C.
15 700, boul. Pierrefonds ■

SAINT-ANNE-DE-BELLEVUE
Hôpital Sainte-Anne
305, rue Saint-Pierre ■

SAINT-GENEVIÈVE
Centre d'accueil Domrémy
15 693, boul. Gouin Ouest ■

**SAINT-RAPHAËL-DE-L'ÎLE-
BIZARD**
Centre d'accueil Denis B. Viger
3292, rue Cherrier Est ■

Commission de révision rurale

SENNEVILLE
Pavillon Senneville
55, chemin Senneville ■

NOTRE-DAME-DE-GRÂCE

MONTRÉAL (partie)
Bureau du Directeur
du scrutin
6205, rue Sherbrooke
Ouest ■
Tél.: (514) 487-1433

Église
Sainte-Catherine-de-Sienne
4680, av. Belmore

Église estorienne St. John
4345, av. Marcell

Église Robert-Campbell
2225, av. Régent ■

Église luthérienne
La Réconciliation
4850, rue
Grand-Boulevard ■

MONTRÉAL-OUEST
Église Unie de Montréal Ouest
88, av. Ballantyne Nord ■

ORFORD

MAGOG, ville
Bureau du Directeur
du scrutin
1400, rue Sherbrooke ■
Tél.: 1-800-567-2717
(819) 847-1313

COATICOOK
Salle des Troubadours de la Vie
20, rue Gérin-Lajoie ■

MAGOG, canton
Salle municipale Magog Canton
Chemin Southière

ROCK FOREST
Hôtel de ville
4339, boul. Bourque ■

SAINT-ÉLIE-D'ORFORD
Centre communautaire
163, 8^e Rang Sud ■

Commissions de révision rurales

AYER'S CLIFF
Patinatoire municipale
169, rue Tyler

BARNSTON
Salle municipale
Village de Barnston

BARNSTON-OUEST
Poterie Rozinska
Chemin Way's Mills
Way's Mills

BEEBE-PLAIN
94, rue Main

DEAUVILLE
Hôtel de ville
7894, boul. Bourque ■

HATLEY, ct
Denise Smith
Chemin Capelton

NORTH-HATLEY
La Maison Blanche
977, chemin Massawippi ■

OGDEN
Faye Dustin
Chemin Boynton

OMERVILLE
Salle municipale
51, rue Saint-Jacques Ouest

ORFORD
Salle municipale
Route 141

ROCK-ISLAND
Église Notre-Dame-de-la-Merci
18, boul. Notre-Dame

**SAINT-CATHERINE-DE-
HATLEY**
Chez Tout Le Monde
(entrée de la galerie d'art)
Route 108
Katevale

STANSTAD
Social Murray Memorial
Route 247
Georgeville ■

STANSTAD-EST
Monsieur Wilfrid Gaulin
Chemin Curtis

STANSTAD-PLAIN
Hôtel de ville
79-A, rue Dufferin

OUTREMONT

MONTRÉAL (partie)
Bureau du Directeur
du scrutin
5787, av. Décelles, porte 8 ■
Tél.: (514) 737-1800

Centre communautaire
Université de Montréal
2332, boul.
Édouard-Montpetit ■

OUTREMONT
École St. Mary-Magdalen
655, av. Outremont ■

Édifice Strathcona,
Université de Montréal
520, chemin de la Côte-Sainte-
Catherine, porte 436 ■

FAITES REMBOURRER VOS MEUBLES À PRIX SPÉCIAL



JUSQU'À **50%** DE RABAIS

sur tous les tissus d'ameublement en stock

30% DE RABAIS

sur tissus de première qualité. Tissus d'ameublement de grandes marques.

- Estimation gratuite.
- Main-d'œuvre garantie 5 ans par écrit.
- Livraison dans un délai de 5 jours, sur demande.
- Bas prix imbattables résultant d'un grand pouvoir d'achat.

Pour bénéficier d'un travail de 1^{re} qualité, faut s'adresser sans hésiter à:

N'HÉSITEZ PAS, APPELEZ:

253-1400

NOUS AVONS UN REPRÉSENTANT PRÈS DE CHEZ VOUS

LUCIEN



Division 89117 Canada Ltée
2475, LECLAIRE, MONTRÉAL, QUÉBEC H1V 3A6

LAVAL: pour Ste-Rose et Fabreville
Voyez FERNAND DEMEULE
215, boul. LABELLE, Ste-Rose 253-2508

LE MERCREDI DANS

ALIMENTATION



LE POISSON DU PORTUGAL

par Françoise Kayler

la presse

En Afrique centrale, 15% des hétérosexuels sont peut-être porteurs du SIDA

■ (D'après AFP) — Près de 15 p. cent des hétérosexuels d'Afrique centrale sont peut-être porteurs du SIDA et les prostituées constitueraient un groupe à haut risque pour la diffusion du syndrome immuno-déficitaire acquis, selon des chercheurs américains et belges.

Le virus du SIDA s'est disséminé déjà profondément dans la population africaine, selon une étude publiée dans le Journal of the American Medical Association de Chicago.

La transmission hétérosexuelle du SIDA est très peu commune aux États-Unis mais des études doivent être réalisées d'urgence pour considérer la signification de la dissémination de la maladie par contact avec des prostituées aux États-Unis et en Europe.

L'étude a été effectuée sur 250 Africains en Belgique et au Rwanda — des Zairiens et des Rwandais en majorité — par des chercheurs de l'hôpital Saint-Pierre de Bruxelles et l'Institut national du cancer de Bethesda (banlieue de Washington). Sur 24 victimes du SIDA examinées au Rwanda, 12 des 17 hommes ont admis avoir eu des rapports sexuels avec des prostituées. Trois des quatre femmes du groupe de malades étaient des prostituées.

Les chercheurs, dirigés par le Dr Nathan Clumeck (Belgique), ont procédé à des examens sur des malades du SIDA, des malades atteints des symptômes associés au SIDA, des prostituées, des donneurs de sang et des sujets-témoins sains.

Ces personnes, âgées de 16 à 49 ans, ont toutes affirmé être hétérosexuelles et ne pas utiliser de drogues par injection intravei-

neuse. Une seule, une Rwandaise malade du SIDA, avait reçu une transfusion sanguine, au cours des cinq dernières années.

Selon les examens sanguins effectués à Butare (Rwanda), 67 sur 84 prostituées étaient porteuses du virus du SIDA. Quarante-six des 53 victimes du SIDA avaient le virus ainsi que 29 des 33 personnes atteintes des symptômes associés au SIDA.

Les examens ont permis de déceler la présence du virus chez 40 Africains en bonne santé testés à leur entrée en Belgique. Huit des 51 donneurs de sang examinés à Kigali (Rwanda) étaient porteurs.

Les Français ne changent pas leurs habitudes sexuelles

Pour deux Français sur trois, le SIDA est la maladie des homosexuels et seulement 2 p. cent des Français ont changé leurs pratiques sexuelles à cause du nouveau virus, indique un sondage IPSOS publié dans le magazine concernant les homosexuels Gai Pied Hebdo.

Ce sondage réalisé auprès de 900 adultes montre que très peu de Français ont compris que le virus du SIDA pouvait également se transmettre au cours de rapports hétérosexuels — une femme pouvant, par exemple, transmettre le virus après avoir été contaminée en se droguant avec des seringues souillées, ou en ayant eu des rapports avec un toxicomane ou un bisexuel porteur du SIDA.

Douze pays de l'OTAN ont par ailleurs décidé la mise en oeuvre de mesures préventives communes pour lutter contre la propagation du SIDA chez les militaires, a annoncé hier à Bruxelles le ministre belge de la Défense, M. Freddy Vreven.

2 DÉCEMBRE ÉLECTIONS QUÉBEC

Presbytère des Pères
du Très-Saint-Sacrement
500, av. du Mont-Royal Est

SAINT-LAURENT

SAINT-LAURENT (partie)
Bureau du Directeur
du scrutin

1919-A, boul. Keller ■
Tél.: (514) 336-2506

1865, chemin Laval ■

665, rue Gratton ■

765, rue Saint-Germain ■

MONTRÉAL (partie)

12 285, rue Cousineau ■

12 239, rue Saint-Évariste ■

SAINT-LOUIS

MONTRÉAL (partie)
Bureau du Directeur
du scrutin

515, rue Sainte-Catherine
Ouest, porte 820 ■
Tél.: (514) 285-1117

Centre multi-ethnique
Saint-Louis

3553, rue Saint-Urbain ■

Habitation Jeanne-Mance

200, rue Ontario Est ■

Y.M.C.A.

1441, rue Drummond ■

Hôpital général de Montréal

1650, av. Cedar Ouest ■

SAINTE-ANNE

MONTRÉAL (partie)
Bureau du Directeur
du scrutin

1880, rue Centre, 3^e étage ■
Tél.: (514) 931-8438

C.E.D.A.

2515, rue Delisle ■

VERDUN (partie)

Sous-sol de l'église
Notre-Dame-des-Sept-Douleurs
284, av. de l'Église

Centre communautaire
de l'Île des Soeurs

260, parc Elgar ■

Structures Métropolitaines

1, place du Commerce

Île des Soeurs

SAINTE-MARIE

MONTRÉAL (partie)
Bureau du Directeur
du scrutin

2120, rue Sherbrooke Est ■
Porte 207

Tél.: (514) 525-2523

1830, rue Saint-Germain ■

1850, rue Bercy

Porte 200 ■

2485, boul. de Maisonneuve
Est ■

SAUVÉ

MONTRÉAL-NORD (partie)
Bureau du Directeur
du scrutin

6315, boul. Henri-Bourassa
Est ■

Tél.: (514) 328-2245

6880, boul. Gouin Est ■

4975, boul. Gouin Est ■

10 975, av. Alfred ■

5930, rue Arthur-Chevrier

11 905, boul. Sainte-Colette

SHEFFORD

GRANBY, ville
Bureau du Directeur
du scrutin

320, boul. Leclerc Ouest

Porte 30 ■

Tél.: (514) 378-4076

125, rue Simonds Sud ■

77, rue Principale ■

700, rue Denison Ouest

GRANBY, canton

735, rue Dufferin ■

SHEFFORD

1054, rue Denison Est ■

WATERLOO

417, rue de la Cour

(entrée Sud) ■

Commissions de révision
rurales

ROXTON POND, p

Cabane familiale

2119, Route 139

Roxton Pond ■

ROXTON POND, vi

901, rue Saint-Jean ■

SAINTE-CÉCILE-DE-MILTON

136, 3^e Rang Est, rue
Principale ■

SAINT-JOACHIM-DE-SHEFFORD

567, 1^{er} Rang Ouest

SHERBROOKE

SHERBROOKE (partie)
Bureau du Directeur
du scrutin

16, rue Metcalfe ■

Tél.: (819) 821-4200

3050, boul. Portland ■

222, rue Frontenac ■

2500, boul. Université ■

1010, rue Fairmount

286, rue Brooks

TAILLON

LONGUEUIL (partie)
Bureau du Directeur
du scrutin

3100, rue Mousseau ■

Tél.: (514) 468-4369

1360, rue Laurier ■

96, rue Léo

220, rue d'Auvergne, app. 1

541, rue Fontainebleau Nord

1851, rue Beauharnois

TERREBONNE

TERREBONNE
Bureau du Directeur
du scrutin

536, rue Louisbourg

(coin rue Masson et rue
Langlois) ■

Tél.: (514) 471-8498

C.L.S.C.

4625, boul. des Seigneurs ■

Centre communautaire

295, rue Normand ■

LACHENAIE

Clinique médicale Saint-Charles

1768, boul. Saint-Charles ■

LA PLAINE

École du Boisé

1260, rue Rodrigue ■

MASCOUCHE

Centre la Ruche

1280, boul. Saint-Henri ■

Buffet Louis-Philippe

224, chemin des Anglais

VACHON

SAINT-HUBERT
Bureau du Directeur
du scrutin

5950, boul. Cousineau, B-15

Tél.: (514) 445-4982

5400, boul. Payer ■

3500, boul. Mountainview ■

3880, rue LeBrosse ■

3791, rue Windsor

2060, rue Holmes ■

VERCHÈRES

BELOEIL
Bureau du Directeur
du scrutin

537, boul. Laurier ■

Tél.: (514) 464-1700

Centre d'accueil

425, rue Hubert ■

CONTRECOEUR

4700, boul. Marie-Victorin ■

McMASTERVILLE

105, boul. Richelieu ■

MONT-SAINT-HILAIRE

439, boul. Laurier ■

OTTERBURN-PARK

545, chemin des Patriotes ■

VERCHÈRES

Hôtel de ville

581, boul. Marie-Victorin ■

Commissions de révision
rurales

CALIXA-LAVALLÉE

Salle municipale

771, chemin de la Beauce

LA PRÉSENTATION

École la Présentation

609, rue Desmarais ■

SAINT-ANTOINE-SUR-RICHELIEU

1189, rue Réjean

SAINT-CHARLES

Bureau de la municipalité

405, chemin des Patriotes

SAINT-DENIS, p

713, Route 137 ■

SAINT-DENIS, vi

Hôtel de ville

275, rue Nelson

SAINT-MADELEINE

Salle des Chevaliers de Colomb

210, av. Sainte-Anne ■

SAINT-MARIE-MADELEINE

3390, rue des Plaines

SAINT-MARC-SUR-RICHELIEU

École Saint-Marc (ancienne)

101, rue de l'Église

SAINT-MATHIEU-DE-BELOEIL

Hôtel de ville

5000, des Loisirs ■

SAINT-ROCH-DE-RICHELIEU

665, rue Saint-Pierre

VERDUN

VERDUN (partie)
Bureau du Directeur
du scrutin

4623, rue Wellington ■

Tél.: (514) 765-8877

4809, av. Bannantyne ■

494, av. Richard

394, av. Argyle

LASALLE (partie)

174, 3^e Avenue ■

VIAU

MONTRÉAL (partie)
Bureau du Directeur
du scrutin

3750, boul. Crémazie Est

Porte 101 ■

Tél.: (514) 374-3594

9000, 7^e Avenue ■

8383, 14^e Avenue ■

2430, av. Charland

3000, rue Jean-Talon Est ■

7979, 8^e Avenue

VIGER

SAINT-LÉONARD (partie)
Bureau du Directeur
du scrutin

5961, rue Bélanger Est ■

Tél.: (514) 253-7753

Carrefour des rabais Langellier

7373, boul. Langellier ■

Centre professionnel D.E.M.

4570, rue Jean-Talon Est

(coin rue Provencher)

Porte 100, sous-sol

MONTRÉAL (partie)

Presbytère Notre-Dame-du-Foyer

5999, 40^e Avenue

Ma maison Saint-Joseph

5605, rue Beaubien Est ■

6825, rue Beaubien Est

App. 2, sous-sol

VIMONT

L'Ontario plus sévère pour ses conducteurs ivres

TORONTO (d'après CP) — Les Ontariens reconnus coupables d'avoir conduit leur véhicule en état d'ébriété verront bientôt leur permis de conduire suspendu pour un an, et ce dès la première condamnation, a fait savoir hier M. Ian Scott, procureur général de l'Ontario.

Quant aux conducteurs reconnus coupables d'une deuxième infraction pour conduite en état d'ivresse, leur permis de conduire sera suspendu pour deux ans, a précisé M. Scott, qui s'adressait au parlement ontarien.

En vertu de la loi actuelle, une première condamnation entraîne une suspension du permis de trois mois et la deuxième une suspension de six mois.

« Je crois fermement que l'on doit faire savoir aux personnes qui boivent et qui conduisent leur voiture qu'ils courent le risque de perdre leur permis de conduire pour un bon bout de temps », a dit M. Scott.

« Ces mesures mettront l'accent sur le fait que détenir un permis de conduire constitue un privilège dont on ne doit pas abuser », a conclu M. Scott.

CP Rail doit reprendre un ouvrier diabétique

OTTAWA (PC) — Un tribunal de la Commission canadienne des droits de la personne a établi, hier, qu'une compagnie n'a pas le droit de refuser d'embaucher un handicapé pour la seule raison qu'il peut constituer un facteur de risque.

Le président du tribunal, M. Peter Cumming, a donc accordé à un diabétique renvoyé par CP Rail \$3 087 en salaires rétroactifs et une autre chance d'être affecté à l'entretien de la voie.

CP Rail, de plus, devra verser \$4 176 au gouvernement fédéral pour rembourser l'assurance-chômage payée à M. Wayne Mahon, de Port Colborne en Ontario.

Diabétique depuis 1974, M. Ma-

hon a travaillé pendant huit mois comme préposé à l'entretien de la voie de CP Rail, en 1977, avant d'être mis à pied. Un an plus tard, il a été rappelé mais, quelques jours avant la date fixée, la compagnie lui a fait savoir qu'il était refusé à cause de sa dépendance de l'insuline.

M. Cumming, qui est professeur de droit, a fait remarquer qu'il n'y a qu'une chance sur 10 000 pour que M. Mahon ait une réaction pouvant causer des blessures à lui-même, à ses compagnons de travail ou au public.

En quittant CP Rail, M. Mahon a travaillé comme foreur sur une plate-forme pétrolière. Il est actuellement manoeuvre à Welland, en Ontario.

Un virus derrière la sclérose en plaques?

NEW YORK (AP) — Des chercheurs ont découvert, dans le sang et le fluide rachidien de malades atteints de sclérose en plaques, un nouveau virus qui pourrait être responsable de la terrible maladie.

Ce virus, non encore identifié, ressemble de près au HTLV-I.

cause d'une certaine forme de leucémie. Il a été décelé dans certains globules blancs, les leucocytes T, du fluide rachidien qui baigne le cerveau et la moelle épinière.

Selon l'un des chercheurs, Elaine Defreitas, immunologue de

l'institut Wistar de Philadelphie, son groupe « ne prétend pas que le nouveau virus est la cause de la sclérose en plaques, parce que nous ne disposons pas d'éléments suffisants pour le prouver ». « Nous ne pouvons que dire qu'il semble clair, à partir de nos résultats, que l'acide nucléique du virus est présent dans 36 p. cent

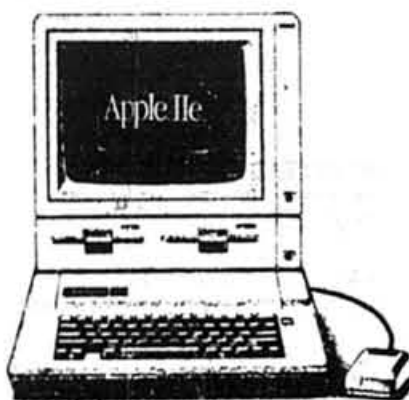
des malades que nous avons examinés ».

La maladie s'attaque à la myéline, une sorte d'isolant qui entoure les fibres nerveuses et provoque le durcissement et la sclérose des cellules nerveuses, entraînant la paralysie des fonctions motrices.

Voici tout ce qu'il vous faut pour apprendre l'informatique à la maison

BONI DE NOËL

L'offre des Fêtes Apple: des certificats-boni valant jusqu'à 475\$ de rabais sur des accessoires et des logiciels.



APPLE IIe ou Iic



• Deux tourne-disquettes 128 K, 80 FPL • Moniteur vidéo

L'APPLE IIe et Iic est l'ordinateur le plus universel... Celui qui possède le plus grand choix de logiciels.

UNE VISITE VOUS CONVAINCRA!

L'APPLE IIe et Iic l'ordinateur universel:
1) Applications pédagogiques 2) Traitement de textes
3) Tenue de livres (en français)
4) Etude de la programmation
5) Utilisation familiale
6) Autres

LA MAISON DE L'ORDINATEUR
Depuis 1981

Le plus vaste choix de livres d'informatique au CANADA et du logiciel (de Laval)

Centre 2000
3195, boul. St-Martin ouest
LAVAL (Québec)
H7T 1A3 687-9897

AVEZ LA FIERTE DE POSSÉDER UN APPLE!

Pour de nouvelles idées de décoration, venez voir notre vaste choix d'articles.

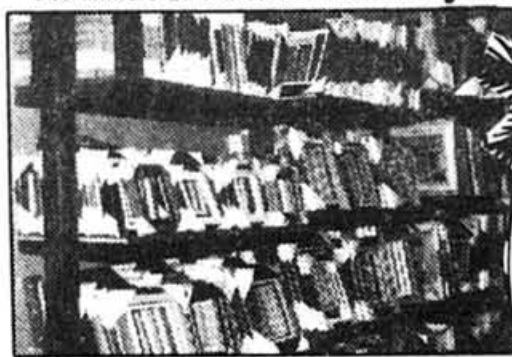
Des milliers de PEINTURES À L'HUILE en RÉDUCTION pour fêter l'OUVERTURE de notre 9^e succursale à SAINT-LEONARD (Carrefour Rabais Langelier)

Pour Noël, une idée nouvelle: UNE PEINTURE À L'HUILE

Format CADEAU 8" x 10" rég. de \$35 à \$40 \$19 CADRE INCLUS

FAITES ENCADRER UN SOUVENIR

Des milliers de cadres standard en magasin



30 à 50% DE RABAIS

SUGGESTION CADEAU MATÉRIEL D'ARTISTE

SPÉCIAUX D'AVANT-NOËL SUR TOILES MONTÉES

EXEMPLES	RÉG.	SPECIAL
8" x 10"	\$4.95	\$2.95
12" x 16"	\$7.45	\$4.75
16" x 20"	\$9.15	\$5.75
20" x 24"	\$9.95	\$6.75

IDÉAL POUR SALON 24" x 36" rég. de \$125 à \$140 \$75 CADRE INCLUS

Notre spécialité ENCADREMENT SUR MESURE 20% de réduction ENCADRONS: Photos, posters, petits points LAMINAGE PLASTIQUE 20% DE RABAIS

CHOISISSEZ PARMi NOTRE IMMENSE SÉLECTION DE REPRODUCTIONS



et nous l'encadrons à 20% de réduction selon l'agencement de vos couleurs.

VILLE ST-LAURENT
LES GALERIES ST-LAURENT
2031 BOUL. LAURENTIN
(Face à Canadair)
332-3097

ROSEMERE
CENTRE D'ACHATS
LES GALERIES MILLE-ILES
315, boul. Labelle
437-9444

LAVAL
CENTRE D'ACHATS DUVERNAY
3100, boul. de la Concorde
(à l'est de Papineau)
661-2345

la maison du cadre
« Le plus grand centre d'art au Québec »

NOUVELLE SUCCURSALE ST-LEONARD CARREFOUR RABAIS LANGELIER Langelier & Jean-Talon 255-4042

CENTRE-VILLE
CENTRE D'ACHATS MAISONNEUVE
2975 est. rue Sherbrooke
521-3019

VILLE LASALLE
PLACE NEWMAN
Dollard & boul. Newman
366-8444

GATINEAU
LES PROMENADES D'OUTAOUAIS
boul. Maloney
561-1722

DOLLARD-DES-ORMEAUX
PLAZA CENTENNIAL
3391, boul. des Sources
683-3950

RIVE-SUD
LES GALERIES TASCHEREAU
719, boul. Taschereau
Greenfield Park
465-6040

Prenez 5 minutes de leurs nouvelles

Avec l'interurbain Bell, vous pouvez prendre 5 minutes de nouvelles de parents ou d'amis éloignés, n'importe quel soir de la semaine, du lundi au vendredi, dès 18h, et profiter de tarifs réduits d'au moins un tiers.

Cette offre s'applique sur tout le réseau de Bell Canada, au Québec et en Ontario.

Montréal-Toronto 2,18\$*

*les 5 minutes, du lundi au vendredi, de 18h à 23h, avec l'interurbain automatique

L'efficacité passe par Bell

Membre du réseau national Telecom Canada

Bell

ABINOVE inc.
ENTREPRENEUR GÉNÉRAL EN RENOVATION

QUALITÉ, COMPÉTENCE et SOLVABILITÉ

15 ANS D'EXPÉRIENCE

- Agrandissement de maison
- Salle de bains
- Cuisine
- Sous-sol
- Fenêtres (bois ou aluminium)

En pin, en cèdre, en pin recouvert d'aluminium blanc ou brun, en cèdre recouvert d'aluminium blanc ou brun. Aussi à votre disposition une gamme complète de portes et fenêtres.

POURQUOI VENDRE VOTRE MAISON?

Une pièce supplémentaire peut être la solution

Permis 2169-0334

328-1531
DU LUNDI AU VENDREDI de 9h à 17h

PLANIFICATION ET ESTIMATION GRATUITES

Notre-Dame des Neiges: un témoin du passé, une sécurité pour l'avenir

Notre-Dame des Neiges est le plus grand cimetière de Montréal et abrite actuellement le repos de plus d'un million de personnes. Son rôle essentiel est d'assurer leur garde à perpétuité. Cinq générations d'hommes et de femmes de la région montréalaise ont choisi d'y établir leur ultime demeure. En pleine nature au flanc du Mont-Royal, Notre-Dame des Neiges peut accueillir leurs fils et leurs filles pour cinq générations à venir, sans distinction de classe ni d'appartenance ethnique.

Notre-Dame des Neiges est un organisme à but non lucratif, administré depuis 1855 par la Fabrique de la paroisse Notre-Dame de Montréal. Soutenue par sa solide tradition et sa gestion éclairée, c'est une institution établie pour durer.

La philosophie de l'administration permet à Notre-Dame des Neiges d'offrir une politique de prix très raisonnables, et un ensemble de services qui respectent les besoins des familles et les exigences d'une société en constante évolution: inhumation traditionnelle, incinération, mausolée, columbarium, arrangements préalables.

Comme Arlington à Washington, ou encore le Père-Lachaise à Paris, Notre-Dame des Neiges est un témoin de l'histoire, un site que l'on vient visiter: on s'y arrête devant des noms respectés par les multitudes, on s'y recueille avec un souvenir ému devant des noms qui nous sont chers.

Si vous désirez nous consulter dans un esprit de planification ou encore si vous venez nous voir à la suite d'une terrible épreuve, veuillez croire à notre sincère sympathie et à notre entière collaboration.

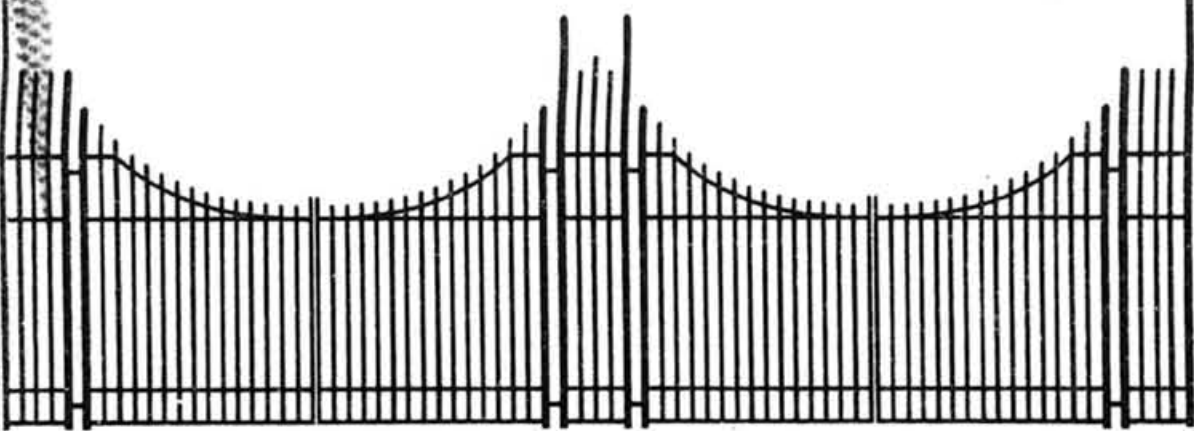
Fernand Lecavalier p.s.
Mgr Fernand Lecavalier, p.s.s., P.H.



Notre-Dame des Neiges
Au cœur de Montréal

4601, chemin de la Côte-des-Neiges
Montréal, Québec
H3V 1E7 (514) 735.13.61

Heures d'affaires du bureau:
de 8 h 30 à 16 h 30, du lundi au vendredi.
Permanence ouverte:
de 9 h 30 à 15 h, le samedi.



Notre-Dame des Neiges
Au cœur de Montréal

4601, chemin de la Côte-des-Neiges
Montréal, Québec
H3V 1E7 (514) 735.13.61

Heures d'affaires du bureau:
de 8 h 30 à 16 h 30, du lundi au vendredi.

Permanence ouverte:
de 9 h 30 à 15 h, le samedi.

Nous avons fait préparer à votre intention une brochure d'information. Pour la recevoir sans frais, faites-nous parvenir ce coupon dûment rempli.

Nom _____ Prénom _____
Adresse N° _____ Rue _____
Ville _____ Code postal _____

L.P. 9-11-85

Washington attend dans la fièvre le prince Charles et Lady Di

WASHINGTON (AFP) — Les Anglais arrivent et les Washingtoniens sont complètement givrés. Hier, un commentateur de radio a résumé en cette phrase l'incroyable fièvre qui précédait l'arrivée du prince Charles et de la princesse de Galles dans la capitale fédérale, aujourd'hui.

ANNICK BENOIST

Outre les préparatifs de dernière heure, un trac insurmontable s'est emparé de la haute société: comment se comporter, comment éviter un faux-pas devant le couple princier? Le moment fatidique approche où il faudra montrer qu'on était digne de figurer sur la liste des «happy few» conviés aux festivités.

À la Maison-Blanche

Pas moins de 17 manifestations officielles doivent en effet ponctuer cette visite de quatre jours aux États-Unis, dont le premier dîner, très intime et très attendu, aura lieu ce soir à la Maison-Blanche, avec — parmi les 80 invités triés sur le volet — Robert Redford, Clint Eastwood et Diana Ross.

Mais quelques Washingtoniens auront peut-être la chance d'apercevoir Lady Di dès cet après-midi, à 15 h 10, lorsqu'elle arrivera à l'Hospice de Washing-

ton, ou le prince Charles à 15 h 00 pile, lorsqu'il visitera l'Institut américain des architectes.

Ceux qui ont la patience d'attendre jusqu'à demain pourront toujours tenter de se rendre à la cathédrale, où 2 000 places seront libres à partir de 9 h pour le service qui sera célébré en grande pompe une heure plus tard.

Quoi ne pas dire

Aux privilégiés qui auront la chance d'approcher le couple princier, journaux, radios et télévisions, mais aussi guides des convenances et professeurs de maintien ont prodigué une multitude de conseils sur l'art de la révérence, de la courbette et du sourire contenu.

Que dire à leurs altesses, si d'aventure elles vous adressent la parole? Surtout pas Hello Di, ou Hello Princess, prévient le Washington Post. On évitera de demander à Charles quand il pense succéder à la reine Elizabeth, de lui signaler qu'il a une miette sur le menton ou de lui tendre la main s'il ne l'a pas fait. Les Windsor ont horreur des familiarités.

À Lady Di, dont c'est la première visite aux États-Unis, il ne faut surtout pas demander si elle est enceinte, si elle a gagné ou perdu du poids, si on peut essayer sa bague. Inutile aussi de lui dire qu'on a dépensé \$50 000 pour le

simple plaisir de la voir et que le personnel domestique est de plus en plus difficile à trouver.

Mais, la «royalmanie» qui s'est emparée de Washington et de Palm Beach, en Floride, où aura lieu un dîner, mardi, ne trouve pas que des échos favorables aux États-Unis.

Tout n'est que vanité

Tout ce foin, écrivait hier le quotidien à grand tirage USA-Today, pour une jeune femme de 24 ans, symbole d'une monarchie du vieux monde, dont les réparties se limitent parfois à «Tonnerre», ou «C'est dingue».

Judith Martin, la célèbre Miss Manners du Washington Post, s'interroge sur la vanité de ce monde. Il a fallu des efforts infinis pour libérer les Américains de la nécessité de plier le genou en reconnaissance de la souveraineté britannique, et voilà, soulève-t-elle, qu'il faut à nouveau retourner aux courbettes.

Plus amer encore est Joseph Kraft, un éditorialiste dont les articles sont repris par 400 journaux américains. «La puissance américaine, écrit-il, a depuis longtemps supplanté le Royaume-Uni, mais le mythe de l'importance britannique persiste uniquement en raison du complexe américain vis-à-vis de l'aristocratie de ce pays.»

PUBLIREPORTAGE

En moins de 10 ans, F. FARHAT s'impose comme la plus grande maison d'opticiens d'ordonnances au Québec

avec 18 ans d'expérience dans le domaine de l'optique. Voici 10 ans, M. FOUAD FARHAT, opticien d'ordonnances, aménageait un petit bureau fort modeste dans sa maison privée.



M. FOUAD FARHAT

Grâce à son souci constant d'offrir aux consommateurs un produit de grande qualité à des prix plus avantageux, ses clients se multiplient jour après jour. En moins de dix ans, F. FARHAT a établi 26 succursales dans le Grand Montréal. Cette expansion impressionnante en fait aujourd'hui la plus grande maison du genre au Québec comme entreprise indépendante et complètement québécoise qui n'a jamais eu besoin d'aide d'une multinationale étrangère et qui a progressé sans aucune subvention gouvernementale. Un tel succès ne relève pas du simple hasard. Dès le début en effet, Fouad Farhat a su s'entourer

d'associés compétents et d'une équipe expérimentée. C'est ainsi que dans chacune des 26 succursales, vous pouvez compter en tout temps sur les services professionnels d'opticiens diplômés, qui peuvent vous guider dans le choix d'une monture confortable et s'harmonisant bien avec votre visage.

Question montures, chez F. FARHAT les murs en sont littéralement tapissés: plus de mille montures en moyenne dans chaque succursale, un choix incroyable de couleurs, de formes, de matériaux.

On y retrouve des modèles signés de grands couturiers et importés de France, des États-Unis, d'Allemagne, d'Italie, etc.

F. FARHAT est le PREMIER à avoir annoncé les prix il y a 6 ans. Il a offert aux consommateurs une paire de lunettes simple vision ainsi qu'une paire à double foyer en verre à un petit prix fort populaire. Il le fait encore maintenant et ceci dans 20 choix de montures pour hommes, dames et enfants.

Ce qui permet à F. FARHAT de faire des petits prix, c'est l'absence d'intermédiaire. En effet, la maison FARHAT fabrique elle-même, par le biais de ses laboratoires, les verres

entrant dans la confection des lunettes. Elle assure ainsi que qualité de fabrication optimum et constante, et permet de réduire de façon appréciable le montant de votre facture.

On y trouve également des verres fumés de marques réputées. Les verres de contact sont disponibles en différentes versions, à port continu, conventionnels, souples et teintés. Ils sont à des prix très avantageux car il ne faut pas l'oublier, c'est la maison FARHAT qui fut la première à annoncer les bas prix des verres de contact et c'est grâce à son gros volume d'achat.

Que vous optiez pour des lunettes ou des verres de contact, vous êtes assurés de trouver satisfaction tant sur le plan esthétique que fonctionnel.

Enfin, la garantie qui accompagne vos lunettes ou verres de contact peut être honorée en tout temps à n'importe quelle succursale, et advenant un déménagement de votre part, votre dossier sera rapidement transféré au bureau le plus près de votre nouveau domicile. Chez F. FARHAT, produits de grande qualité et service efficace vont vraiment de pair. C'est une entreprise de chez nous qui travaille pour nous.

Les 5 minutes qui font les bonnes nouvelles

Avec l'interurbain Bell, pas besoin d'attendre un moment extraordinaire pour tout simplement composer le numéro de quelqu'un que vous aimez et lui faire la petite surprise de prendre 5 minutes de ses nouvelles.

Surtout que les tarifs sont réduits d'au moins un tiers dès 18h, du lundi au vendredi, sur toute l'étendue du réseau de Bell Canada, au Québec et en Ontario.

Montréal - Ottawa 1,94\$

*les 5 minutes, du lundi au vendredi, de 18h à 23h, avec l'interurbain automatique

L'efficacité
passe par Bell

Membre du réseau national
Telecom Canada

Bell

HÔPITAL DE RIVIÈRE-DES-PRAIRIES

La Cour donne le feu vert à l'enquête Shadley

Un juge de la Cour supérieure a donné le feu vert hier à l'enquête publique sur l'administration et le fonctionnement de l'hôpital psychiatrique Rivière-des-Prairies à laquelle s'oppose avec acharnement un groupe de médecins rattachés à ce centre hospitalier.

JOYCE NAPIER

En rendant sa décision, le juge Fraser Martin a souligné qu'une requête logée au début du mois de septembre par le Conseil des médecins, dentistes et pharmaciens de l'hôpital pour faire stopper l'enquête était quelque peu « prématurée ».

L'enquête, menée par Me Richard Shadley, un avocat de Montréal, avait débuté le 26 juin dernier. Le 5 septembre, après que le commissaire ait rendu public son rapport préliminaire sur le déroulement de son enquête, les médecins ont logé auprès de la cour un bref d'évocation, un moyen par lequel ils espéraient bloquer la commission.

Devant le juge Martin, les requérants avaient fait valoir que cette enquête para-juridique causait un tort à leur réputation. Le

commissaire Shadley, avaient-ils souligné, n'a pas la compétence nécessaire pour mener à bout le mandat qui lui avait été donné par le gouvernement provincial.

Ce mandat, tel que prévu par le ministère des Affaires Sociales, est de mener une enquête sur le « fonctionnement et l'administration » de l'hôpital où séjournent 600 malades, avaient-ils ajouté et non de se pencher sur la pratique de la médecine.

Les médecins craignaient que le commissaire ne décide en effet d'inclure dans son enquête la pratique de la médecine.

Dans son arrêt, le juge Fraser écrit que Me Shadley lui-même avait affirmé qu'il n'avait aucune intention d'examiner les pratiques médicales exercées à Rivière-des-Prairies.

Laissons le commissaire continuer son enquête, les avocats peuvent toujours soulever des objections lorsque la commission interroge des témoins sur la pratique de la médecine. Si d'autre part, ces objections ne peuvent être résolues par le commissaire lui-même les requérants pourront alors faire les démarches juridiques nécessaires, de conclure le juge.

RESTEZ EN BONNE CONDITION

Bains Turcs Colonial

Uniques à Montréal! Système de chaleur de cailloux naturels. Établi depuis 1914.

BAINS TOURBILLONS OUVERTS TOUS LES JOURS

Journée pour dames, mardi de 13 h à 21 h
3963, Coloniale • Stationnement gratuit

285-0132



WEEK-END

évasion

CP Hotels



QUÉBEC À PARTIR DE 28,00 \$
PAR PERSONNE, PAR NUIT;
DEUX PAR CHAMBRE*

Quand l'envie vous prend de rompre avec la routine, évadez-vous... au Château Frontenac.

En famille, en amoureux ou en solitaire, il y a bien des façons de s'y divertir. Découvrez la vieille ville, à l'abri des remparts. Admirez le majestueux Saint-Laurent depuis la terrasse Dufferin. Appréciez le confort des chambres récemment rénovées. Sans même quitter l'hôtel, jouez les gourmets au restaurant Le Champlain ou rassasiez-vous « à la bonne franquette » au Café Canadien. Du 25 octobre 1985 au 27 avril 1986, vous pourrez économiser jusqu'à 40 % sur le tarif

courant les vendredis et/ou samedis (et même les dimanches si le cœur vous en dit). À partir de 28,00 \$ par personne, par nuit; deux par chambre.

Rabais applicables à toutes les chambres et suites. Aucuns frais pour les enfants (maximum 2) de moins de 14 ans partageant la chambre d'un adulte. Réservez au moins 48 heures à l'avance. Consultez votre agent de voyages ou appelez-nous au 1-800-268-9411.

*Sauf pendant la période du Carnaval. Ces rabais ne s'appliquent pas aux groupes ou voyages organisés ni aux tarifs déjà réduits.

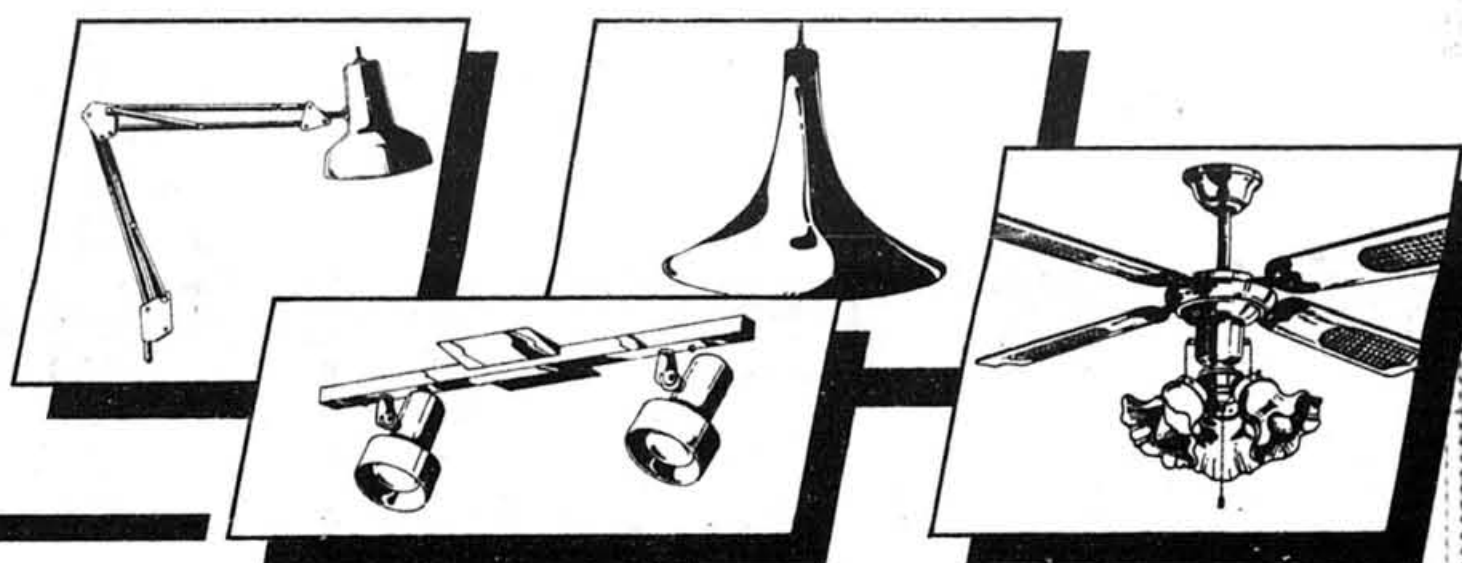
CP Hotels Le Château Frontenac
1, rue des Carrières
Québec, Québec G1W 4P5 (418) 692-3861

Des amis... bien placés.

CP et B sont des marques déposées de Canadian Pacific Limited.

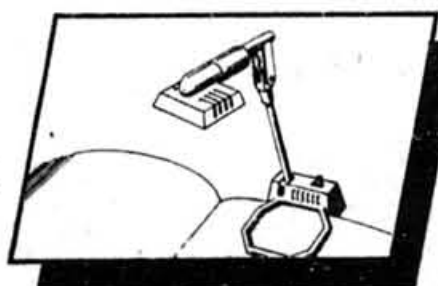
Plein la vue chez LDG

Lampes de table, luminaires suspendus, ventilateurs, réflecteurs sur rail, toute la qualité et le choix LDG vous sont offerts à bas prix. Mais hâtez-vous: la vente se termine le 16 novembre.



LDG vous fait un cadeau!

Avec tout achat d'au moins 100\$, LDG vous offre gratuitement une lampe de lecture.



Maintenant deux magasins

1880, boul. Saint-Martin ouest, Laval 682-3465
2955, rue Bélanger est, Montréal 728-9241

HEURES D'OUVERTURE: MONTRÉAL ET LAVAL

lundi, mardi, mercredi: 9h à 18h
jeudi, vendredi: 9h à 21h
samedi: 9h à 17h



Avis aux entrepreneurs: LDG met exclusivement à votre service un conseiller en éclairage.

Pour consultation: 682-3465

l'éclairage à votre image

LDG

Donnez 5 minutes de vos nouvelles

Du lundi au vendredi, dès 18h, l'interurbain Bell est réduit d'au moins un tiers, dans toutes les régions que dessert Bell Canada, au Québec et en Ontario.

Profitez-en pour donner 5 minutes de vos nouvelles, ça fait un grand plaisir à petit prix.

Montréal - Québec 2,01\$*

*les 5 minutes, du lundi au vendredi, de 18h à 23h, avec l'interurbain automatique

L'efficacité passe par Bell

Membre du réseau national Telecom Canada

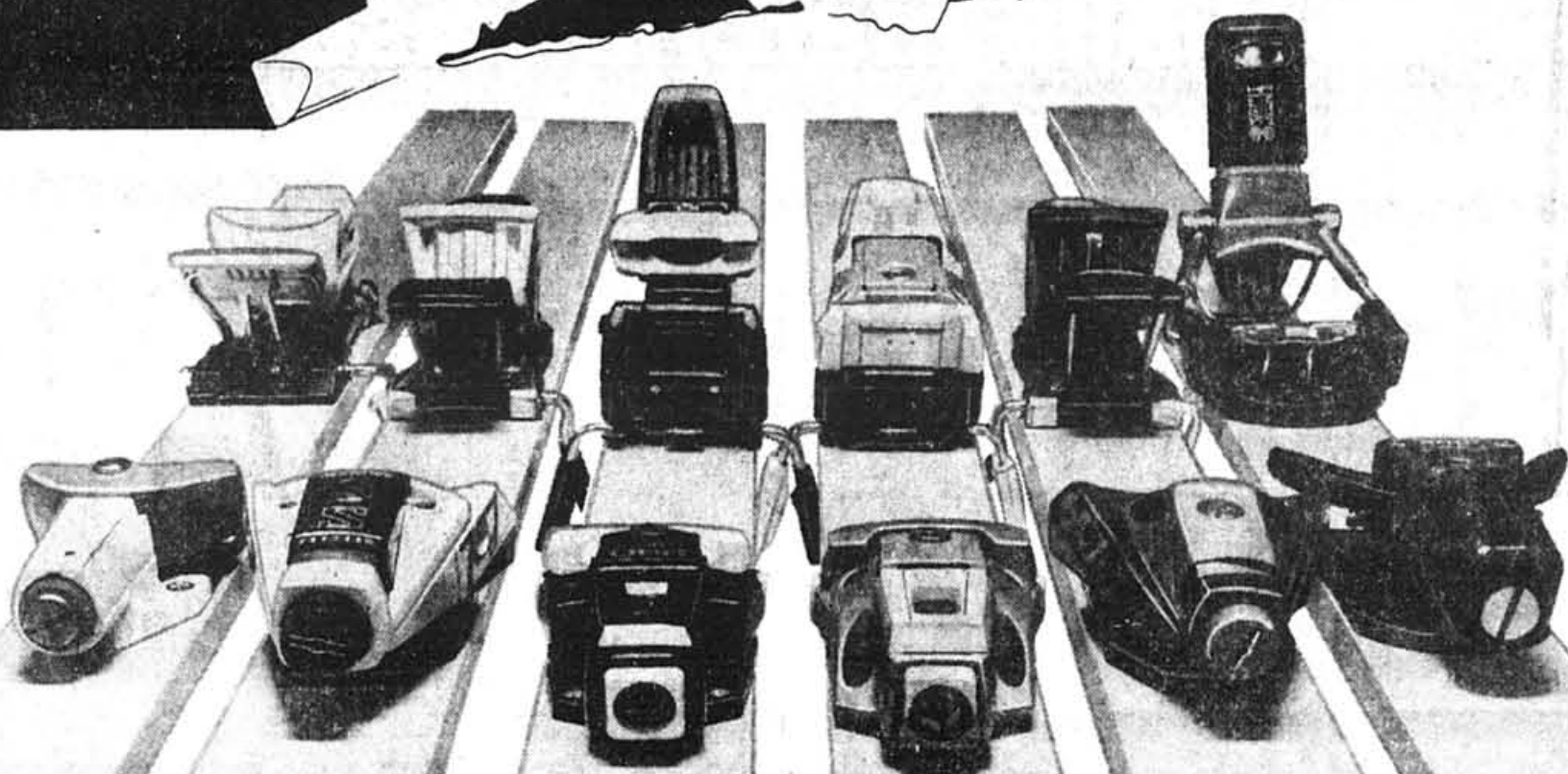
Bell

VENTE 6 JOURS DE SKI

Notre plus
grande vente
de ski
de l'année

FIXATIONS

GEZE 909 ou LOOK 39S P.S.M. 79,99*	34⁹⁹
TYROLIA 280D P.S.M. 130\$*	55\$
SALOMON 647 ou 647L P.S.M. 130\$*	77\$
SALOMON 747 TYROLIA 390D LOOK 99HP P.S.M. 160\$*	88\$



BOTTES



TECNO PRO Nevada P.S.M. 99,99*	59⁹⁹	SALOMON SX71 P.S.M. 244,99*	159\$
TECNO PRO 690 P.S.M. 169,99*	99\$	CABER CR Hot P.S.M. 299,99*	179\$

SPÉCIAL

**AFFÛTAGE
ET CIRAGE**

6⁹⁹

*P.S.M.: Prix suggéré du manufacturier.
Pour référence seulement. Ne reflète pas
nécessairement au prix courant du produit.

Les prix sont en vigueur jusqu'à épuisement
des stocks ou jusqu'à la fermeture
le samedi 16 novembre 1985.

Nous nous réservons le droit de limiter les quantités.
Tous les articles et toutes les grandeurs ne sont pas
nécessairement disponibles dans tous nos magasins.

sports experts®

**40 magasins
Sports Experts
dans la région
de Montréal.**

ÎLE DE MONTRÉAL

ANJOU
Les Galeries d'Anjou
354-2995
7201 boul.
Les Galeries d'Anjou
353-8000
CÔTE ST-LUC
Mail Cavendish
482-4091
DORVAL
Centre d'achats Dorval
Cardina Centre
631-3608
LASALLE
Place Newman
364-1225

MONTRÉAL

80 ouest, rue Fleury
381-5908
Place Versailles
355-2330
Centre-ville
920 ouest, rue Ste Catherine
806-1914
Centre-ville
1175 rue Ste Catherine ouest
288-0181
MONTRÉAL-NORD
4401, boul. Charlevoix
322-9642

PIERREFONDS
15650, boul. Pierrefonds
626-9930
POINTE-AUX-TREMBLES
Centre d'achats Carrefour
de la Pointe
642-2223
POINTE-CLAIRE NOUVEAU
Centre d'achats Fairview
694-8274
ST-LÉONARD
Centre d'achats Boulevard
727-1344
VILLE MT-ROYAL
Centre Rockland
735-4751

SKIS

TECNO PRO Targa P.S.M. 219,99*	119\$	DYNASTAR Course SL ou GS P.S.M. 394,99*	215\$
FISCHER Top Flair P.S.M. 229,99*	139\$	FISCHER SC4 Super Pro P.S.M. 379,99*	215\$
BLIZZARD Uno First P.S.M. 249,99*	159\$	BLIZZARD Racer P.S.M. 379,99*	215\$
FISCHER CLP Grandprix P.S.M. 279,99*	199\$	ROSSIGNOL SM ou ST P.S.M. 384,99*	215\$
SPALDING Squadra SL ou GS P.S.M. 424,99*	215\$	HEAD Racing Giant P.S.M. 374,99*	215\$

ENSEMBLES DE SKI ALPIN

JUNIOR

- Bottes TECNO PRO Sprint
- Skis TECNO PRO Husky ou DYNASTAR Racing
- Fixations LOOK 19RS
- Cannes TECNO PRO Husky
P.S.M. 231,97*

129\$

ADULTE

- Bottes TECNO PRO Nevada
- Skis TECNO PRO Nova ou ELAN RM902
- Fixations GEZE 909 ou LOOK 39S
- Cannes TECNO PRO Nova
P.S.M. 374,96*

179\$

et

arlington®

sports experts

RÉGION DE MONTRÉAL

BELOIL
185, boul. Laurier
467-7201
BOUCHERVILLE
Les Galeries Montarville
655-8003
BROSSARD
Mail Champlain
871-7275
CHAMBLY
1617, boul. Péigny
668-0581
CHATEAUGUAY
770, boul. Anjou
681-8030

DOLLARD-DES-ORMEAUX
3149, boul. des Sources
683-3462
LAVAL
Centre d'achats Duvernay
681-5310
Carrefour Laval
682-0032
Centre Laval
1600, boul. Le Corbusier
688-1021

LONGUEUIL
Place Longueuil
463-3462
REPERTIGNY
Les Galeries Rive Nord
581-3220
RIGAUD
170, rue St Pierre
451-4771
ROSEMÈRE
Galeries des Mille Lacs
437-1833

ST-BRUNO
226, boul. Les Promenades
663-1364
ST-EUSTACHE
200, boul. Sauvé
472-5485
ST-HUBERT
Les Galeries Cousineau
445-1836
ST-JEAN-SUR-RICHÉLIEU
Le Carrefour Richélieu
348-0937

ST-JÉRÔME

408, Place du Marché
432-9777
Carrefour du Nord
432-9400
ST-JOVITE
801, rue Guimet
426-2718
STE-ADÈLE
555, boul. Ste Adèle
228-2812

STE-AGATHE

60, rue Principale
326-5515
TERREBONNE
Les Galeries Terrebonne
471-3888
TRACY (SOREL)
402, Union Marie-Victorin
742-8433
VALLEYFIELD
277, rue Victoria
373-8280

MIRACLE MART est en grève et c'est tout à votre avantage

En vedette

**Nouvelle marchandise d'automne
à des bas prix incroyables!**

Haute qualité • vaste sélection • grandes marques

LES RABAIS SONT SPECTACULAIRES!

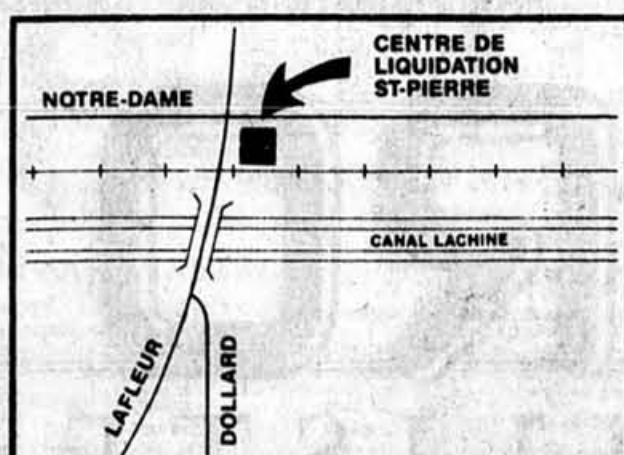
En voici la preuve...

- Parkas d'hiver pour hommes. **9.99**
- Pulls, blouses, hauts en molleton pour dames . . **\$5**
- Pantalons habillés pour dames **\$10**
- Sacs à mains Cabrelli **4.99**

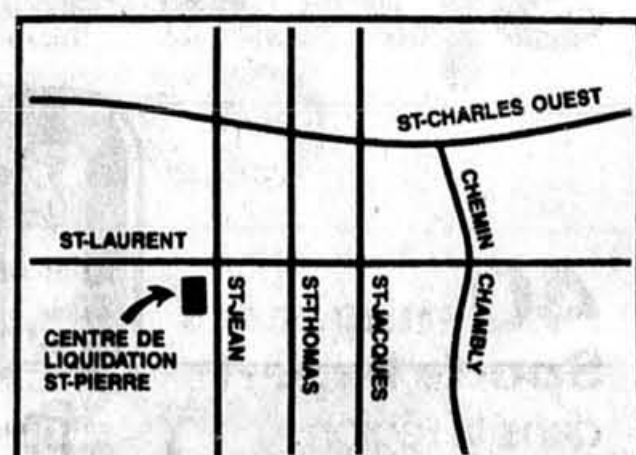
Jouets pour Noël...

- Chiot berçant Fisher-Price. **\$15**
- Mobilophones "Toc-Top" Fisher-Price. . . . **\$15**
- Radio AM avec microphone Fisher-Price. **\$25**
- Quelques Arpents de Pièges **\$19**

**Centre de
Liquidation
St-Pierre**
300 ouest
rue Notre Dame
Ville St-Pierre



OUVRE
le 11 nov. au
450 rue St-Jean
Longueuil
(Près de
St-Laurent)



Heures d'ouvertures: Lun.-Mer. 9h-18h Jeu.-Ven. 9h-21h Sam. 9h-17h Dim. 11h-17h

ARRIVAGES DE NOUVELLE MARCHANDISE TOUS LES JOURS!

MÉTRO

LE SPÉCIALISTE DES AUBAINES



DEMANDEZ LA CIRCULAIRE DE LA SEMAINE
À VOTRE SPÉCIALISTE DES AUBAINES



**BEURRE
D'ARACHIDES
MÉTRO**
crèmeux, croquant
bocal 500 g

99¢

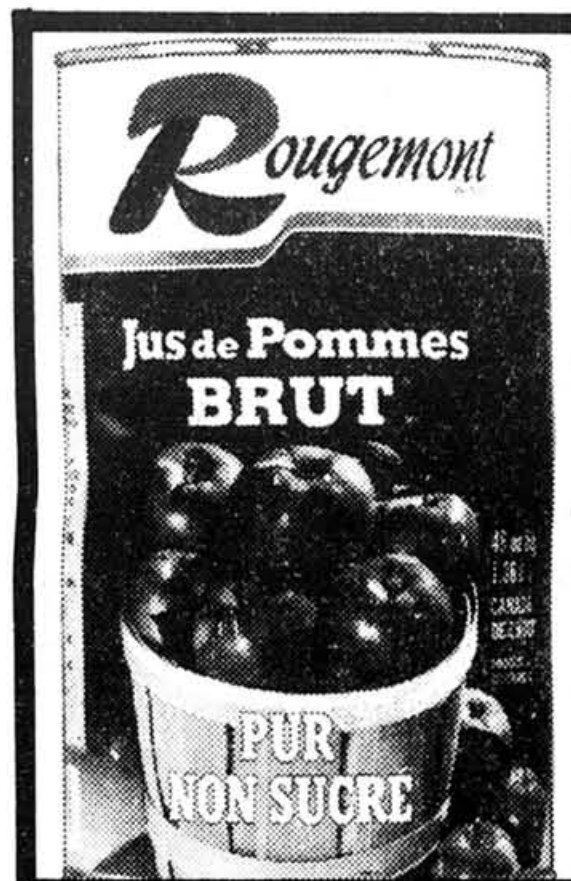


Une boîte gratuite
à l'achat de
**CÉRÉALES
CORN FLAKES**
KELLOGG'S 99¢ ch.
boîte 350 g sans coupon

99¢

Valable du 11 au 16 novembre 1985 chez
Métro seulement.
Limite 1 coupon par client.
Au détaillant: pour être remboursé, veuillez retourner
vos coupons à
HERBERT A. WATTS
C.P. 2140, Station A, Toronto, Ontario M5W 1M1
Kellogg's vous remboursera 1,00\$ plus .09¢ pour les frais
de manutention.

K85207



**JUS
ROUGEMONT**
pommes,
pomme-raisin
brut, clair
bte ou bouteille 1,36 L

99¢



**CIGARETTES
BELVEDERE**
régulières,
format régulier
ou king size
cartouche de 200

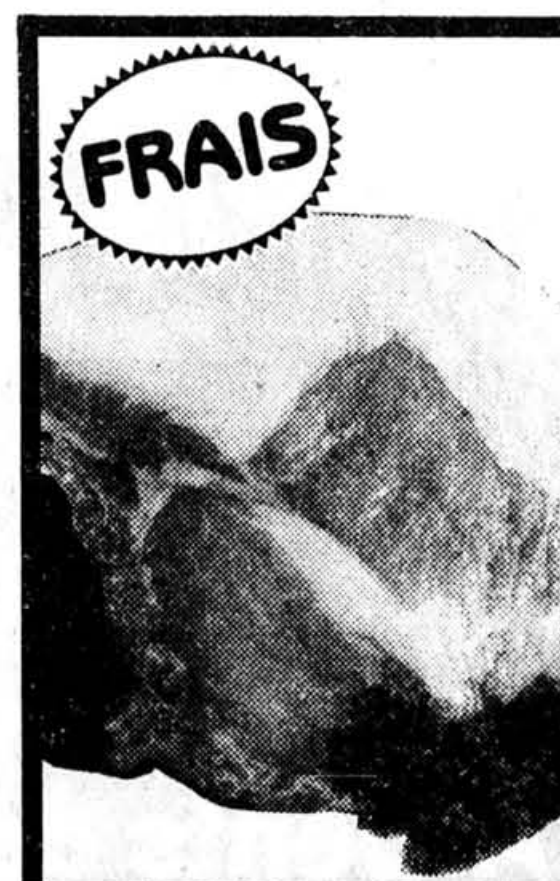
Avis: Santé et Bien-être social Canada considère
que le danger pour la santé croît avec l'usage
évitant d'inhaler.

16,99



**PAMPLEMOUSSES
BLANCS**
Produit de la Floride
gr. 48

6/89¢



**LONGE
DE PORC**
bout de côtes
env. 3 lb (1,4 kg)

2,18/kg

99¢
/lb

Les articles annoncés dans cette page sont en réclame aux supermarchés Métro situés dans la ville de diffusion de ce journal et sa proche banlieue du lundi 11 novembre au samedi 16 novembre 1985 jusqu'à 17h00.
Nous nous réservons le droit de limiter les quantités. Si un article venait à manquer, n'hésitez pas à demander un bon d'achat différé. Si certaines marques de commerce de produits annoncés ne sont pas
disponibles dans certaines régions, elles seront alors remplacées par une autre marque de commerce de même nature et d'un prix coûtant égal ou supérieur. Pas de vente aux marchands.
Photos à titre indicatif seulement.

MÉTRO

LE SPÉCIALISTE

par excellence

Simpson paie argent comptant!

Pièces argent, dollars argent, rebut or, argent et platine, figurines, bijoux et autres articles de collection

POUR 6 JOURS SEULEMENT, DU LUNDI 11 NOVEMBRE AU SAMEDI 16 NOVEMBRE 1985
AU MAGASIN SIMPSON CENTRE-VILLE SEULEMENT, FORMATION DU PERSONNEL, AU 8^e

PIÈCES DU CANADA



Grosses pièces d'un cent

1858	18.00
1859 (com)	.75
1876H à 1884, 1887	
1888	.75 et plus
1888, 1892, 1893, 1895	1.00 et plus
1890H, 1891, 1898	2.25 et plus
1894, 1900	3.00
1896, 1897, 1899, 1900H	.75
1901-1904, 1906	.60
1905	2.25
1907H	4.50
1907-1908	1.00 et plus
1909-1915	.25
1916-1920	.10

Petites pièces d'un cent

1920, 1928-29, 1932-36	.03
1921	.30
1922	6.00
1923	10.00
1924	3.00
1925	8.00
1926	1.25
1927	.50
1930	.75
1931	.50

Cinq cents argent

1858-1874H	
1883H, 1892	4.00 et plus
1875H	45.00
1880H, 1890H	2.50 et plus
1881H-1882H	3.00
1884	45.00
1885	3.50
1886, 1888	2.50
1887	8.00
1889	12.50
1891, 1893, 1896, 1897	1.75 et plus
1894	7.50
1899-1905	1.50
1898	6.00
1906-07, 1909-14, 1916-20	1.00
1908, 1915	3.00 et plus
1921	1,200.00

Cinq cents en nickel

1922-24, 1927-36	.07
1925	18.00
1926 6 rapproché	1.50
1926 6 éloigné	70.00
1948	.15

Dix cents

1858	7.50
1870, 1872	6.75 et plus
1871H, 1883H, 1893	
1887	7.50 et plus
1872H	35.00
1875H	100.00
1874H	
1880H-1882H	5.00

*PIÈCES OLYMPIQUES

Nous payons argent comptant pour toute pièce olympique du Canada.

Pièce \$5	5.16
Pièce \$10	10.33
Séries (2 pièces de \$5 et 2 de \$10)	31.00
Épreuves numismatiques (4 pièces)	40.00
Ensemble complet (28 pièces)	217.00

Bijoux de famille ou antiques

Nous payons argent comptant pour bijoux de famille ou antiques.

Bijoux de famille

Nous payons comptant pour bijoux de famille en or, en argent ou platine indépendamment de leur âge. La plupart achetés pour la valeur précieuse du métal, prix plus élevés pour articles qui pourraient être revendus.

Bijoux antiques

Nous payons des prix fort avantageux pour bijoux antiques: lavallières, bracelets, épingles et bagues serties de diamant et en or. Ils doivent être en bon état.

Diamants

Nous payons argent comptant pour diamants 5 points et plus. Nous payons prix intéressants pour pierres de grande taille. Un spécialiste en diamants est sur place en tout temps. Apportez vos diamants et nous vous ferons une offre intéressante.

MONTRES

Montres de poche

Nous achetons toutes les montres de poche. Elles n'ont pas besoin d'être en bon état de marche. Nous payons \$3 pour montres qui ne sont pas en bon état de marche, \$6 pour montres qui le sont. Nous payons prix plus élevés pour montres de collection et celles qui sont en or ou en argent. (Montres modernes à base métal non désirées.)

Montres

Nous achetons montres en or ou en argent seulement. Nous n'achetons pas les montres (pour dames ou hommes) modernes à base métal.

NOUS PAYONS COMPTANT

Pièces antiques en argent

Nous payons prix élevés pour articles de collection en argent de style "Gorgien" ou "Victorien", incluant services à thé, verres à eau, etc., qui sont en bon état; les autres seront achetés pour leur valeur en argent seulement.

*PRIX DE L'OR ET DE L'ARGENT

Les prix des articles accompagnés d'un astérisque (*) sont basés selon le cours quotidien de l'or et de l'argent sur le marché mondial. Les prix indiqués sur cette page pourront varier, et cela même plus d'une fois par jour. À cause des fluctuations du marché de l'or et de l'argent, nous nous réservons le droit d'adapter nos prix selon le cours quotidien du marché: \$440 oz pour l'or, 8.25 oz pour l'argent, en dollars canadiens.

NOUS PAYONS ARGENT COMPTANT TOUS LES JOURS

Le rayon des pièces de monnaie et timbres Simpson paie argent comptant tous les jours pour pièces de monnaie, timbres, rebut en or, argent et platine, pièces argent, dollars argent, etc. Nous sommes en mesure d'acheter vos pièces et autres articles de collection (sauf les diamants et bijoux) et cela tous les jours. Nous acheterons diamants, bijoux de famille et bijoux antiques cette semaine seulement.

Lieu: Service de formation du personnel, 8^e étage.

Heures:	
lundi 11 novembre au mercredi 13 novembre	10h à 17h
jeudi 14 et vendredi 15 novembre	10h à 19h30
samedi 16 novembre	9h à 16h

*PIÈCES EN ARGENT

DU CANADA

10s	
1966 et années précédentes	40
1967	27
1968 (argent seulement)	19
25s	
1966 et années précédentes	1.00
1967	.67
1968 (argent seulement)	.47
50s	
1964 et années précédentes	2.00
1965 à 1970	.70

Veuillez noter: les pièces en argent doivent être triées selon la valeur et l'année (1966 et années précédentes, 1967 et 1968). Nous payons argent comptant pour toute pièce en argent du monde entier, indépendamment de leur état.

*DOLLARS ARGENT

DU CANADA

1935, 1937	10.00
1936	9.00
1938	20.00
1939	6.20
1945	70.00
1946	15.00
1947 7 arrondi	35.00
1947 7 en pointe	95.00
1947 feuille d'érable	120.00
1948	425.00

PIÈCES ÉMISES PAR L'HÔTEL DE LA MONNAIE ROYALE CANADIENNE

Nous achetons toutes les pièces et ensembles dans étui, émis par l'Hôtel de la Monnaie royale canadienne. Nous indiquons ici le prix des pièces par année. Toutes les pièces et ensembles doivent être dans leurs étuis originaux.

ENS. PIÈCES ÉMISES PAR L'HÔTEL DE LA MONNAIE ROYALE CANADIENNE

1972	37.50
1976-1977	8.50 et plus
1979	15.00
1980	24.00
1981	40.00
1982, 1983, 1984	17.00 et plus

DOLLARS ARGENT, ÉPREUVE NUMISMATIQUE

1971, 1976	6.75 et plus
1972, 1984	10.00
1973, 1977, 1978	5.00
1974, 1975	5.00
1980, 1982	
1983	13.00 et plus
1981	35.00

ENS. DE 2 PCES D'UN DOLLAR, ÉPREUVE NUMISMATIQUE DANS ÉTUI

1971-1980	4.90 et plus
-----------	--------------

*PIÈCES EN OR

Pièces en or émises par l'Hôtel de la monnaie royale canadienne, dans étui	
\$20 1967 dans ens.	210.00
\$100 1976 N.M.C. (14K)	109.00
\$100 1976, 1979, 1982	198.00
1980, 1981	218.00
\$100 1978	203.00
\$100 1977	275.00

Or de collection

\$5 1912, 1913	140.00
\$5 1914	350.00
\$10 1912, 1913	325.00
\$10 1914	350.00

Terre-Neuve

\$2 1865-1888	140.00
\$2 1880	1,000.00

Or des États-Unis

\$1	150.00
\$2 1/2	139.00
\$3	380.00
\$5	129.00
\$10 Liberté	201.00
\$10 Indien	401.00
\$20 Liberté	489.00
\$20 St. Gaudens	550.00

Pièces étrangères en or

Souverain Grande-Bretagne	87.00
1/2 Souverain Grande-Bretagne	60.00
Suisse, France, Belgique, etc.	
20 Francs	68.00

Nous payons argent comptant pour pièces en or du monde entier. Apportez-les et nous vous ferons une offre intéressante.

*Lingots et plaquettes en or et en argent: Krugerrands et feuilles d'érables

Plaquettes en or

Plaquette 1 oz reconnue - nous payons \$420 (prix d'aujourd'hui). Les plaquettes reconnues incluant "Johnson Matthey", "Engelhardt Industries", etc. Plaquette 1 oz non reconnue: nous payons \$20 de moins l'once par rapport au prix courant de l'or. Nous achetons toute autre plaquette en or de 5 grammes et plus et offrons prix intéressants.

Lingots et plaquettes en argent

Plaquette 1 oz reconnue - nous payons \$8.25 (prix d'aujourd'hui). Plaquettes reconnues incluant "Johnson Matthey", "Engelhardt Industries", etc. Plaquette 1 oz non reconnue: nous payons \$2.50 de moins l'once par rapport au prix courant de l'argent. Nous achetons tous les lingots en formats allant jusqu'à 1,000 oz et offrons prix intéressants.

Krugerrands

1/2 Krugerrand	41.50
1/4 Krugerrand	103.75
1/2 Krugerrand	207.50
1 Krugerrand	415.00

Médailles et décorations

Liste partielle des articles que nous désirons acheter et les prix que nous payons. Nous sommes aussi intéressés à acheter tous les autres ordres, décorations et médailles de champagnes militaires. Les ordres et décorations qui sont accompagnés d'un document - nous payons prix plus élevés que ci-dessous.

Croix de Victoria	9,000.00
Choix de George	2,500.00
Médaille de George	450.00
Ordre de service	
avec distinction	175.00
Ordre de service impérial	40.00
Croix rouge royale	40.00
Croix de distinction-service	200.00
Médaille de distinction-service	150.00
Médaille militaire	40.00
Médaille d'aviation	235.00
Croix militaire	80.00
Croix d'aviation	225.00
Médaille d'Albert	550.00
Médaille de distinction - conduite	100.00
Croix de distinction-aviation	200.00
Médaille de distinction-aviation	275.00

5\$ ph.

CONDITIONS DE VENTE:

- Être âgé de 19 ans ou plus et posséder une pièce d'identité.
- À cause des fluctuations du marché, et que les personnes vendent leurs articles sans obligation, toutes les ventes sont fermes.
- Les pièces ordinaires en argent doivent être triées selon la valeur (10s, 25s, 50s) et l'année (1966 et années précédentes, 1967 ou 1968 argent). Veuillez ne pas trier vos pièces par années individuelles.
- Tous les articles, autres que ceux achetés pour leur valeur (or ou argent) en espèces, doivent être en bonne condition et qui selon notre jugement pourront être revendus pour que nous les achetions.
- Veuillez ne pas nettoyer ou polir vos pièces.
- Voir la section des prix de l'or et de l'argent qui expliquera les fluctuations des prix en cours sur le marché mondial. Ceci concerne tous les en-têtes accompagnés d'un astérisque (*).
- Les pièces de 10s, 25s et 50s de George V (1911-1936) doivent être en bonne condition pour que nous payions les prix indiqués sur cette page. Si nous jugeons qu'elles ne sont pas en bonne condition, elles seront achetées pour leur contenu en argent seulement. Voir la section des pièces en argent pour leur valeur.

ARTICLES DE REBUT EN OR ET ARGENT SIMPSON PAIE ARGENT COMPTANT POUR TOUT ARTICLE EN OR, ARGENT OU PLATINE INDÉPENDAMMENT DE LEUR ÂGE OU DE LEUR ÉTAT

Articles de rebut en or

De 9 à 24 carats. Nous achetons bagues brisées, vieux bracelets et vieilles alliances... tous les articles en or... neuf ou vieux... brisés ou en bon état... selon leur poids en or.

Articles de rebut en argent

Nous payons argent comptant pour tout article en argent: argent pur ou argent sterling, vieux argent européen: couverts, bols, services à thé, ens. coiffeuse, bougeoirs. Tous les articles en argent... neufs ou vieux... brisés ou en bon état... selon leur poids en argent.

Articles de rebut en platine

Nous payons argent comptant pour tout article en platine. Nous achetons bijoux en platine, ainsi qu'articles de rebut en platine provenant d'usines (creusets, contacts, etc.). Tous les articles en platine, neuf ou vieux... brisés ou en bon état, selon leur poids en platine.

Compagnie Franklin

Médailles et lingots frappés par la Compagnie Franklin, incluant drapeaux canadiens, rois et reines d'Angleterre, collections d'avions, séries du receveur des postes et tout article commémoratif en or ou en argent de la Compagnie Franklin. Nous les achetons avec ou sans étui de présentation et les ensembles incomplets.

Pièces étrangères

Nous achetons toutes les pièces étrangères en or ou en argent, indépendamment de leur état. Pièces étrangères en cuivre, nickel, laiton, etc. de tous les pays du monde... nous payons argent comptant.

PAPIER-MONNAIE DU CANADA

Nous achetons tous les billets de collection émis en 1935 et années précédentes (Banque du Canada, Dominion du Canada, Province du Canada, textes anglais ou français recherchés). Nous payons argent comptant. Nous achetons tous les billets de Banques à charte. Nous achetons tous les billets de 25c de 1870, 1900 et 1923 et nous payons \$1.50 et plus chacun.

DES ÉTATS-UNIS

Nous achetons tous les billets de collection émis en 1923 et années précédentes. Nous payons argent comptant!

Timbres du Canada et du Commonwealth

Nous achetons les timbres de collection (si, selon nos critères, ils ont de la valeur) - non oblitérés, seuls ou faisant partie d'une vaste collection. Nous achetons également en enveloppes avec timbres de collection, papeterie postale et cartes postales. NOUS PAYONS PRIX PLUS ÉLEVÉS POUR TIMBRES EN EXCELLENTE CONDITION (centrés, sans charnières). Voici une liste partielle des timbres NON OBLITÉRÉS, CENTRÉS ET AVEC CHARNIÈRES PARTIELLES que nous sommes intéressés à acheter et les prix que nous payons:

Catalogue "Scott", no 177	\$1 Mt. Edith Cavell	55.00
Catalogue "Scott", no 262	\$1 "Destroyer"	20.00
Catalogue "Scott", no E2	1922 20c "Caroline", livraison spéciale	22.00

Pièces des États-Unis

Demi-cents		Cinq cents	
Avant 1800	\$150	1866 à 1882	4.50
1800 à 1857	\$15	1883 à 1912	20c et plus
Demi-dix cents		1913 à 1938	10c et plus
Avant 1829	\$500	1939d	2.50
1829 à 1837	\$10	1942 PDS à 1945 PDS	18c
1838 à 1873	\$3	1950d	\$4
Cents Indiens		Dix cents	
1857, 1858 Aigle	\$6	Avant 1809	\$400
1866, 1867, 1868	\$15	1814 à 1828	\$10
1869, 1870	\$15 et plus	1829 à 1837	\$9
1871, 1872	\$20	1838 à 1891	\$4
1877	\$150	1892 à 1964	50c et plus
Autres dates	25c et plus	Vingt cents	
Cents Lincoln		1875 à 1878	\$25
1909s VDB	\$200	Vingt-cinq cents	
1909s, 1931s	\$25	Avant 1815	\$150
1922	\$100	1815 à 1828	\$35
1922d, 1913d	\$4	1831 à 1838	\$30
Gros cents		1839 à 1891	\$7
1796 à 1814	\$15	1892 à 1964	1.25
1816 à 1857	4.50	Cinquante cents	
Deux cents		1802 à 1806	\$50
1864 à 1871	3.00	1807 à 1836	17.50
Trois cents		1837 à 1891	\$15
1851 à 1862	\$5	1892 à 1964	2.50
1865 à 1889	2.50	1965 à 1970	.70

Royal Doulton

Nous achetons toutes les figurines, cruchons-personnages, animaux, articles de séries et poterie d'art portant la marque "Royal Doulton" qui sont en bonne condition (articles réparés non désirés).

Voici une liste partielle des figurines "Royal Doulton" que nous désirons acheter. Nous achetons également les autres articles de collection portant la marque "Royal Doulton". Nous payons argent comptant. Apportez-les et nous vous ferons une offre intéressante. Nous ne recherchons pas pour l'instant des pièces récentes en porcelaine.

Figurines

HN - 300 The Mermaid	\$500	Auld Mac - large	\$30
HN - 325 Pussy	\$1200	Captain Hook - small	\$150
HN - 466 Tulips	\$700	Cavalier - small	\$41
HN - 1238 The Balher	\$400	Lord Nelson - large	\$135
HN - 1305 Siesta	\$650	Merlin - small	16
HN - 1330 Sweet Anne	\$200	Mr. Pickwick - tiny	\$80
HN - 1362 Pantalottes	\$225	Old King Cole - small	\$32
HN - 1450 Rita	\$350	Regency Beau - small	\$165
HN - 1460 Peaseley Shawl	\$220	Toby Philpots - mini	\$16
HN - 1706 The Cobbler	\$175	Vicar of Bray - large	\$70
HN - 1834 Top o' the Hill	\$69	Viking - large	\$50
HN - 1890 Lambing Time	\$100	Animaux	
HN - 1911 Autumn Breezes	\$110	HN - 5 Alredale	\$45
HN - 1954 Balloon Man	\$72	HN - 2662 Siamese Cat	\$40
HN - 2163 In the Stocks	\$300	HN - 1114 Dalmation	\$45
HN - 2174 The Tailor	\$275	HN - 2661 Mountain Sheep	\$100
HN - 2432 Violin	\$450	HN - 1017 Scottish Terrier	\$90
HN - 2890 The Clown	\$110	HN - 159 Toucan	\$75

Retour des vins autrichiens

■ Après avoir obtenu les résultats des analyses de son service de gestion de la qualité, la Société des alcools du Québec a décidé de remettre sur les tablettes les vins autrichiens qu'elle avait retirés le 6 novembre dernier.

Dans un communiqué, la Société des alcools explique que les analyses avaient démontré « clairement qu'il n'y avait aucune trace d'azoture de sodium dans les vins blancs autrichiens. »

Les produits suivants retournent donc sur les tablettes : aux Maisons des vins et aux Salons des vins, le Grinzinger Nussberger, Pinot Chardonnay sec 750 ml, le Kremser Goldberg, Gruner Veltliner Auslese 750 ml, le Monchhofer Beerenauslese, Traminer und Bouvier 700 ml, le Muskat Ottowel Österreichischer Spitzenwein Qualitätsweindoma-

ne 750 ml, le Wessburgunder Österreichischer Spitzenwein Pinot Blanc, Qualitätsweindomane 750, dans les succursales, le Blue Danube 750 ml, le Drunsteiner Kaf-

zensprung, Grunerveltliner 750 ml, le Haus Wein 750 ml, le Petit Viennois 750 ml, le Sonnenburg, 1 litre. Dans les épiceries et dépanneurs, Haus Wein 750 ml.

La police arrête un jeune forcené

■ Un jeune homme de 19 ans s'est attaqué à cinq passants, hier matin, dans le secteur ouest de la métropole, avant d'être arrêté par la police. Augustus Newton Cole, d'origine jamaïcaine, s'en est d'abord pris à une femme de 36 ans, frappée à coups de poings en face du 5000, rue Barclay, à 10 h 15. Quinze minutes plus tard, au magasin Steinberg du 4885 Van Horne, l'agresseur blessait un homme de 63 ans à la tête avec un couteau. L'état de la victime était jugé critique, hier soir. Vers 10 h 40, c'était au tour d'un chauffeur d'autobus d'écoliers de 53 ans d'être blessé aux mains en tentant de se protéger des agressions de l'adolescent, devant le 4890, rue Carlton. Nouvelle agression à 10 h 45, rue Barclay : un homme de 54 ans, qui observait des travaux, a été poignardé à la gorge. Son état était jugé sérieux, hier. Enfin, à 10 h 50, l'agresseur s'en prenait à coups de poings à un homme de 75 ans, au métro Plamondon. C'est à ce moment que les policiers ont procédé à son arrestation.

9 1/4 %
DÉPÔTS À TERME
intérêt annuel pour une durée d'un an

10 1/4 %
DÉPÔTS À TERME
intérêt annuel pour une durée de 3 ans

Chez Morguard nous tenons vos intérêts à coeur

AUTRES TERMES ET TAUX DISPONIBLES SUR DEMANDE

Appelez: Service aux investisseurs
(514) 866-1071
Ou votre courtier en placement

Taux sujets à changements.

Membre de la Société d'Assurance Dépôts du Canada et inscrite à la Régie d'Assurance Dépôts du Québec.

Compagnie de Placements Hypothécaires



Morguard
du Canada

Agent - Obligations d'épargne du Canada
5, Place Ville Marie, Suite 1234
Montréal, Québec H3B 2G2

SIMPSON

LE NOUVEAU CENTRE-VILLE

c'est bien moi

Le cachet du nouveau centre-ville
est tout simplement sensationnel!

Venez voir ... vous en serez enchanté!

Achat en personne seulement



**L'allure "Miami Vice"...
séduisante et
d'un rien racée!**

	Valeur Simpson
Blazers tweed divers	64⁹⁹
Pantalons	29⁹⁹
Chemises de ville	17⁹⁹
Variations pour hommes, 278	

RABAIS

1/3

Sélection de tenues-mode
"Triangle" pour dames.

Variations pour dames, 302

RABAIS

1/3

Sélection de tenues-mode
"Emanuelle" pour dames

Variations pour dames, 302

24⁹⁹
ch. Valeur
Simpson

Jeans et pantalons
velours côtelé pour dames

Variations pour dames, 302

RABAIS

30%

Tenues dernier-cri
"Boston Traders" pour
dames

Vêtements sport pour dames,
304

49⁹⁹
Ord.
Simpson \$85

Cardigan "Magnolia"
pour dames

Vêtements sport pour dames,
304

59⁹⁹
ch. Valeur
Simpson

Coordonnés du
temps des Fêtes
"Geoffrey Beene"
pour dames

Tenues sport pour dames, 304

RABAIS
25%

Sélection de tenues mode
"Esprit" pour dames

Variations pour dames, 302

23⁹⁹ à
45⁹⁹
Valeur
Simpson

Sélection d'élégantes
tenues mode "Generra"
pour dames

Variations pour dames, 302

RABAIS

1/3

Sélection de vêtements
"Santa Cruz" pour dames

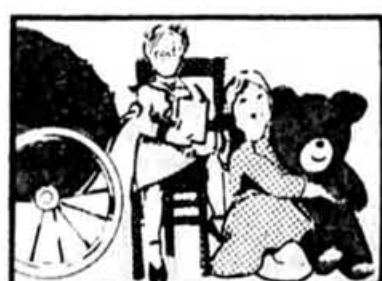
Variations pour dames, 302

**Participez au concours
l'allure "Miami Vice"**

Les deux clients qui ressembleront le plus aux deux vedettes de la série télévisée à succès "Miami Vice", Don Johnson et Phillip Michael Thomas, gagneront chacun un blazer, pantalon et chemise style "Miami Vice" (valeur \$100). Du plaisir pour tous. Enfilez vos plus beaux atours "Miami Vice" et rendez-vous chez Simpson aujourd'hui-même. Des photos des participants seront prises. Le tirage aura lieu aujourd'hui à 16h.



**Venez voir le nouveau monde des petits
chez Simpson, centre-ville, au 7^e**



Simpson c'est pour nos enfants! Une superbe sélection de jouets, vêtements et accessoires, à bons prix, vous y attendent!

Ne manquez pas ces événements spéciaux AUJOURD'HUI (au 7^e)

- Des clowns distribueront des ballons de couleur à tous les enfants.
- Venez rencontrer Ewok, le personnage principal des lcs Capades, de 9h à 17h.
- Concours "Lego" pour les enfants. Des prix à gagner... du plaisir pour tous! Détails affichés au magasin, 7^e étage.
- Spectacles de marionnettes "Anima Spec" - de 11h à 14h
- Assistez au "Musicale Anima Spec" durant toute la journée!

Simpson
CENTRE-VILLE